

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2238

[S - C - 98/29331]

2 JUIN 1998. — Décret organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Des définitions et des dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit : l'enseignement dispensé par les établissements subventionnés par la Communauté française;
- 3° l'établissement : l'implantation ou l'ensemble des implantations constituant un ensemble pédagogique d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ayant son siège à un endroit déterminé et placé sous l'autorité d'un même directeur;
- 4° la section : la subdivision administrative appelée domaine d'enseignement regroupant l'ensemble des cours d'une orientation d'études artistique donnée;
- 5° la filière : la subdivision administrative d'un domaine d'enseignement définissant la structure des cours de chacune des étapes de l'enseignement;
- 6° le socle de compétence : le référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à exercer jusqu'au terme de la formation artistique et qui sont à maîtriser à la fin de chacune des étapes de celle-ci.

Art. 2. Dans le cadre de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, la Communauté française subventionne l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

CHAPITRE II. — *Des finalités et de l'organisation de l'Enseignement artistique à horaire réduit**Section 1re. — Des finalités*

Art. 3. Les principales finalités de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit consistent à :

- 1° concourir à l'épanouissement des élèves en promouvant une culture artistique par l'apprentissage des divers langages et pratiques artistiques;
- 2° donner aux élèves les moyens et formations leur permettant d'atteindre l'autonomie artistique suscitant une faculté créatrice personnelle;
- 3° offrir un enseignement préparant des élèves à rencontrer les exigences requises pour accéder à l'enseignement artistique de niveau supérieur.

Section 2. — De l'organisation générale

Art. 4. § 1^{er}. En vue de rencontrer les finalités visées à l'article 3, les Pouvoirs organisateurs peuvent organiser des établissements comportant une ou plusieurs des sections suivantes :

- 1° domaine des « arts plastiques, visuels et de l'espace »;
- 2° domaine de la « musique »;
- 3° domaine des « arts de la parole et du théâtre »;
- 4° domaine de la « danse ».

§ 2. Dans chaque domaine visé au § 1^{er} sont organisées des filières ayant pour objectifs :

1° de faire acquérir les capacités permettant le maintien et la progression de l'élève dans le processus de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit :

- a) en filière préparatoire qui comprend les cours d'initiation aux pratiques artistiques;
- b) en filière de formation qui comprend les premières années des cours de base visés au § 3, 1°;
- c) en filière de qualification qui comprend les années terminales des cours de base visés au § 3, 1°, dans une forme minimale d'organisation des études;
- d) en filière de transition qui comprend les années terminales des cours de base visés au § 3, 1°, dans une forme renforcée d'organisation des études;

2° de permettre la pratique d'une activité artistique.

§ 3. Dans chaque domaine visé au § 1^{er} et sur base des intitulés des fonctions correspondantes reprises à l'article 51, § 2, sont organisés :

- 1° les cours artistiques de base structurés en filières et définis en termes :
 - a) d'objectifs d'éducation et de formation artistique spécifiques à chacun des cours;

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27996.)

b) de socles de compétence fixés pour chacune des filières de formation, de qualification et de transition et prenant en compte :

- l'intelligence artistique de l'élève, à savoir sa capacité de perception de la cohérence d'un langage artistique;
- la maîtrise technique de l'élève, à savoir sa capacité de dominer l'utilisation des éléments techniques propres à chaque spécialité;
- l'autonomie de l'élève, à savoir sa capacité de découvrir, de développer et de produire seul une activité artistique de qualité équivalente à celle que la formation lui a permis d'atteindre;
- la créativité de l'élève, à savoir sa capacité de se servir librement d'un langage artistique connu de lui ou élaboré par lui en vue d'une réalisation originale.

c) de nombre minimum et de nombre maximum d'années d'études organisables dans chacune des filières d'enseignement;

d) de nombre minimum et de nombre maximum de périodes hebdomadaires de cours organisables dans chacune des années d'études visées en c).

2° les cours artistiques complémentaires et définis en termes :

- a) d'objectifs d'éducation et de formation artistique;
- b) de nombre minimum et de nombre maximum d'années d'études organisables;
- c) de nombre minimum et de nombre maximum de périodes hebdomadaires de cours organisables dans chacune des années d'études visées en b).

3° les accompagnements des cours visés aux 1° et 2°.

Le Gouvernement précise les critères repris aux 1° et 2°, pour chacun des cours artistiques concerné et détermine les cours pouvant bénéficier de l'accompagnement visé au 3°.

Sur avis du Conseil des études visé à l'article 20, le Pouvoir organisateur choisit les cours artistiques de base, les cours artistiques complémentaires et les accompagnements qu'il organise.

§ 4. En fonction des critères définis au § 3, le Pouvoir organisateur détermine le programme de chacun des cours qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement. Chaque modification du programme doit être soumise à l'approbation du Gouvernement.

§ 5. Le Pouvoir organisateur établit, pour le 31 octobre de chaque année scolaire au plus tard, la liste et la grille-horaire des cours qu'il organise dans chacun des domaines d'enseignement.

Art. 5. En cas de dédoublement ou de regroupement dans un même cours, des classes ou des années d'étude visées à l'article 4, § 3, le chef d'établissement détermine, après consultation du Conseil des études visé à l'article 20, la composition des groupes d'élèves, dans le respect de la dotation de périodes de son établissement.

Art. 6. Seuls peuvent être admis au bénéfice des subventions, les cours artistiques de base, les cours artistiques complémentaires et les accompagnements visés à l'article 4, § 3, organisés conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 7. Seuls peuvent être admis au bénéfice des subventions, les domaines d'enseignement qui comportent :

- 1° au plus, la structure maximale des cours artistiques de base définie à l'article 4, § 2;
- 2° au moins, la structure minimale des cours artistiques de base organisant :
 - a) pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, les filières préparatoire, de formation et de qualification;
 - b) pour les autres domaines visés à l'article 4, § 1^{er}, les filières de formation et de qualification.

Section 3. — Des conditions d'admission et de la régularité des élèves

Art. 8. § 1^{er}. Nul élève ne peut être admis à fréquenter, en qualité d'élève régulier, une année d'études d'un cours artistique de base s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° avoir atteint l'âge minimum requis;
- 2° posséder, s'il échet, les capacités et aptitudes particulières fixées par le Conseil de classe et d'admission visé à l'article 21;
- 3° fréquenter ou avoir satisfait, lorsqu'il échet, à un ou plusieurs autres cours complémentaires ou de base ou en être dispensé par le Conseil de classe et d'admission conformément à l'article 21, 1°;
- 4° ne pas avoir dépassé un nombre maximum d'années de fréquentation du cours limité :
 - a) à deux années pour la même année d'études;
 - b) au nombre total d'années d'études organisées dans les filières autres que la filière préparatoire augmenté de trois années scolaires. Cependant, lorsque l'élève commence ses études dans une année autre que celle de début, le nombre maximum d'années de fréquentation est amputé du nombre d'années d'études non suivies.
- 5° s'engager à suivre toutes les périodes de cours hebdomadaires organisées pour le cours concerné.

Les conditions visées aux lettres 1° et 3° sont définies par le Gouvernement pour chacun des cours de base concernés.

§ 2. Outre les conditions fixées au § 1^{er} pour accéder à une année d'études autre que la première année, l'élève doit :

- 1° soit être admis d'office dans cette année d'études par le Conseil de classe et d'admission conformément à l'article 21, 1°;
- 2° soit remplir les conditions de passage fixées par le Conseil de classe et d'admission conformément à l'article 21, 3°.

Art. 9. Nul élève ne peut être admis à fréquenter, en qualité d'élève régulier, une année d'études d'un cours artistique complémentaire s'il ne remplit les conditions visées à l'article 8, § 1^{er}, 1° et 3° et § 2, 1°.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont définies par le Gouvernement pour chacun des cours complémentaires concernés.

Art. 10. L'âge requis visé à l'article 8 doit être atteint au 31 décembre qui suit le début de l'année scolaire.

Art. 11. Dans chaque domaine d'enseignement, est considéré comme élève régulier celui qui, au 31 janvier de l'année scolaire en cours :

1° remplit les conditions d'admission visées aux articles 8 et 9 et fréquente régulièrement depuis le 1^{er} octobre les cours de l'année d'études à laquelle il appartient;

2° suit effectivement un nombre minimum de périodes de cours de base ou complémentaires fixé à l'article 12;

3° s'est acquitté, lorsqu'il échet, du droit d'inscription fixé par le Gouvernement en application de l'article 26 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel.

Art. 12. § 1^{er}. Pour les élèves réguliers, le nombre minimum de périodes de cours hebdomadaires à suivre visé à l'article 11, 2°, est fixé à :

1° dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace :

a) pour la filière préparatoire, 2 périodes pour les élèves âgés de moins de 12 ans et 3 périodes pour les élèves âgés de 12 ans au moins;

b) pour la filière de formation, 3 périodes;

c) pour la filière de qualification, 4 périodes;

d) pour la filière de transition, 8 périodes.

2° dans le domaine de la musique :

a) pour la filière préparatoire, 1 période;

b) pour la filière de formation, 2 périodes;

c) pour la filière de qualification, 2 périodes;

d) pour la filière de transition, 5 périodes.

Toutefois ce nombre de périodes peut être réduit à deux à partir de la quatrième année d'études, lorsque l'élève a satisfait aux formations complémentaires imposées en application de l'article 8, § 1^{er}, 3°.

3° dans le domaine des arts de la parole et du théâtre :

a) pour la filière préparatoire, 1 période;

b) pour la filière de formation, 2 périodes;

c) pour la filière de qualification, 2 périodes;

d) pour la filière de transition, 5 périodes.

Toutefois ce nombre de périodes peut être réduit à deux à partir de la quatrième année, lorsque l'élève a satisfait aux formations complémentaires imposées en application de l'article 8, § 1^{er}, 3°.

4° dans le domaine de la danse :

a) pour la filière préparatoire, 1 période;

b) pour la filière de formation, 1 période durant les quatre premières années d'études et 2 périodes à partir de la cinquième année;

c) pour la filière de qualification, 2 périodes;

d) pour la filière de transition, 5 périodes en 1^{re} et 2^e années et 7 périodes de la 3^e à la 8^e année.

§ 2. Les différents cours du même domaine suivis dans un autre établissement d'enseignement artistique secondaire à horaire réduit peuvent être comptabilisés pour atteindre le nombre minimum de périodes de cours visé à l'article 11, 2°.

Dans ce cas, pour l'application de l'article 11, l'élève est considéré comme régulier dans chacun des établissements où il fréquente un cours de base.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, lorsque l'élève fréquente uniquement un ou plusieurs cours complémentaires, la durée minimale hebdomadaire de fréquentation des cours est fixée par référence au minimum imposé en filière de formation du domaine auquel se rattache(nt) le(s) cours complémentaire(s) concerné(s).

§ 4. Les dispenses de fréquentation des cours accordées par le Conseil des études conformément à l'article 21 ne peuvent être prises en compte pour atteindre le nombre minimum de périodes de cours fixé au § 1^{er}.

Art. 13. Par dérogation à l'article 12, pour tout élève inscrit à un cours de base d'une filière de formation, la durée minimale hebdomadaire de fréquentation des cours peut être atteinte en comptabilisant toute(s) autre(s) période(s) de cours régulièrement suivie(s) simultanément dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Dans ce cas, pour l'application de l'article 11, l'élève est considéré comme régulier dans chacun des domaines dans lequel il fréquente un des cours de base visés à l'article 4, § 3, 1°.

Art. 14. § 1^{er}. Nul ne peut fréquenter en qualité d'élève régulier un même cours dans un autre établissement d'enseignement artistique subventionné ou organisé par la Communauté française.

§ 2. Pour l'application de l'article 11, l'élève ne peut être régulier lorsque, sur l'ensemble des cours organisés entre le 1^{er} octobre et le 31 janvier de l'année scolaire concernée, il totalise plus de 20 % d'absences injustifiées.

Le ministre fixe les règles selon lesquelles les présences et absences des élèves sont comptabilisées et justifiées.

Art. 15. Pour chaque élève, une fiche individuelle est établie et comporte au moins les éléments suivants :

1° nom, prénom et adresse;

2° date de naissance;

3° études déjà suivies dans un établissement d'enseignement artistique et résultats obtenus;

4° études en cours.

Section 4. — De la sanction des études

Art. 16. Des certificats et diplômes sont délivrés pour chacun des cours artistiques de base visés à l'article 4, § 3, 1°.

Un certificat est délivré à l'élève régulier qui, pour chacune des filières de formation, de qualification et de transition concernée :

1° atteint les socles de compétence fixés à l'article 4, § 3, du présent décret, sur base des critères d'évaluation fixés par le Conseil des études visés à l'article 21, 3°;

2° satisfait aux formations minimales fixées à l'article 4, § 3, 1°.

Un diplôme de fin d'études est délivré à l'élève régulier qui, pour chacune des filières de transition, outre les conditions fixées à l'alinéa 2, 1°, a satisfait à une formation comportant le nombre maximum d'années d'études organisables fixé à l'article 4, § 3, 1°.

Art. 17. Pour l'application de l'article 16, les années d'études pour lesquelles une dispense a été accordée par le Conseil de classe et d'admission conformément à l'article 21, 1°, sont considérées comme ayant été suivies et réussies par l'élève concerné.

Art. 18. Le certificat et le diplôme mentionnent notamment :

1° l'intitulé du cours de base et du (des) cours complémentaire(s) suivi(s);

2° la filière d'enseignement concernée;

3° le domaine concerné;

4° la dénomination de l'établissement.

Le certificat et le diplôme sont reconnus par tous les établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Section 5. — Du Conseil des études

Art. 19. Le Pouvoir organisateur institue dans chacun des établissements qu'il organise un Conseil des études composé d'une assemblée générale et des conseils de classes et d'admission.

Art. 20. L'assemblée générale réunit tous les membres du personnel directeur et enseignant de l'établissement et rend des avis au Pouvoir organisateur au sujet :

1° des dédoublements ou regroupements des classes ou des années d'études d'un même cours;

2° de la création ou de la suppression d'années d'études, cours ou filières d'enseignement;

3° des modalités d'organisation des évaluations des élèves;

4° du choix de l'utilisation des périodes de cours fixé à l'article 34.

L'assemblée générale ne peut émettre valablement ses avis que lorsque deux tiers au moins des membres du personnel sont présents.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours ouvrables, avec le même ordre du jour que la réunion précédente; quel que soit le nombre de membres du personnel présents, un avis valable est donné.

Art. 21. Les Conseils de classes et d'admission regroupent au moins un membre du personnel directeur ou son délégué qui les préside et l'ensemble des enseignants chargés de former un groupe déterminé d'élèves.

Dans le respect du caractère spécifique du projet éducatif du Pouvoir organisateur, ils peuvent agir en tant que membres délégués de ce Pouvoir organisateur en matière :

1° d'admission des élèves en filière de transition ou dans une année d'études autre que celle de début et de dispense de fréquentation de cours, eu égard aux critères suivants :

a) les études déjà suivies et sanctionnées par une attestation, un certificat ou un diplôme;

b) les résultats d'épreuves ou de tests organisés par le Conseil des études;

c) d'autres études suivies simultanément;

d) de distinction ou prix obtenus;

e) de l'exercice continu et attesté d'une activité en rapport avec la formation suivie;

2° de suivi pédagogique des élèves :

a) soit en imposant aux élèves qui ne maîtrisent pas certaines connaissances préalables requises ou qui éprouvent des difficultés au début ou en cours de formation de fréquenter des cours complémentaires dont la nature et la durée sont fixées dans les limites prévues par le présent décret et en fonction des périodes de cours subventionnables disponibles;

b) soit en réorientant, le cas échéant, les élèves en cours d'études;

c) soit en prenant toute disposition pour régler les litiges relatifs au déroulement des études;

3° de critères d'évaluation des élèves, en fixant la nature et la périodicité des épreuves de contrôle ainsi que les éléments d'évaluation ou, s'il échet, les éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés;

4° les conditions de passage dans l'année d'études suivante;

5° de sanction des études, en appréciant les compétences des élèves sur base des socles de compétences fixés à l'article 4, § 3, 1°, b), et en délivrant après délibération les certificats et diplômes prévus à l'article 16.

Art. 22. Le Pouvoir organisateur fixe le règlement d'ordre intérieur du Conseil des études en précisant notamment :

- 1° les modalités selon lesquelles sont prises en considération les évaluations faites en cours de formation pour le calcul du résultat final;
- 2° le coefficient éventuel et la valeur proportionnelle des épreuves de contrôle;
- 3° les règles de délibération;
- 4° les règles de prise de décision relatives à l'admission des élèves;
- 5° les règles de procédure en matière disciplinaire.

Section 6. — De l'organisation des Humanités artistiques

Art. 23. Dans les domaines des arts de la parole et du théâtre, de la musique et de la danse, les périodes d'enseignement des Humanités artistiques visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire peuvent être organisées dans les établissements repris ci-après :

- 1° Conservatoire de Musique Arthur Grumiaux de Charleroi;
- 2° Académie intercommunale de Musique, de danse et des arts de la parole de Court-Saint-Etienne et Ottignies-Louvain-la-Neuve;
- 3° Académie de Musique Gretry de Liège;
- 4° Conservatoire de Musique de Huy;
- 5° Académie de Musique d'Ixelles;
- 6° Académie de Musique de Mons;
- 7° Conservatoire de Musique de Namur;
- 8° Académie de Musique de Saint-Hubert.

Art. 24. L'organisation, la structure, l'horaire des cours et la sanction des études des Humanités artistiques sont régis sur base de la réglementation générale de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Section 7. — Des organisations particulières

Art. 25. Peuvent être reconnues comme particulières par le Gouvernement, les organisations d'enseignement qui ne peuvent être rattachées aux domaines d'enseignement visés à l'article 4, § 1^{er}, ou qui mettent en œuvre une structure de cours spécifique justifiée par la réalisation d'un projet éducatif original.

Sont reconnues comme particulières à la date d'entrée en vigueur du présent décret les organisations d'enseignement artistique mises en œuvre dans les établissements repris ci-après :

- 1° enseignement spécifique de la rythmique et de l'expression corporelle à l'Institut de Rythmique Jaques Dalcroze de Belgique, de Bruxelles;
- 2° enseignement spécifique de formations instrumentale et vocale pour chantres-organistes et chefs de chœurs à l'Académie de Musique Saint-Grégoire, de Tournai.

Pour les enseignements visés à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement précise les critères repris aux articles 4, § 3; 8, § 1^{er}, 1° et 3°; 9 et 11, 2°, pour chacun des cours artistiques pouvant être organisés.

Art. 26. Par dérogation aux dispositions du présent chapitre et sur proposition du Pouvoir organisateur ou du chef d'établissement mandaté par son Pouvoir organisateur, des formations et activités spécifiques ne pouvant être reprises dans le cadre des cours artistiques visés à l'article 4, § 3, peuvent être organisées sous forme de charges de cours attribuées à des intervenants visés à l'article 59.

Art. 27. Par dérogation aux dispositions du présent chapitre, des cours spécifiques d'initiations aux pratiques artistiques peuvent être organisés sur proposition du Pouvoir organisateur ou du chef d'établissement mandaté par son Pouvoir organisateur pour permettre aux populations socialement défavorisées d'accéder à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Les initiations visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être organisées soit sous forme de cours visés à l'article 4, § 3, dispensés par des membres du personnel enseignant, soit sous forme de formations et d'activités particulières visées à l'article 26, dispensées par des intervenants visés à l'article 59, § 2.

Les cours spécifiques visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être dispensés, soit :

- 1° dans les établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 2° dans les établissements d'enseignement fondamental;
- 3° dans toute autre implantation fixée par le Pouvoir organisateur.

Les élèves inscrits aux cours d'initiations visés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 11 et ne peuvent être repris comme élèves réguliers.

Sont considérés comme appartenant aux populations socialement défavorisées visées à l'alinéa 1^{er}, les élèves inscrits dans les établissements ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire à discrimination positive ainsi que les élèves résidant dans des quartiers socialement défavorisés.

Le Gouvernement arrête les listes des établissements ou implantations et des quartiers visés à l'alinéa 5.

Art. 28. Pour l'application des articles 26 et 27, le Pouvoir organisateur ou le chef d'établissement mandaté à cet effet présente son projet dans les formes et délais fixés par le Gouvernement qui, sur avis de l'Inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, et dans un délai de soixante jours prenant cours à la date de réception du dossier, communique une décision motivée quant au subventionnement de la charge de cours concernée.

CHAPITRE III. — Des dotations de périodes de cours et des subventions de fonctionnement

Art. 29. A partir de l'année scolaire 1999-2000, le total des dotations octroyées en application des dispositions du présent chapitre est égal au total des périodes de cours attribuées pour l'année scolaire 1998-1999.

Le total des dotations visé à l'alinéa 1^{er} est annuellement diminué du nombre de périodes de cours utilisées pour le subventionnement des emplois des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge non comptabilisés à charge des dotations des établissements selon les modalités fixées à l'article 56.

Section 1re. — Des dotations annuelles

Art. 30. Chaque Pouvoir organisateur dispose, par année scolaire et par établissement d'enseignement secondaire artistique, d'une dotation, calculée en périodes de cours/année d'une durée de 50 minutes et représentant le total des périodes attribuées pour chacun des domaines visés à l'article 4, § 1^{er}.

Art. 31. § 1^{er}. Pour la durée de l'année scolaire 1998-1999, la dotation annuelle de périodes de cours de chacun des établissements est constituée du nombre total de périodes de cours subventionné durant l'année scolaire précédente adapté, s'il échet, à la mise en application du nouveau statut pécuniaire fixée par l'article 98.

§ 2. A partir de l'année scolaire 1999-2000, la dotation annuelle de périodes de cours d'une année scolaire est fixée en fonction du nombre d'élèves réguliers de l'année scolaire précédente au sens de l'article 11 et par domaine.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les élèves inscrits en filière préparatoire sont comptabilisés séparément.

Par tranche complète de 10 élèves réguliers, la dotation visée à l'alinéa 1^{er} est fixée :

1° pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace à :

a) 60 périodes de cours/année pour la filière préparatoire;

b) 190 périodes de cours/année pour les autres filières.

2° pour le domaine des arts de la parole et du théâtre à :

a) 40 périodes de cours/année pour la filière préparatoire;

b) 130 périodes de cours/année pour les autres filières.

3° pour le domaine de la musique à :

a) 60 périodes de cours/année pour la filière préparatoire;

b) 240 périodes de cours/année pour les autres filières.

4° pour le domaine de la danse à :

a) 25 périodes de cours/année pour la filière préparatoire;

b) 80 périodes de cours/année pour les autres filières.

§ 3. Durant une période transitoire portant sur quatre années scolaires et prenant cours au 1^{er} septembre 1999, les augmentations et les réductions des périodes de cours subventionnables consécutives à l'application du § 2 sont annuellement limitées à 25 % de leur valeur.

§ 4. Durant la période transitoire visée au § 3, les Pouvoirs organisateurs peuvent transférer des périodes de cours entre les divers domaines d'enseignement et établissements qu'ils organisent, à condition de garantir les droits du personnel dans les limites des décrets des 1^{er} février 1993 et 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre et de l'enseignement officiel subventionné et pour autant que ces transferts ne donnent pas lieu à des mises en disponibilité par défaut d'emploi ou à des pertes partielles de charge.

Art. 32. Les périodes de cours déterminées conformément à l'article 31 sont réparties en un nombre de périodes/semaines en divisant le nombre de périodes/année par le nombre de semaines d'ouverture de l'établissement ou de la section de l'établissement concernée.

Le nombre de semaines d'ouverture de l'établissement ou de la section de l'établissement concernée est fixé par le Pouvoir organisateur à 32, 36 ou 40.

Art. 33. Pour l'application de l'article 29 et en fonction des variations annuelles du nombre d'élèves réguliers dans chacun des domaines d'enseignement visés à l'article 4, § 1^{er}, le Gouvernement fixe des coefficients d'ajustement des dotations visées à l'article 31, § 2.

Art. 34. Sans préjudice des dispositions relatives à l'organisation de l'enseignement et de l'article 31, § 4, le choix de l'utilisation des dotations par établissement et par domaine est de la compétence de chaque Pouvoir organisateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31, § 2, lorsque le Pouvoir organisateur ne communique pas, dans un délai de soixante jours calendrier prenant cours le 1^{er} février, les renseignements permettant de déterminer le nombre d'élèves réguliers à prendre en compte pour fixer la dotation annuelle, celle-ci est fixée, par reconduction et à titre provisoire, à la dotation annuelle de l'année précédente.

Dans ce cas, la fixation ultérieure de la dotation annuelle définitive ne peut donner lieu à aucune majoration du nombre de périodes de cours attribuées à titre provisoire.

Section 2. — Des dotations des Humanités artistiques

Art. 35. Pour l'organisation des périodes d'enseignement visées à l'article 23, chaque Pouvoir organisateur dispose d'une dotation annuelle de périodes de cours subventionnables calculée par domaine d'enseignement en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits en Humanités artistiques au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

La dotation annuelle de périodes de cours est fixée comme suit :

1° pour le domaine de la musique : 60 périodes/élève jusqu'au 6e élève et 40 périodes/élève à partir du 7e élève;

2° pour le domaine des arts de la parole et du théâtre : 100 périodes/élève jusqu'au 12e élève et 80 périodes/élève à partir du 13e élève;

3° pour le domaine de la danse : 200 périodes/élève jusqu'au 12e élève et 120 périodes/élève à partir du 13e élève.

Art. 36. Les dotations annuelles visées à l'article 35 sont exclusivement réservées à l'organisation des périodes de cours des Humanités artistiques visées à l'article 23.

Section 3. — Des dotations des organisations particulières

Art. 37. Pour la durée de l'année scolaire 1998-1999, la dotation annuelle de périodes de cours de chacun des établissements visés à l'article 25 est fixée conformément à l'article 31, § 1^{er}.

A partir de l'année scolaire 1999-2000, la dotation annuelle de périodes de cours de chacun des établissements visés à l'article 25 est fixée conformément à l'article 31, § 2, 1^{er} alinéa, comme suit :

1° pour l'Institut de Rythmique Jaques Dalcroze de Belgique :

- a) 9 200 périodes pour les 200 premiers élèves réguliers;
- b) 200 périodes supplémentaires par tranche complète de 10 élèves réguliers supplémentaires.

2° pour l'Académie de Musique Saint-Grégoire :

- a) 1 800 périodes pour les 100 premiers élèves réguliers;
- b) 100 périodes supplémentaires par tranche complète de 5 élèves réguliers supplémentaires.

Les dotations annuelles de périodes de cours visées à l'alinéa 2 ne peuvent excéder les dotations calculées pour la durée de l'année scolaire 1998-1999 conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 38. Pour l'organisation des initiations aux pratiques artistiques visées à l'article 27, des dotations annuelles de périodes de cours supplémentaires peuvent être octroyées par le Gouvernement pour l'organisation des projets qu'il approuve conformément à l'article 28.

Le nombre de périodes de cours consacré aux dotations annuelles visées à l'alinéa 1^{er} est limité à un pour cent du total des périodes de cours visées à l'article 29 et calculé à raison de 60 périodes de cours/année par tranche complète de 10 élèves inscrits.

Section 4. — Des subventions de fonctionnement

Art. 39. La subvention du fonctionnement visée à l'article 32, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est calculée sur base d'un montant annuel fixé, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, par élève régulier au sens de l'article 11 :

1° pour les sections des domaines de la musique, des arts de la parole et du théâtre et de la danse :

- a) 360 francs pour l'élève inscrit dans la filière préparatoire;
- b) 870 francs pour l'élève inscrit dans les filières de formation, de qualification ou de transition.

2° pour la section du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace :

- a) 1 020 francs pour l'élève inscrit dans la filière préparatoire;
- b) 2 450 francs pour l'élève inscrit dans les filières de formation, de qualification ou de transition.

3° pour l'élève régulièrement inscrit dans plusieurs domaines d'enseignement, la subvention de fonctionnement est calculée séparément pour chacun des domaines concernés.

CHAPITRE IV. — De la rationalisation et de la programmation de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit

Art. 40. Une norme exprimée en un nombre minimum d'élèves réguliers est fixée pour :

1° la rationalisation, c'est-à-dire le maintien et le subventionnement des établissements et des domaines et des sections visés à l'article 4, § 1^{er};

2° la programmation, c'est-à-dire la création et l'admission aux subventions de nouveaux établissements et domaines visés à l'article 4, § 1^{er}.

La norme de rationalisation visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à :

1° 350 élèves réguliers pour l'ensemble des domaines organisés par l'établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

2° 120 élèves réguliers pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace;

3° 40 élèves réguliers pour le domaine des arts de la parole et du théâtre;

4° 200 élèves réguliers pour le domaine de la musique;

5° 40 élèves réguliers pour le domaine de la danse.

La norme de programmation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est fixée à 250 % de la norme de rationalisation.

La norme de rationalisation visée à l'alinéa 2, 1°, est fixée à 80 % de sa valeur pour l'établissement seul de son réseau à être situé ou à entretenir des implantations dans un rayon de 50 kilomètres.

Art. 41. Par dérogation à l'article 40, la norme de rationalisation pour le maintien des établissements visés à l'article 25 est fixée à :

1° 200 élèves réguliers pour l'Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique;

2° 100 élèves réguliers pour l'Académie de Musique Saint-Grégoire.

Art. 42. La rationalisation et la programmation sont appliquées par réseau d'enseignement.

Les réseaux d'enseignement visés à l'alinéa 1^{er} sont :

1° Le réseau de l'enseignement officiel subventionné qui comprend les établissements visés à l'article 1^{er}, 3°, organisés par les provinces, communes, les associations de communes ou toutes autres personnes morales de droit public;

2° Le réseau de l'enseignement libre subventionné qui comprend les établissements visés à l'article 1^{er}, 3°, organisés par des personnes privées.

Art. 43. Tout établissement qui n'atteint pas la norme de rationalisation visée aux articles 40 et 41 est déclaré en voie de fermeture.

Tout établissement qui, à partir de l'année scolaire 1997-1998 et durant deux années scolaires consécutives, n'atteint pas la norme de rationalisation visée aux articles 40 et 41 perd son autonomie au premier jour de l'année scolaire suivante.

Il peut être fusionné avec un autre établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dont il devient une implantation telle que prévue par la loi du 29 mai 1959 précitée.

A défaut de fusion, le Pouvoir organisateur procède à la fermeture de tous les domaines qu'il organise dans l'établissement visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 44. Les Pouvoirs organisateurs peuvent décider de procéder, à la fin d'une année scolaire, à la fusion des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit qu'ils organisent afin de constituer un nouvel établissement pour autant que cet établissement atteigne, à la date de fusion, la norme de rationalisation visée à l'article 40.

Un des sièges d'origine devient le siège du nouvel établissement, le ou les autres sièges d'origine devenant des implantations du nouvel établissement.

Art. 45. Par dérogation à l'article 24, § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'obligation pour un établissement d'organiser ses cours sur le territoire de la même commune n'est pas imposée pour les établissements issus des fusions visées aux articles 43 et 44. Dans ce cas, une dérogation n'est pas nécessaire.

Art. 46. Tout domaine d'enseignement d'un établissement qui, à partir de l'année scolaire 1998-1999, n'atteint pas au 31 janvier de l'année scolaire en cours la norme de rationalisation visée à l'article 40 est déclaré en voie de fermeture et perd au premier jour de l'année scolaire suivante sa dotation de périodes de cours subventionnables qui aurait été calculée sur base des élèves inscrits aux cours du domaine en cause.

Toutefois, lorsque le nombre d'élèves réguliers atteint au moins 80 % de la norme de rationalisation visée à l'article 40, l'établissement continue à bénéficier durant une année scolaire maximum de la dotation de cours subventionnables calculée selon les dispositions de l'article 31, § 2.

Art. 47. Un Pouvoir organisateur en voie de cessation de ses activités dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit par fermeture définitive d'un ou de plusieurs de ses domaines d'enseignement peut transférer au 31 août à un autre Pouvoir organisateur du même réseau les dotations de périodes de cours auxquelles il aurait pu prétendre en application de l'article 31, § 2, à condition de garantir les droits du personnel dans les limites des décrets des 1^{er} février 1993 et 6 juin 1994 précités.

Art. 48. Par dérogation aux dispositions de l'article 44, une norme spécifique de rationalisation et de programmation est fixée par domaine d'enseignement pour le maintien et la création des Humanités artistiques visées à l'article 23.

La norme visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à un nombre minimum de cinq élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours en Humanités artistiques dans le domaine d'enseignement concerné.

Lorsque le domaine d'enseignement visé à l'alinéa 2 compte moins de cinq élèves régulièrement inscrits en Humanités artistiques, le Pouvoir organisateur concerné refuse toute nouvelle inscription et continue à organiser les périodes de cours permettant aux élèves restant inscrits de terminer le cycle d'études secondaires entrepris.

CHAPITRE V. — *Des fonctions, des emplois subventionnés et du statut pécuniaire des membres du personnel*

Section 1re. — Des fonctions

Art. 49. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit comprennent des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion classées en deux catégories :

- 1° la catégorie du personnel directeur et enseignant;
- 2° la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation.

Art. 50. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur sont classées en fonction de sélection et en fonction de promotion :

- 1° fonction de sélection : sous-directeur;
- 2° fonction de promotion : directeur.

Art. 51. § 1^{er}. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel enseignant sont classées en fonction de recrutement.

Lorsqu'une fonction comporte plusieurs spécialités, chacune de ses spécialités constitue une fonction distincte.

Sont réputées « mêmes fonctions » celles pour lesquelles la réglementation fixe un même titre de capacité, tant pour ce qui concerne le titre requis ou jugé suffisant que pour ce qui concerne le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement visé à l'article 100, § 1^{er}.

§ 2. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace sont celles de :

- 1° professeur de formation pluridisciplinaire;
- 2° professeur d'histoire de l'art et esthétique;
- 3° professeur des métiers d'art pour chacune des spécialités suivantes :
 - a) ferronnerie;
 - b) ébénisterie;
 - c) art du livre : reliure-dorure/typographie et étude de la lettre;
 - d) joaillerie-bijouterie;
 - e) vitrail;
 - f) conservation et restauration d'œuvres et d'objets d'art.

4° professeur de recherches graphiques et picturales pour chacune des spécialités suivantes :

- a) dessin;
- b) peinture;
- c) illustration et bande dessinée;
- d) publicité et communication visuelle;
- e) infographie.

5° professeur d'image imprimée pour chacune des spécialités suivantes :

- a) gravure;
- b) lithographie;
- c) sérigraphie;
- d) photographie;
- e) cinéma d'animation;
- f) cinégraphie, vidéographie et technique son;
- g) infographie.

6° professeur d'aménagement pour chacune des spécialités suivantes :

- a) décoration;
- b) ensemblier-décorateur;
- c) scénographie.

7° professeur de création textile pour chacune des spécialités suivantes :

- a) tapisserie;
- b) tissage;
- c) tissu imprimé;
- d) création de costumes, de décors, de masques;
- e) dentelle.

8° professeur d'arts monumentaux pour chacune des spécialités suivantes :

- a) peinture monumentale;
- b) sculpture monumentale.

9° professeur de volumes pour chacune des spécialités suivantes :

- a) sculpture;
- b) céramique sculpturale.

10° professeur des arts du feu pour chacune des spécialités suivantes :

- a) poterie;
- b) céramique;
- c) céramique sculpturale;
- d) métal;
- e) art du verre.

11° professeur de techniques artistiques pour chacune des spécialités suivantes :

- a) dessin d'architecture et maquettisme;
- b) dessin technique;
- c) technologie de la photographie;
- d) technologie du verre;
- e) technologie des métaux;
- f) technologie de la terre et des émaux.

§ 3. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine de la musique sont celles de :

- 1° professeur de formation musicale;
- 2° professeur de chant d'ensemble;
- 3° professeur d'histoire de la musique et de l'analyse;
- 4° professeur de l'écriture musicale et de l'analyse;
- 5° professeur de formation générale jazz;
- 6° professeur de formation instrumentale, d'instruments classiques pour chacune des spécialités suivantes :
 - a) accordéon;
 - b) basson;

- c) clarinette et saxophone;
 - d) clavecin et claviers;
 - e) contrebasse;
 - f) cor et trompe de chasse;
 - g) flûte traversière et piccolo;
 - h) guitare et guitare d'accompagnement;
 - i) harpe (diatonique, chromatique ou celtique);
 - j) hautbois et cor anglais;
 - k) orgue et claviers;
 - l) percussions;
 - m) piano et claviers;
 - n) trombone, tuba (alto, basse, baryton, bombardon);
 - o) trompette (bugle, cornet à pistons);
 - p) violon et alto;
 - q) violoncelle.
- 7° professeur de formation instrumentale, d'instruments anciens pour chacune des spécialités suivantes :
- a) clavecin;
 - b) cornemuse et musette;
 - c) flûte à bec;
 - d) hautbois;
 - e) luth et mandoline;
 - f) traverso;
 - g) viole de gambe;
 - h) violon baroque.
- 8° professeur de formation instrumentale et d'ensemble jazz;
- 9° professeur d'ensemble instrumental;
- 10° professeur de musique de chambre instrumentale;
- 11° professeur de lecture à vue — transposition;
- 12° professeur de formation vocale — chant et de musique de chambre vocale;
- 13° professeur d'art lyrique;
- 14° professeur chargé de l'accompagnement au clavecin (continuo et accompagnement spécifique);
- 15° professeur chargé de l'accompagnement à l'orgue;
- 16° professeur chargé de l'accompagnement au piano;
- 17° professeur de rythmique;
- 18° professeur d'expression corporelle.

§ 4. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine des arts de la parole et du théâtre sont celles de :

- 1° professeur de diction — déclamation;
- 2° professeur d'art dramatique;
- 3° professeur d'histoire de la littérature et d'histoire du théâtre;
- 4° professeur d'expression corporelle;
- 5° professeur chargé de l'accompagnement au clavecin;
- 6° professeur chargé de l'accompagnement à l'orgue;
- 7° professeur chargé de l'accompagnement au piano.

§ 5. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine de la danse sont celles de :

- 1° professeur de danse classique;
- 2° professeur de danse contemporaine;
- 3° professeur de danse jazz;
- 4° professeur chargé de l'accompagnement au piano;
- 5° professeur chargé de l'accompagnement des cours de danse contemporaine et de danse Jazz.

Art. 52. La fonction de surveillant-éducateur que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation est classée en fonction de recrutement.

Section 2. — Des emplois subventionnés

Art. 53. Seuls sont subventionnés les emplois de directeur, sous-directeur, professeur, surveillant-éducateur et intervenant créés et maintenus, dans les conditions fixées par le présent décret, pour l'ensemble des domaines d'un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 54. Dans tout établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est créé et maintenu un emploi de directeur à prestations complètes visé à l'article 69, alinéa 2.

Cet emploi ne peut être réparti sur plusieurs membres du personnel.

Les activités de directeur d'un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit sont limitées, indépendamment des heures d'ouverture de l'établissement qu'il dirige, au nombre de périodes constituant les prestations complètes.

Art. 55. § 1^{er}. Dans un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, un emploi de sous-directeur à prestations complètes peut être créé lorsque le nombre d'élèves réguliers est, durant deux années scolaires consécutives, supérieur à 1 100 dont 500 élèves au moins inscrits dans une filière autre que préparatoire.

L'emploi visé à l'alinéa 1^{er} est maintenu aussi longtemps que l'établissement compte 800 élèves réguliers.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, un emploi de sous-directeur est créé dans tout nouvel établissement issu de la fusion visée aux articles 43 et 44 afin de procéder, pour le directeur en fonction principale mis en disponibilité par défaut d'emploi et ne pouvant être réaffecté, à un rappel provisoire à l'activité ou en service dans l'emploi ainsi créé.

Sans préjudice du § 1^{er}, l'emploi de sous-directeur visé à l'alinéa 1^{er} est supprimé lorsqu'il est mis fin au rappel provisoire à l'activité ou en service du directeur mis en disponibilité.

Art. 56. Sur avis du Conseil des études visé à l'article 19, les emplois à prestations complètes ou incomplètes des professeurs sont déterminés par chaque Pouvoir organisateur concerné dans les limites des dotations annuelles prévues aux articles 30, 31 et 37.

Tout emploi à prestations incomplètes visé à l'alinéa 1^{er} ne peut être créé que s'il comporte au moins trois périodes de cours hebdomadaires subventionnables exercées dans une même fonction au sens de l'article 51, § 1^{er}.

Les dispositions reprises à l'alinéa 2 ne s'appliquent pas à l'emploi à prestations incomplètes pouvant être attribué à un membre du personnel engagé ou nommé à titre définitif qui peut bénéficier d'une extension de cet engagement ou de cette nomination en application de l'article 41bis du décret du 1^{er} février 1993 précité ou de l'article 34, § 2, du décret du 6 juin 1994 précité.

En cas de diminution du nombre de périodes constituant un emploi à prestations complètes ou incomplètes visé à l'alinéa 1^{er}, attribué à un membre du personnel engagé ou nommé à titre définitif, cet emploi est :

1° soit totalement supprimé lorsque la diminution du nombre de périodes porte sur la totalité de la charge de l'emploi en cause;

2° soit partiellement supprimé lorsque la diminution du nombre de périodes porte sur au moins trois périodes de cours hebdomadaires sans atteindre la totalité de la charge de l'emploi en cause;

3° soit maintenu lorsque la diminution du nombre de périodes est inférieure à trois périodes de cours hebdomadaires sans atteindre la totalité de la charge de l'emploi en cause. Dans ce cas, et à concurrence de la diminution de périodes en cause, le membre du personnel est chargé d'activités d'enseignement en rapport avec la (les) fonction(s) qu'il exerce.

Les emplois occupés par des membres du personnel mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi et qui font l'objet d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité ou d'une remise au travail dans un ou plusieurs emplois créés dans les limites des dotations annuelles visées à l'alinéa 1^{er} sont comptabilisés à charge de ces dotations.

Les emplois des membres du personnel mis en perte partielle de charge ou en disponibilité par défaut d'emploi qui n'ont pas fait l'objet d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité ou d'une remise au travail et pour lesquels une subvention-traitement d'attente est octroyée ne sont pas comptabilisés à charge des dotations annuelles visées à l'alinéa 1^{er} durant l'année scolaire pendant laquelle se produit la perte partielle de charge ou la disponibilité par défaut d'emploi.

Sauf en cas de suppression totale ou partielle d'emploi consécutive à une réduction de la dotation visée à l'alinéa 1^{er}, les emplois visés à l'alinéa 6 sont à nouveau comptabilisés à charge des dotations de l'établissement concerné à partir de la deuxième année scolaire.

Art. 57. § 1^{er}. Chaque emploi visé à l'article 56 comporte une charge de cours hebdomadaire prestée par le membre du personnel selon une grille-horaire établie par le chef d'établissement ou son délégué.

Toute modification de la grille-horaire visée à l'alinéa 1^{er} est du ressort du chef d'établissement ou de son délégué.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, sont comptabilisées dans la charge de cours hebdomadaire, les prestations rendues concomitamment avec une ou plusieurs périodes de cours :

1° pour le Conseil des études visé à l'article 19 ou lors de sessions d'évaluation ou d'examen organisées dans un des établissements où le professeur exerce des prestations;

2° lors de participations à des activités pédagogiques ou de formation approuvées par le Gouvernement;

3° lors de participations en qualité de membre des jurys des Commissions d'examen d'aptitude pédagogique à l'enseignement visées à l'article 110.

Art. 58. Sur avis du Conseil des études visé à l'article 19, les emplois de professeurs sont déterminés par chaque Pouvoir organisateur concerné dans les limites des dotations annuelles prévues aux articles 35 et 38.

Les emplois visés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être proposés par le Pouvoir organisateur pour un engagement ou une nomination à titre définitif.

Art. 59. § 1^{er}. Sur avis du Conseil des études visé à l'article 19, les charges de cours des intervenants sont déterminées par chaque Pouvoir organisateur concerné dans les limites des dotations de périodes de cours prévues aux articles 30, 31, 35, 37 et 38.

Le nombre de périodes de cours annuellement attribuées aux charges de cours des intervenants dans un établissement ne peut excéder 4 % du total des dotations visées à l'alinéa 1^{er} attribuées à cet établissement.

§ 2. Un intervenant dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est un membre du personnel qui n'est pas soumis aux dispositions statutaires applicables aux catégories des personnels de l'enseignement et auquel sont attribuées, sur la base de ses compétences particulières, une ou plusieurs charges de cours.

Le total des prestations de l'intervenant ne peut dépasser 320 périodes sur l'ensemble d'une année scolaire, en ce compris les périodes éventuellement prestées en fonction accessoire ou en fonction non exclusive en cumul avec une fonction principale.

§ 3. En cas de refus d'admission aux subventions de la charge de cours visée au § 1^{er}, les périodes de cours en cause restent à disposition du Pouvoir organisateur concerné.

Art. 60. Pour le ou les établissement(s) d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit organisé(s) par un même Pouvoir organisateur, les emplois de surveillants-éducateurs peuvent être créés et maintenus en fonction du nombre d'élèves réguliers cité ci-après :

1° moins de 375 élèves réguliers : un emploi à quart temps (9 périodes);

2° de 375 à 749 élèves réguliers : deux emplois à quart temps ou un emploi à mi-temps (18 périodes);

3° de 750 à 1 049 élèves réguliers : trois emplois à quart temps ou un emploi à mi-temps et un emploi à quart temps ou un emploi à trois quarts temps (27 périodes);

4° de 1 050 à 1 399 élèves réguliers : quatre emplois à quart temps ou deux emplois à mi-temps ou un emploi à mi-temps et deux emplois à quart temps ou un emploi à trois quarts temps et un emploi à quart temps ou un emploi à temps plein (36 périodes);

5° au-delà, pour chaque tranche comportant 350 élèves réguliers supplémentaires : un emploi à quart temps supplémentaire. Toute tranche débutée donne lieu à l'octroi de l'emploi à quart temps supplémentaire.

Chacune des fractions d'emploi visées à l'alinéa 1^{er} ne peut être répartie sur plusieurs membres du personnel.

Les prestations subventionnables visées au premier alinéa sont réparties par le Pouvoir organisateur entre les divers établissements autonomes qu'il organise en fonction des nécessités de fonctionnement de ceux-ci.

Art. 61. Les emplois subventionnables visés aux articles 55 et 60 sont fixés pour la durée de l'année scolaire en fonction du nombre d'élèves réguliers de l'année scolaire précédente au sens de l'article 11.

Art. 62. Lorsque l'application de l'article 60 a pour effet de déterminer un nombre d'emplois ou de fractions d'emplois subventionnables de surveillants-éducateurs inférieur au nombre d'emplois ou de fractions d'emplois subventionnés au 31 janvier 1998, les emplois ou fractions d'emplois excédentaires subventionnés attribués à des membres du personnel nommés à titre définitif en fonction principale peuvent être maintenus aussi longtemps que ces membres du personnel restent titulaires de ceux-ci.

Art. 63. Pour la durée de l'année scolaire 1998-1999, les emplois subventionnables de surveillants-éducateurs sont ceux fixés et subventionnés au 31 août 1998, adaptés, s'il échet, à la mise en application du nouveau statut pécuniaire fixée par l'article 98.

Section 3. — Du statut pécuniaire

Sous-section 1re. — De la terminologie et des règles générales de fixation des échelles

Art. 64. Les traitements annuels des membres du personnel soumis aux dispositions du présent décret sont fixés par des échelles comprenant :

1° un traitement minimum;

2° des traitements dénommés « échelons » résultant des augmentations périodiques c'est-à-dire des augmentations annales et biennales;

3° un traitement maximum.

Les traitements et augmentations périodiques sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

L'échelle de chaque fonction est rangée, soit dans la classe dite « 20 ans », soit dans la classe dite « 21 ans », soit dans la classe dite « 22 ans », soit dans la classe dite « 24 ans ».

Les échelles de traitement sont désignées par des numéros qui les identifient ainsi que par des indices qui mentionnent le traitement minimum, le traitement maximum, la classe, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques.

Art. 65. Pour chacune des fonctions visées à l'article 53, le Gouvernement fixe les échelles de traitement conformément à l'article 64.

Art. 66. L'article 64 ne s'applique pas aux membres du personnel engagés ou nommés à titre définitif et bénéficiant la veille de l'entrée en vigueur du présent décret d'un régime transitoire qui leur reste applicable jusqu'au terme de leur carrière.

Art. 67. Par dérogation à l'article 64, le traitement visé à l'article 72, alinéa 3, est calculé sur base des échelles de traitement appliquées au 31 janvier 1996.

Sous-section 2. — Des fonctions principales

Art. 68. Le membre du personnel directeur, du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupé dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est considéré en fonction principale à prestations complètes ou incomplètes lorsqu'il ne se trouve dans aucune des situations visées à l'article 71.

Art. 69. Le membre du personnel directeur, du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupé dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est considéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes dans cet enseignement lorsqu'il y preste au moins le nombre minimum de périodes requises pour sa fonction dans un ou plusieurs établissements.

Le nombre de périodes visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à trente-six par semaine pour les fonctions de directeur, de sous-directeur et de surveillant-éducateur.

Pour les fonctions visées à l'alinéa 2, une période représente une durée d'activité de soixante minutes.

Le nombre de périodes visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à vingt-quatre par semaine pour la fonction de professeur de cours artistiques.

Pour la fonction visée à l'alinéa 4, une période représente une activité d'enseignement d'une durée de cinquante minutes.

Art. 70. Le membre du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, qui exerce des fonctions principales à prestations incomplètes soit dans un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, soit dans un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et dans d'autres types d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française est considéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes lorsque la somme des valeurs relatives des fractions horaires de ses différentes fonctions atteint l'unité.

Le membre du personnel exerçant la fonction de directeur est toujours titulaire d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Sous-section 3. — Des fonctions accessoires

Art. 71. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par « fonction accessoire », la fonction à prestations complètes ou incomplètes qu'exerce dans un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le membre du personnel :

1° qui exerce déjà dans l'enseignement de plein exercice, en ce compris l'enseignement secondaire à horaire réduit, une fonction autre que non-exclusive, à prestations complètes, au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'instruction publique;

2° qui exerce déjà dans l'enseignement de promotion sociale une fonction principale à prestations complètes au sens des articles 8 à 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation de l'Enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

3° qui exerce déjà une fonction principale à prestations complètes au sens de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité, constituée de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes à l'exclusion du cas visé au 6° dans les types d'enseignement repris sub 1° et 2°;

4° qui, à l'exclusion des cas visés au 6°, exerce déjà une profession indépendante dont l'activité correspond à 60 % des prestations hebdomadaires fournies par celui qui exerce la même activité à titre exclusif;

5° qui bénéficie du chef d'un emploi exercé dans le secteur privé ou public dont l'horaire normal est de nature à absorber complètement une activité professionnelle normale, d'un traitement, d'une prépension ou d'une pension de retraite dont le montant est supérieur ou égal au minimum de l'échelle de traitement la moins élevée de la fonction de surveillant-éducateur;

6° qui bénéficie du chef d'une occupation à temps partiel dans le secteur privé ou public d'un traitement, d'une prépension ou d'une pension de retraite dont le montant brut est supérieur ou égal à celui de la rémunération brute qu'il obtiendrait s'il exerçait sa fonction comme fonction principale à prestations complètes mais calculée sur la base du minimum de l'échelle de traitement;

7° qui exerce une fonction non exclusive dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement artistique pour laquelle il bénéficie d'un traitement complet dont le montant brut est égal ou supérieur au minimum de son échelle de traitement.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 6° et 7°, on entend par minimum de l'échelle de traitement :

1° pour le membre du personnel qui exerce simultanément plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le minimum de l'échelle de traitement la moins élevée dont il bénéficie;

2° pour le membre du personnel dont la rémunération est calculée conformément à l'article 72, alinéa 3, le minimum de l'échelle de traitement la moins élevée dont il bénéficiait au 31 janvier 1996.

Pour l'application du § 1^{er}, 7°, est qualifiée de non exclusive la fonction qu'exerce, dans l'enseignement artistique de la Communauté française, le professeur enseignant les cours artistiques et l'accompagnateur.

§ 3. Dans les cas visés au § 1^{er}, le caractère principal ou accessoire de la fonction est déterminé dès l'engagement du membre du personnel.

Si dans le courant de l'année scolaire survient un événement de nature à modifier le caractère accessoire ou principal de la fonction dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le membre du personnel est considéré comme titulaire soit d'une fonction principale à prestations complètes, soit d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes visées à l'article 69, soit d'une fonction accessoire uniquement durant la période au cours de laquelle le caractère accessoire ou principal de la fonction est modifié.

§ 4. Tout membre du personnel soumis au présent décret qui exerce une profession indépendante peut demander au Gouvernement de constater que sa profession indépendante ne correspond pas, dans son chef, à une activité professionnelle telle que définie au § 1^{er}, 4°.

Le membre du personnel concerné qui n'introduit pas une telle demande est rémunéré de plein droit pour une fonction accessoire.

Le Gouvernement prend sa décision annuellement sur l'avis de la Commission visée à l'article 5bis de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité.

La Commission établit un projet d'avis et le soumet à l'intéressé(e). Dans les trente jours de la réception de cet avis, le membre du personnel peut introduire une réclamation auprès de la Commission. Le Gouvernement prend sa décision sur base de l'avis définitif de la Commission et de la réclamation éventuelle.

Pour rendre son avis sur la demande d'un membre du personnel, la Commission prend en considération la nature et la durée des prestations que comporte sa profession indépendante, les horaires pratiqués et les revenus que lui procure sa profession.

En cas de décision favorable du Gouvernement, le membre du personnel concerné est présumé, dans l'attente d'une décision ultérieure, exercer sa ou ses fonctions dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit au titre de fonction principale.

Sous-section 4. — Des règles générales de fixation du traitement

Art. 72. En cas de modification du statut pécuniaire, tout traitement afférent à une fonction est fixé conformément à ce nouveau statut pécuniaire.

Si le traitement mensuel brut à 100 % ainsi fixé est inférieur à celui dont le membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation nommé à titre définitif bénéficiait dans sa fonction à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement mensuel brut à 100 % lui est maintenu dans cette fonction jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

L'application de l'alinéa 2 ne peut cependant avoir pour effet de maintenir au membre du personnel concerné, titulaire de plusieurs emplois à prestations incomplètes, le bénéfice d'un traitement mensuel brut à 100 % supérieur à celui qui aurait été calculé le 31 août 1998 conformément à l'article 87, alinéas 2 et 3, sur base des prestations exercées à titre définitif au 31 janvier 1996 et dont il conserve la charge.

Pour le membre du personnel qui n'exerçait pas de prestations à titre définitif au 31 janvier 1996, le traitement visé à l'alinéa 3 est calculé :

1° pour le membre du personnel qui bénéficiait à cette date d'un traitement d'activité, sur base des prestations et échelles de traitement prises en compte pour le calcul de ce traitement;

2° pour le membre du personnel qui bénéficiait à cette date d'un traitement d'attente, sur base des prestations et échelles de traitement prises en compte pour le calcul du dernier traitement d'activité;

3° pour les membres du personnel dont la nomination ou l'engagement à titre définitif est postérieur au 31 janvier 1996, sur base des prestations et échelles de traitement prises en compte pour le calcul du traitement d'activité à la date de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

Pour le membre du personnel qui bénéficie d'un traitement d'attente à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'application des dispositions des alinéas 3 et 4 est reportée à la date de fixation d'un nouveau traitement d'activité.

Les dispositions de l'alinéa 2 ne sont plus applicables dès lors que la fonction principale exercée par le membre du personnel devient accessoire.

Art. 73. Le traitement d'un membre du personnel régi par les dispositions du présent décret est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation selon le régime applicable aux traitements du personnel du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 74. Pour la détermination de l'âge du membre du personnel en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui a lieu à une date autre que le premier du mois est toujours reporté au premier du mois suivant.

Art. 75. Le traitement de tout membre du personnel est fixé dans l'(les) échelle(s) de sa (ses) fonction(s) compte tenu, s'il échet, du (des) diplôme(s) ou titre(s) dont il est titulaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement du membre du personnel est payé à concurrence de 90 % lorsque les cours sont répartis durant l'année scolaire sur 36 à 39 semaines d'ouverture de l'établissement ou du domaine de cet établissement et de 80 % pour 32 à 35 semaines d'ouverture.

Art. 76. A l'exception du titulaire d'une fonction accessoire, le membre du personnel bénéficie à tout moment d'un traitement calculé d'après son ancienneté constituée du total des services admissibles visés à l'article 78.

Pour la détermination du traitement est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où le membre du personnel compte le plus grand nombre d'années de services admissibles correspondant aux augmentations périodiques.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le total de douze mois de services admissibles forme une année.

Art. 77. Les dispositions de la présente sous-section ne sont pas applicables aux membres du personnel bénéficiant d'un traitement calculé sur base du régime transitoire visé à l'article 66.

Sous-section 5. — Des services admissibles

Art. 78. § 1^{er}. Entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel directeur, du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation soumis aux dispositions du présent décret et exerçant une fonction principale dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit :

1° les services admissibles visés à l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité, à l'exclusion des services visés à l'article 18 du même arrêté;

2° les services effectifs d'enseignement que le membre du personnel a rendus :

a) dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par l'Etat ou par la Communauté française;

b) dans l'enseignement à horaire réduit organisé ou subventionné par l'Etat ou l'enseignement par la Communauté française;

c) dans l'enseignement à horaire réduit inspecté par l'Etat ou par la Communauté française, pour autant que le membre du personnel produise les documents certifiés exacts par l'autorité compétente prouvant l'inspection de ce cours pendant la période où les services ont été rendus.

3° les services à la coopération rendus sous l'un des régimes visés à l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

L'admissibilité des services visés à l'alinéa 1^{er} est prouvée par toute voie de droit.

§ 2. Dans les limites fixées par l'article 83, les services admissibles visés au § 1^{er} sont valorisables non seulement lorsqu'ils ont été accomplis comme temporaires, stagiaires ou définitifs mais également en qualité de travailleur du cadre spécial temporaire (CST), d'agent contractuel subventionné (ACS), de chômeur mis au travail (CMT), de stagiaire « Education nationale » (STEN), de stagiaire « Communauté française » (STEC) et de stagiaire ONEm.

Toutefois, les services accomplis comme chômeur mis au travail ne sont pris en considération qu'à partir du moment où le membre du personnel acquiert la qualité de définitif.

§ 3. Les services visés aux §§ 1^{er} et 2 sont admissibles à partir de l'âge de 20, de 21, de 22 ou de 24 ans, selon la classe de l'échelle de traitement.

Art. 79. Pour l'application de l'article 78, § 1^{er}, le membre du personnel est réputé prester des services effectifs, tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

Art. 80. Ne sont pas considérés comme services admissibles :

1° les services que le membre du personnel a prestés, après le 1^{er} septembre 1998, comme titulaire d'une fonction accessoire;

2° les services que le membre du personnel a prestés comme titulaire d'une fonction non exclusive.

Art. 81. § 1^{er}. Les services admissibles visés à l'article 78, § 1^{er} et 2, se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois ne sont pas pris en compte.

§ 2. Les services effectifs que le membre du personnel a prestés comme intérimaire ou comme temporaire dans un établissement d'enseignement de l'Etat, de la Communauté française, d'une province, d'une commune ou d'une administration relevant d'une province ou d'une commune ou d'un établissement d'enseignement subventionné par l'Etat ou par la Communauté française, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours prestés, multiplié par 1,2.

Trente jours forment un mois.

§ 3. Les services effectifs prestés par un membre du personnel comme intérimaire dans une école primaire ou maternelle, soit provinciale ou communale, soit adoptée ou adaptable avant le 1er septembre 1958, restent soumis aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique ou assimilé du ministère de l'Instruction publique.

§ 4. Pour l'application du présent article, sont réputés intérimaires ou temporaires, tous les services admissibles prestés pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou occupé pour la première fois en une qualité autre que celle d'intérimaire ou de temporaire.

Art. 82. La durée des services admissibles rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais excéder la durée des services admissibles rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pour la même période.

La durée des services admissibles que compte un membre du personnel ne peut jamais excéder douze mois par année civile.

Art. 83. Les services admissibles prestés en qualité de chômeur mis au travail n'entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, qu'à concurrence de six ans lorsque le membre du personnel peut également faire valoir des services prestés antérieurement en qualité d'agent contractuel subventionné et à concurrence de deux ans dans le cas contraire.

Sous-section 6. — Des modalités de paiement du traitement aux membres du personnel engagés ou nommés à titre définitif

Art. 84. § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif exerçant une ou plusieurs fonctions au titre d'une fonction principale dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est payé mensuellement.

Le traitement du membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est payé à terme échu, à savoir le dernier jour ouvrable du mois, sauf le paiement du traitement du mois de décembre qui a lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante.

Il en est de même des allocations et de tout autre élément de la rémunération payés simultanément au traitement.

§ 2. Le traitement du mois est égal à un douzième du traitement annuel au sens de l'article 64.

§ 3. Lorsque le membre du personnel occupé dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit fait l'objet en cours d'année scolaire d'une nomination définitive dans la (les) fonction(s) qu'il exerce et qu'il occupait jusqu'à cette date à titre temporaire, son traitement est régularisé de la manière suivante :

1° depuis le premier jour de l'année scolaire en cours jusqu'au premier jour du mois de la prise d'effet de sa nomination définitive, le membre du personnel concerné est rémunéré en douzièmes à titre temporaire;

2° il bénéficie du traitement à titre définitif au premier jour du mois de prise en compte de sa nomination définitive. Si la nomination intervient dans le courant du mois, la nouvelle rémunération prend cours le premier jour du mois suivant.

§ 4. Lorsqu'un membre du personnel définitif est admis à la retraite ou décède, le traitement du mois entier est payé à l'intéressé ou à ses ayants droit selon le cas.

Art. 85. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes, conformément aux règles applicables au personnel des ministères.

Si le nombre réel de journées payables est égal ou inférieur à 15, le nombre de trentièmes dû est égal au nombre réel de journées payables.

Si le nombre réel de journées payables est supérieur à 15, le nombre de trentièmes dû est égal à la différence entre 30 et le nombre réel de journées non payables.

Art. 86. Le membre du personnel soumis aux dispositions de la présente section et qui est titulaire d'une fonction principale à prestations incomplètes bénéficie d'un traitement égal au traitement qu'il obtiendrait, conformément aux dispositions de l'article 84, s'il exerçait la même fonction à prestations complètes, multiplié par le quotient de la division du nombre de périodes/semaine que comporte la fonction considérée par le nombre de périodes/semaine que comporte la même fonction en prestations complètes.

Art. 87. Le membre du personnel soumis aux dispositions de la présente section et qui est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes bénéficie d'un traitement dont le montant annuel brut est calculé sur la base de l'échelle de traitement applicable à sa fonction en tenant compte de ses services admissibles.

Si le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes constituée de plusieurs fonctions incomplètes lui donnant droit à des échelles différentes, son traitement sera limité au traitement qu'il obtiendrait pour une fonction à prestations complètes telle que définie à l'article 69.

Pour l'application de l'alinéa 2, est seul retenu le plus petit nombre entier de périodes de cours nécessaire pour que la somme des valeurs relatives de ces périodes atteigne l'unité. Parmi les périodes prestées par le membre du personnel, sont d'abord choisies celles qui sont le mieux rémunérées.

Art. 88. Les membres du personnel directeur, du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupés dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans lequel ils prestent une ou plusieurs fonctions accessoires à titre définitif, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une rémunération payée conformément à l'article 84.

Art. 89. Les membres du personnel qui, après application de l'article 88, sont rétribués pour l'exercice d'une fonction accessoire de directeur ou de sous-directeur dans l'enseignement artistique à horaire réduit sont tenus, indépendamment de leur rémunération limitée, d'assurer les prestations complètes qui correspondent à l'emploi qu'ils occupent.

Il en est de même lorsque la limitation de la rémunération résulte de l'application de l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977.

Art. 90. Pour les membres du personnel visés à l'article 88, toute diminution d'attribution a pour effet de faire perdre définitivement aux intéressés le bénéfice de la situation pécuniaire acquise à concurrence de cette diminution.

Art. 91. § 1^{er}. Le traitement dû pour les prestations visées à l'article 88 est établi sur base des mêmes dispositions applicables au titulaire d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes visées à l'article 86.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'ancienneté pécuniaire du membre du personnel nommé à titre définitif ou stagiaire au plus tard le 7 août 1982 dans l'enseignement artistique à horaire réduit et dont les prestations dans cet enseignement sont considérées comme une fonction accessoire depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires, est limitée à celle qu'il avait acquise au dernier jour de l'année scolaire 1981-1982.

Le montant des augmentations périodiques comprises dans ce traitement est réduit de 50 %.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque les prestations du membre du personnel visé au § 2 sont considérées comme accessoires à une date postérieure à celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 précité, le traitement dû pour ces prestations correspond à 80 % du traitement minimum au sens de l'article 64 qui serait accordé à un membre du personnel exerçant les mêmes prestations en fonction principale dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 24 décembre 1976 précitée, les prestations qui peuvent encore être rémunérées selon les conditions fixées par le présent article ne peuvent dépasser le nombre de périodes dont le membre du personnel intéressé était chargé le dernier jour de l'année scolaire 1981-1982.

§ 4. Pour le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou stagiaire à une date postérieure au 7 août 1982, il n'est pas octroyé de rémunération pour l'exercice d'une fonction accessoire.

Il peut toutefois être octroyé temporairement un traitement fixé conformément au § 3 selon les conditions fixées à l'article 95, §§ 2, 3 et 4.

Art. 92. Les membres du personnel visés à l'article 88 n'ont pas droit à une allocation de fin d'année ou à un pécule de vacances.

Sous-section 7. — Des modalités de paiement du traitement aux membres du personnel temporaires

Art. 93. § 1^{er}. Les membres du personnel temporaires bénéficient d'une rétribution journalière fixée à 1/360 du traitement annuel au sens de l'article 64.

Sont payables, tous les jours compris du début à la fin de la ou des périodes de désignation y compris s'il sont englobés dans la ou lesdites périodes, les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps; le nombre total de jours ainsi payables durant l'année scolaire ne peut dépasser 300.

En outre, est payable au cours des vacances d'été, une rémunération différée égale au produit de la multiplication par 0,2 des rémunérations journalières payées conformément aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, ne s'applique pas :

1° au membre du personnel temporaire qui n'a pas atteint l'âge correspondant à la classe de son échelle de traitement le 31 août précédant le début de l'année scolaire.

2° au membre du personnel visé par l'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été.

Art. 94. Les dispositions des articles 86 et 87 sont applicables aux membres du personnel temporaires en fonction principale.

Art. 95. § 1^{er}. Il n'est plus octroyé de rémunération au membre du personnel temporaire titulaire d'une fonction accessoire.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, il peut toutefois être octroyé temporairement un traitement, dans les limites fixées par la loi du 24 décembre 1976 précitée, pour des prestations à considérer comme fonction accessoire, à la condition qu'aucun autre candidat porteur d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant ne puisse être trouvé pour exercer les prestations en cause en fonction principale.

§ 3. La dérogation visée au § 2 peut être accordée par le Gouvernement ou son délégué à la demande du Pouvoir organisateur concerné adressée à l'Administration compétente.

Sous peine de nullité, cette demande doit être adressée par lettre recommandée à la poste endéans les 30 jours calendrier suivant les faits qui ont donné lieu à la requête. Cette demande doit être accompagnée des documents repris ci-après attestant de l'impossibilité de recruter un candidat en fonction principale, à savoir :

1° la description des prestations;

2° l'échange de correspondances avec le FOREm ou l'ORBEm compétent;

3° la liste des candidats éventuellement écartés avec justification de l'éviction.

§ 4. En cas de décision défavorable, le traitement ne sera plus accordé à partir de la date fixée par le Gouvernement ou son délégué et au plus tard le premier jour de l'année scolaire qui suit la date de la décision.

Art. 96. Le traitement dû pour la fonction accessoire visée à l'article 95, § 2, correspond à quatre-vingts pour cent du traitement minimum au sens de l'article 64, qui serait accordé à un membre du personnel exerçant les mêmes prestations en fonction principale dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 97. Les membres du personnel rémunérés conformément à l'article 95, § 2, n'ont pas droit à une allocation de fin d'année ou à un pécule de vacances.

Sous-section 8. — De la mise en application du statut pécuniaire

Art. 98. § 1^{er}. L'adaptation des périodes visées à l'article 69 s'établit comme suit :

1° pour des fonctions à prestations complètes exercées dans un ou plusieurs établissements organisés par un même Pouvoir organisateur :

- a) le volume des prestations hebdomadaires du directeur et du sous-directeur est fixé à 36 périodes de 60 minutes;
- b) le volume des prestations hebdomadaires du professeur de cours artistiques comportant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret entre 20 et 24 périodes en régime organique et 24 périodes en régime transitoire est fixé à 24 périodes de 50 minutes;
- c) le volume des prestations hebdomadaires du professeur chargé de l'accompagnement comportant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret 24 périodes est fixé à 24 périodes de 50 minutes;
- d) le volume des prestations hebdomadaires du surveillant-éducateur comportant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret 32 périodes est fixé à 36 périodes de 60 minutes;

2° pour l'ensemble des fonctions à prestations incomplètes exercées dans un ou plusieurs établissements organisés par un même Pouvoir organisateur :

- a) le volume des prestations hebdomadaires du professeur de cours artistiques comportant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret X périodes en régime organique est fixé à X multiplié par 1,2.

Le chiffre de périodes de 50 minutes ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure;

- b) le volume des prestations hebdomadaires du professeur de cours artistiques en régime transitoire et du professeur chargé de l'accompagnement est transposé en un volume identique de périodes de 50 minutes;

- c) le volume des prestations hebdomadaires du surveillant-éducateur comportant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret X périodes est fixé à X multiplié par 1,125. Le chiffre de périodes de 60 minutes ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

On entend par régime organique et régime transitoire, les régimes de rémunération appliqués au membre du personnel la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

3° Lorsque le membre du personnel exerce une ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes dans plusieurs établissements organisés par des Pouvoirs organisateurs différents, ces prestations sont globalisées pour l'application des 1° et 2°.

Le complément global de périodes de cours ainsi obtenu est réparti en unités entières de périodes de cours au prorata des valeurs relatives des prestations exercées la veille de l'entrée en vigueur du présent décret dans chacun des établissements visés à l'alinéa 1^{er}.

Les valeurs relatives visées à l'alinéa 2 sont obtenues en divisant le nombre de périodes exercées dans chacun des établissements par le nombre de périodes que comporte la charge complète en application de l'article 69.

La multiplication de la valeur relative calculée conformément à l'alinéa 3 par le nombre global de périodes de cours visé à l'alinéa 2 détermine le nombre de périodes de cours supplémentaires à ajouter aux prestations exercées dans chacun des établissements :

- a) en arrondissant ce nombre de périodes à l'unité supérieure lorsqu'il est supérieur ou égal à une demi-unité;
- b) en arrondissant ce nombre de périodes à l'unité inférieure lorsqu'il est inférieur à une demi-unité.

Lorsqu'il résulte de l'application des dispositions visées à l'alinéa 4 que le complément global de périodes de cours n'est pas atteint, le solde est ajouté aux prestations exercées dans l'établissement présentant la plus grande des valeurs relatives visées à l'alinéa 2; en cas d'égalité de ces valeurs relatives, le solde est ajouté aux prestations exercées dans l'établissement ayant la plus petite dotation de périodes de cours au sens de l'article 31.

Lorsqu'il résulte de l'application des dispositions visées à l'alinéa 4 que le complément global de périodes de cours est dépassé, la période de cours supplémentaire excédentaire est retranchée aux prestations exercées dans l'établissement présentant la plus petite des valeurs relatives visée à l'alinéa 2, en cas d'égalité de ces valeurs relatives, la période de cours supplémentaire est retranchée aux prestations exercées dans l'établissement ayant la plus grande dotation de périodes de cours au sens de l'article 31.

§ 2. La non conformité des prestations aux dispositions du § 1^{er} entraîne l'inapplication de l'article 72, alinéas 2 et 3.

§ 3. Le nombre de périodes constituant les prestations du membre du personnel enseignant ou surveillant-éducateur engagé ou nommé à titre définitif en fonction accessoire est inchangé.

Section 4. — De la rétribution des intervenants

Art. 99. L'engagement d'un intervenant par un Pouvoir organisateur fait l'objet d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini dont la rétribution est fixée à 700 francs pour chaque période de cours prestée.

Le montant de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} est fixé au 1^{er} novembre 1993 et lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation selon le régime visé à l'article 73.

CHAPITRE VI. — Des titres de capacité

Section 1^{re}. — Des titres requis et jugés suffisants

Art. 100. § 1^{er}. Les titres de capacité prévus à l'article 2 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et à l'article 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné sont classés en titres requis, en titres jugés suffisants et en titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement.

§ 2. Les titres requis et les titres jugés suffisants visés au § 1^{er} peuvent être des diplômes, certificats ou années d'expérience utile.

§ 3. L'expérience utile visée au § 2 est constituée uniquement par le temps passé soit dans un service ou un établissement public ou privé soit dans un métier ou une profession, à l'exclusion de l'enseignement.

Le Gouvernement décide si l'expérience utile contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer.

L'expérience utile est prouvée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 fixant les règles selon lesquelles est prouvée l'expérience utile prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.

§ 4. Pour l'application du présent chapitre, le diplôme de l'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique de plein exercice est délivré dans la spécialité à enseigner soit lorsque son intitulé correspond à l'intitulé de la fonction en cause soit lorsque les cours principaux constituant la formation du récipiendaire sont en rapport avec la fonction en cause.

Dans ce dernier cas, le Gouvernement décide, sur avis de l'inspection de l'enseignement artistique à horaire réduit, si le diplôme a été délivré dans la spécialité à enseigner.

Art. 101. Le candidat à un emploi, titulaire d'une équivalence de diplôme octroyée pour la fonction en cause, est considéré comme porteur d'un titre jugé suffisant.

Pour l'application des dispositions de l'article 42, § 1^{er}, 3°, du décret du 1^{er} février 1993 précité et de l'article 30, 5°, du décret du 6 juin 1994 précité, le titre de capacité donne sans limitation de durée l'accès à l'exercice de la fonction à titre définitif lorsqu'il est constitué soit d'un titre requis, soit d'un titre jugé suffisant complété par le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement fixé par le présent décret.

Art. 102. Le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement visé à l'article 100, § 1^{er}, peut être constitué d'un diplôme d'aptitude pédagogique à l'enseignement (en abrégé : DAPE) délivré par un établissement d'enseignement artistique supérieur ou d'un certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement (en abrégé : CAPE) délivré par les Commissions d'examen visées à l'article 110.

Art. 103. Les certificats d'aptitude pédagogique délivrés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont, pour la durée de leur validité, assimilés au CAPE visé à l'article 102.

Art. 104. Par dérogation à l'article 101, le ministre ou son délégué accorde dispense du titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement visé à l'article 100, § 1^{er}, sur demande du Pouvoir organisateur :

1° au membre du personnel qui, étant nommé ou engagé à titre définitif par un Pouvoir organisateur et qui n'est pas titulaire d'un certificat d'aptitude à l'enseignement valide, présente sa candidature à la même fonction dans un autre Pouvoir organisateur;

2° au membre du personnel titulaire d'un diplôme de premier prix de piano d'accompagnement qui présente sa candidature à un emploi de professeur chargé de l'accompagnement au piano;

3° au membre du personnel titulaire d'un diplôme de premier prix de direction chorale qui présente sa candidature à un emploi de professeur de chant d'ensemble;

4° au membre du personnel titulaire d'un diplôme de premier prix de direction d'orchestre qui présente sa candidature à un emploi de professeur d'ensemble instrumental ou de musique de chambre instrumentale;

5° au membre du personnel nommé à titre définitif aux fonctions de professeur de dessin, de peinture ou de sculpture qui présente sa candidature à un emploi de professeur de formation pluridisciplinaire.

Le membre du personnel dispensé du titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement est assimilé au membre du personnel titulaire de ce titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement.

La dispense du titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement est limitée dans ses effets au seul Pouvoir organisateur qui l'a sollicitée.

Art. 105. Les titres requis, les titres jugés suffisants et les titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement pour les fonctions visées à l'article 51, § 2, que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace sont fixés comme suit :

1° professeur de formation pluridisciplinaire :

a) Titres requis

— diplôme d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique de plein exercice complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme d'enseignement artistique supérieur à horaire réduit ou diplôme d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (filière de transition) complété par cinq années d'expérience utile, le certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur et le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (AESI éducation plastique) complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme d'enseignement artistique supérieur à horaire réduit ou diplôme d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (filière de transition) complété par cinq années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

— CAPE de formation pluridisciplinaire;

— CAPE de dessin, peinture ou sculpture.

2° professeur d'histoire de l'art et esthétique :

a) Titres requis

— diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe histoire de l'art et archéologie;

— diplôme d'enseignement artistique supérieur du 2^e ou du 3^e degré, complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— à l'exception du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe histoire de l'art et d'archéologie, les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de licencié du groupe histoire de l'art et archéologie.

- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
 — CAPE de l'histoire de l'art et d'esthétique.
- 3° professeur des métiers d'art, de recherches graphiques et picturales, d'image imprimée, d'aménagement, de création textile, d'arts monumentaux, de volumes et des arts du feu :
- a) Titres requis
 — diplôme d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique de plein exercice délivré dans la spécialité à enseigner complété par le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique de plein exercice délivré dans une autre spécialité, complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'enseignement artistique supérieur à horaire réduit ou diplôme d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (filière de transition) délivrés dans la spécialité à enseigner, complétés par cinq années d'expérience utile, le certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur et le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section éducation plastique) complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
 — les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'enseignement artistique supérieur à horaire réduit ou diplôme d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (filière de transition) délivrés dans une autre spécialité, complétés par cinq années d'expérience utile et le certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
 — CAPE de la spécialité à enseigner;
 — CAPE d'une autre spécialité pour :
 - peinture : CAPE de peinture monumentale;
 - sculpture : CAPE de sculpture monumentale;
 - illustration et bande dessinée : CAPE de dessin;
 - céramique sculpturale : CAPE de céramique.
- 4° professeur de techniques artistiques :
- a) Titres requis
 — diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;
 — diplôme de docteur, licencié, ingénieur, pharmacien, architecte, ingénieur industriel, ingénieur technicien, agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complétés par le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1^{er} degré, complété par une année d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique de plein exercice, complété par une année d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'école ou de cours techniques du 3^e degré, complété par le titre d'aptitude pédagogique;
 — diplôme d'enseignement technique ou artistique secondaire supérieur, complété par trois années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
 — à l'exception du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, les titres sub a) sans le titre pédagogique;
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
 CAPE de la spécialité à enseigner.
- Art. 106.** Les titres requis, les titres jugés suffisants et les titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement pour les fonctions visées à l'article 51, § 3, que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine de la musique sont fixés comme suit :
- 1° professeur de formation musicale :
- a) Titres requis
 Diplôme de l'enseignement artistique supérieur délivré dans une spécialité de l'enseignement musical et complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
 Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
 — soit DAPE du solfège préparatoire;
 — soit DAPE du solfège ordinaire;
 — soit DAPE du solfège de perfectionnement;
 — soit CAPE de la formation musicale.
- 2° professeur de chant d'ensemble :
- a) Titres requis
 — diplôme de l'enseignement artistique supérieur de direction chorale;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de solfège, de pédagogie musicale, de chant ou d'art lyrique complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

— soit DAPE des disciplines vocales;

— soit CAPE du chant d'ensemble;

— soit CAPE de formation vocale.

3° professeur d'histoire de la musique et de l'analyse :

a) Titres requis

— diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe d'histoire de l'art et archéologie (section de musicologie);

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'histoire de la musique complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de lauréat de l'enseignement artistique supérieur (toutes spécialités) complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— à l'exception du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe histoire de l'art et archéologie (section de musicologie), les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de licencié du groupe histoire de l'art et archéologie (section de musicologie).

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'histoire de la musique et analyse.

4° professeur de l'écriture musicale et de l'analyse :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'harmonie, complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de lauréat de l'enseignement artistique supérieur (pédagogie musicale, orgue, clavecin, fugue et composition) complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE des écritures et d'analyse.

5° professeur de formation générale jazz :

a) Titres requis

Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'harmonie jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— le titre repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique;

— six années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'harmonie jazz.

6° professeur de formation instrumentale (diverses spécialités d'instruments classiques et anciens) :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré pour la spécialité à enseigner complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré pour une autre spécialité complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

Instruments classiques :

— DAPE de la spécialité à enseigner;

— CAPE de la spécialité à enseigner.

Instruments anciens : CAPE de la spécialité d'instrument ancien à enseigner.

7° professeur de formation instrumentale et professeur d'ensemble jazz :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique;

— six années d'expérience utile.

- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE de la formation instrumentale et d'ensemble jazz.
- 8° professeur d'ensemble instrumental :
- a) Titres requis
- diplôme de l'enseignement artistique supérieur de direction d'orchestre;
 - diplôme de l'enseignement artistique supérieur de musique de chambre complété par le titre d'aptitude pédagogique;
 - diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument (diverses spécialités) complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- A l'exception du diplôme de l'enseignement artistique supérieur de direction d'orchestre, les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE de l'ensemble instrumental.
- 9° professeur de musique de chambre instrumentale :
- a) Titres requis
- diplôme de l'enseignement artistique supérieur de direction d'orchestre;
 - diplôme de l'enseignement artistique supérieur de musique de chambre complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- Le titre repris sub a), alinéa 2, sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE de la musique de chambre instrumentale.
- 10° professeur de lecture à vue—transposition :
- a) Titres requis
- diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument complété par le titre d'aptitude pédagogique;
 - diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré dans une autre spécialité complété par le certificat de fin d'études des cours de transposition et le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- Les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE de la transposition.
- 11° professeur de formation vocale, chant et de musique de chambre vocale :
- a) Titres requis
- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur de chant ou d'art lyrique complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
- DAPE des disciplines vocales;
 - CAPE de la formation vocale.
- 12° professeur d'art lyrique :
- a) Titres requis
- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'art lyrique complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE de l'art lyrique.
- 13° professeur chargé de l'accompagnement au clavecin (continuo et accompagnement spécifique) :
- a) Titres requis
- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré dans la spécialité clavecin complété par le titre d'aptitude pédagogique.
- b) Titres jugés suffisants
- Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.
- c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement
CAPE d'accompagnement au clavecin.
- 14° professeur chargé de l'accompagnement à l'orgue :
- a) Titres requis
- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument dans la spécialité orgue complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Le titre repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement à l'orgue.

15° professeur chargé de l'accompagnement au piano :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano d'accompagnement;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement complété par trois années d'expérience utile et par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz sans le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement au piano.

16° professeur de rythmique :

a) Titres requis

— diplôme de licencié en éducation physique complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de fin d'études de l'Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique délivré dans la spécialité rythmique complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique;

— un diplôme de l'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique complété par six années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de la rythmique.

17° professeur d'expression corporelle :

a) Titres requis

— diplôme de licencié en éducation physique complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de fin d'études de l'Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique délivré dans la spécialité expression corporelle complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique;

— un diplôme de l'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique complété par cinq années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de l'expression corporelle.

Art. 107. Les titres requis, les titres jugés suffisants et les titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement pour les fonctions visées à l'article 51, § 4, que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine des arts de la parole et du théâtre sont fixés comme suit :

1° professeur de diction - déclamation :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de déclamation complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur du 3e degré délivré dans la spécialité « théâtre » complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement supérieur artistique du type court délivré dans la spécialité « interprétation dramatique » complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub *a)* sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

— DAPE du français parlé;

— CAPE de la diction - déclamation.

2° professeur d'art dramatique :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'art dramatique complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur du 3e degré délivré dans la spécialité « théâtre » complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement supérieur artistique du type court délivré dans la spécialité « interprétation dramatique » complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de l'art dramatique.

3° professeur d'histoire de la littérature et d'histoire du théâtre :

a) Titres requis

— diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe philosophie et lettres (section philologie romane);

— diplôme de l'enseignant artistique supérieur d'histoire de la littérature et du théâtre complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur du 3e degré délivré dans la spécialité « théâtre » complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— à l'exception du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du groupe philosophie et lettres (section philologie romane), les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de licencié du groupe philosophie et lettres (section philologie romane).

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de l'histoire de la littérature et de l'histoire du théâtre.

4° professeur d'expression corporelle :

a) Titres requis.

— diplôme de licencié en éducation physique complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de fin d'études de l'Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique délivré dans la spécialité expression corporelle complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

— un diplôme de l'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique complété par cinq années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de l'expression corporelle.

5° professeur chargé de l'accompagnement au clavecin (continue et accompagnement spécifique) :

a) Titres requis

Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré dans la spécialité clavecin complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement au clavecin.

6° professeur chargé de l'accompagnement à l'orgue :

a) Titres requis

Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument dans la spécialité orgue complété par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Le titre sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement à l'orgue.

7° professeur chargé de l'accompagnement au piano :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano d'accompagnement;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement complété par trois années d'expérience utile et par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz sans le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement au piano.

Art. 108. Les titres requis, les titres jugés suffisants et les titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement pour les fonctions visées à l'article 51, § 5, que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans le domaine de la danse sont fixés comme suit :

1° professeur de danse classique :

a) Titres requis

— cinq années d'expérience utile complétée par le titre d'aptitude pédagogique;

— le certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur de plein exercice délivré dans l'option « danse » et complété par trois années d'expérience utile et par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de danse classique.

2° professeur de danse contemporaine :

a) Titres requis

Cinq années d'expérience utile complétée par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de danse contemporaine.

3° professeur de danse jazz :

a) Titres requis

Cinq années d'expérience utile complétée par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Le titre repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de danse jazz.

4° professeur chargé de l'accompagnement au piano :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano d'accompagnement;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement complété par trois années d'expérience utile et par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz sans le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement au piano.

5° professeur chargé de l'accompagnement des cours de danse contemporaine et de danse Jazz :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de percussion ou de percussion jazz complété par le titre pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument délivré pour une autre spécialité complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

Les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de l'accompagnement des cours de danse contemporaine et de danse jazz.

Art. 109. Les titres requis et les titres jugés suffisants pour la fonction de surveillant-éducateur que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit sont fixés comme suit :

a) Titres requis

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

— le diplôme d'instituteur primaire;

— le diplôme d'institutrice gardienne;

— le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court;

- le diplôme d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classée au premier degré;
- le diplôme de candidat délivré conformément à la loi sur la collation des grades académiques, complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;
- le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré, complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;
- le diplôme homologué d'études moyennes du degré supérieur, complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;
- le diplôme d'école technique secondaire supérieur complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat.

b) Titres jugés suffisants

- diplôme d'assistant social ou de conseiller social;
- diplôme de candidat délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi;
- diplôme d'enseignement artistique supérieur de plein exercice;
- diplôme d'enseignement supérieur de type court de plein exercice;
- diplôme d'enseignement technique supérieur de plein exercice;
- certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

Section 2. — Du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement

Art. 110. Le certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement visé à l'article 102 est délivré par une Commission d'examen constituée à l'initiative du Pouvoir organisateur de l'établissement où la vacance d'emploi a été déclarée.

Art. 111. Seuls peuvent être admis à présenter les épreuves d'aptitude pédagogique à l'enseignement les candidats titulaires du titre jugé suffisant pour la fonction en cause fixé par les articles 105 à 108.

Art. 112. La Commission d'examen se compose comme suit :

- 1° le chef d'un établissement d'enseignement artistique à horaire réduit en qualité de président;
- 2° l'inspecteur de l'enseignement artistique à horaire réduit du domaine auquel se rapporte l'emploi à attribuer, président suppléant et délégué de la Communauté française;
- 3° six membres compétents dans la discipline à enseigner, choisis en priorité parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement artistique nommés ou engagés à titre définitif, dont trois désignés par le Pouvoir organisateur et trois désignés par le Gouvernement ou son délégué sur proposition de l'inspection de l'enseignement artistique à horaire réduit;
- 4° un secrétaire désigné par le Pouvoir organisateur, n'ayant pas voix délibérative.

En cas d'indisponibilité de l'inspecteur, le délégué de la Communauté française est désigné par le ministre ou son délégué.

Des membres des Pouvoirs organisateurs et des Organisations syndicales peuvent assister aux épreuves en qualité d'observateur.

Nul ne peut siéger dans la Commission d'examen lorsqu'un des candidats est son conjoint, parent ou allié jusqu'au deuxième degré.

Art. 113. Pour siéger valablement, la Commission d'examen doit être composée au moins :

- 1° du président ou du président suppléant;
- 2° de quatre des six membres visés à l'article 112, 3°, dont deux au moins désignés par le Pouvoir organisateur et deux au moins désignés par le ministre ou son délégué.

Art. 114. Deux mois au moins avant la date de l'examen, le Pouvoir organisateur demande au ministre la désignation du délégué de la Communauté française et des membres choisis par le ministre ou son délégué. Il communique simultanément la liste des candidats inscrits et des membres de la Commission d'examen qu'il a choisis.

Un mois au moins avant la date de l'examen, le Pouvoir organisateur avise le(s) candidat(s) de la date d'organisation des épreuves et communique, s'il échet, la liste des documents et travaux écrits devant être présentés au Président de la Commission d'examen dans un délai de 15 jours calendrier en autant d'exemplaires qu'il y a de membres de la Commission d'examen.

Sur décision de deux ou plusieurs Pouvoirs organisateurs appartenant ou non à un même réseau, des épreuves d'aptitude pédagogique à l'enseignement peuvent être regroupées en une seule session placée sous la responsabilité de l'un d'entre eux mandaté à cet effet.

Les accords entre Pouvoirs organisateurs sont constatés par une convention d'une durée limitée à l'épreuve concernée.

Art. 115. Pour chacun des CAPE requis pour l'engagement ou la nomination à titre définitif aux diverses fonctions de recrutement des membres du personnel enseignant, l'examen comprend trois épreuves :

- 1° une épreuve artistique éliminatoire;
- 2° une épreuve pédagogique;
- 3° une épreuve de connaissances culturelles, techniques, théoriques et pratiques.

Les programmes spécifiques et les modalités de cotation des épreuves visées à l'alinéa 1^{er} sont fixés par le Gouvernement.

Art. 116. Avant l'ouverture de la session, la Commission d'examen détermine, lors d'une réunion préparatoire, son règlement d'ordre intérieur et la procédure suivant laquelle se déroulera la session.

Art. 117. Les cotes sont attribuées à l'issue de chaque épreuve par chaque membre de la Commission d'examen ayant voix délibérative. Ces cotes inscrites sur fiches nominatives font l'objet d'une délibération à l'issue de laquelle les cotes définitives sont actées au procès-verbal visé à l'article 119.

Lorsque les cotes d'un membre de la Commission d'examen diffèrent de plus de 20 % en plus ou en moins de la moyenne des cotes, il est tenu de justifier sa cotation. Cette justification est inscrite au procès-verbal visé à l'article 119.

Art. 118. Sont déclarés aptes et reçoivent un certificat d'aptitude à l'enseignement les candidats ayant obtenu au moins 6/10 des points attribués à chacune des épreuves et 7/10 des points attribués à l'examen.

Le certificat mentionnant l'intitulé de l'examen présenté est signé par le récipiendaire et par tous les membres de la Commission d'examen ayant voix délibérative et porte la date de l'examen. Il est valable pendant dix ans pour l'engagement ou la nomination à titre définitif pour tout emploi dont la vacance a été déclarée par un Pouvoir organisateur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit avant la date d'expiration de sa validité.

Art. 119. Un exemplaire du procès-verbal de l'examen établi par le secrétaire et signé par tous les membres de la Commission d'examen ayant siégé est adressé à l'inspection ainsi qu'au service du ministère ayant en charge l'enseignement artistique à horaire réduit.

Art. 120. Les frais d'organisation des sessions d'examen d'aptitude sont à charge des Pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE VII. — *Du Conseil de perfectionnement*

Art. 121. Il est institué un Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit chargé d'examiner d'initiative toutes les questions relatives à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de donner un avis sur tous les dossiers qui lui sont soumis par le Gouvernement.

Le Conseil de perfectionnement visé à l'alinéa 1^{er} est présidé par le fonctionnaire qui dirige le service général dont relève l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et composé des membres du service d'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dont l'un des membres est désigné par le Gouvernement en qualité de vice-président ainsi que des membres désignés par le Gouvernement et représentant :

1° les organisations représentatives des Pouvoirs organisateurs d'un enseignement secondaire artistique à horaire réduit, à raison de deux membres par organisation;

2° les organisations syndicales représentatives, à raison de deux membres par organisation;

3° le personnel directeur et enseignant, à raison de huit membres;

4° le Gouvernement, à raison d'un membre.

Sur base des critères fixés à l'alinéa 2, le Gouvernement détermine les mandats à attribuer ainsi que les règles de fonctionnement du Conseil de perfectionnement.

Les mandats exercés au sein du Conseil ne sont pas rétribués. Les membres ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Des dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 122. Lorsqu'un Pouvoir organisateur ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 7, 2°, et qu'il est fait application de l'article 24, § 7, de la loi du 29 mai 1959 précitée, une suspension de l'application de la notification basée sur le manquement constaté peut être accordée par le Gouvernement.

Cette suspension produisant ses effets à la date d'entrée en vigueur du présent décret et limitée à deux années scolaires maximum, est accordée à la demande du Pouvoir organisateur pour autant que celui-ci s'engage à satisfaire au prescrit de l'article 7, 2°, au terme de la période de suspension.

Art. 123. Pour les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif à une fonction non reprise à l'article 51, les Pouvoirs organisateurs procèdent à une mise en conformité des intitulés des fonctions exercées avec la nomenclature des fonctions fixée par le présent décret.

Art. 124. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif à la date d'entrée en vigueur du présent décret dans les emplois créés dans le cadre des Humanités artistiques visés à l'article 23 conservent leur situation statutaire.

Par dérogation aux dispositions des décrets du 1^{er} février 1993 et 6 juin 1994 fixant les statuts des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre et de l'enseignement officiel subventionné, les Pouvoirs organisateurs sont tenus de proposer aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, et ceux-ci sont tenus d'accepter, tout emploi vacant de la même fonction au sens de l'article 51, § 1^{er}, en remplacement et jusqu'à concurrence du volume de la charge des cours des « Humanités artistiques » pour laquelle ils sont nommés ou engagés.

Art. 125. Les établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit non repris à l'article 23 qui organisaient durant l'année scolaire 1997-1998 des périodes d'enseignement des Humanités artistiques peuvent continuer à organiser à partir du 1^{er} septembre 1998 les périodes de cours des Humanités artistiques permettant aux élèves restant inscrits de terminer le cycle d'études secondaires entrepris.

Les établissements visés à l'alinéa 1^{er} bénéficient de dotations annuelles de périodes de cours conformément à l'article 35.

Art. 126. En cas de fusion d'établissements visée aux articles 43 et 44, et par dérogation aux dispositions de l'article 43 du décret du 1^{er} février 1993 et de l'article 31 du décret du 6 juin 1994 précités, l'obligation de nommer ne s'impose pas au Pouvoir organisateur durant une période transitoire ne pouvant excéder les trois années scolaires suivant la date de la fusion.

Art. 127. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 26 mars 1954 relatif aux conditions d'octroi par l'État de subventions aux Conservatoires communaux, aux académies et écoles de Musique communales et libres;

2° l'arrêté 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du ministre de l'Education nationale et de la Culture;

4° l'arrêté royal du 26 janvier 1968 fixant les titres requis en vue de l'octroi des subventions aux établissements d'enseignement de la musique;

5° l'arrêté royal du 21 avril 1969, fixant la structure, la composition et le fonctionnement du Conseil de perfectionnement de l'enseignement de l'architecture et des arts plastiques;

6° l'arrêté royal du 9 septembre 1969 relatif au certificat d'aptitude à l'enseignement dans les établissements subventionnés d'enseignement de la musique;

7° l'arrêté royal du 5 novembre 1969 instituant un Conseil de perfectionnement de l'enseignement de la musique;

8° l'arrêté royal du 8 janvier 1971 déterminant les niveaux d'études dans les établissements subventionnés d'enseignement musical;

9° l'arrêté royal du 5 août 1971 portant règlement général des Etudes dans l'enseignement des arts plastiques à horaire réduit organisé par l'Etat;

10° l'arrête royal du 12 août 1971 relatif à l'application de l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 août 1971 précité;

11° l'arrêté royal du 13 août 1971 portant application, en ce qui concerne l'enseignement des arts plastiques à horaire réduit subventionné, de l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

12° l'arrêté ministériel du 10 novembre 1971 pris en application de l'arrêté royal du 9 septembre 1969 relatif au certificat d'aptitude à l'enseignement;

13° l'arrêté ministériel du 30 juin 1972 fixant l'horaire et le programme minimum des cours ainsi que le règlement des examens de l'enseignement musical subventionné d'expression française;

14° l'arrêté ministériel du 9 novembre 1978 fixant les conditions requises pour la création d'emplois dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit de l'Etat relevant du ministre de la Culture néerlandaise et du ministre de la Culture française;

15° l'arrêté ministériel du 10 novembre 1978 portant exécution de l'article 4 de l'arrêté royal du 9 novembre 1978 précité;

16° l'arrêté ministériel du 10 novembre 1978 portant assimilation des titres dans l'enseignement artistique en vue de l'octroi d'échelles de traitement;

17° l'article de l'arrêté royal du 7 décembre 1978 pris en exécution de l'article 77, § 2, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977 et portant dérogation à certaines dispositions des arrêtés royaux fixant les conditions requises pour la création d'emplois dans les établissements d'enseignement technique ou artistique de l'Etat, de promotion sociale ou à horaire réduit;

18° avec effet au 1^{er} septembre 1992, l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 128. L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est exclu du champ d'application des dispositions suivantes :

1° la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

2° l'arrêté royal du 22 mars 1961 portant application de l'article 5 de la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique et des articles 24, 27 et 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° l'arrêté royal du 5 novembre 1973 relatif à l'organisation de l'enseignement des arts plastiques relevant du ministre de la Culture française;

4° l'arrêté royal du 5 mai 1976 portant assimilation des titres de l'enseignement artistique;

5° l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques;

6° l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Art. 129. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998 à l'exception des articles 38, 55 et 60 à 62 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 214-1. — Amendements de commission : n°s 214-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10. — Rapport : n° 214-11. — Amendements de séance : n° 214-12.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 28 avril 1998. — Adoption. Séance du 19 mai 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2238

[S - C - 98/29331]

2 JUNI 1998. — Decreet houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan : het onderwijs verstrekt door de inrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 3° de inrichting : de vestiging of het geheel van de vestigingen die een pedagogisch geheel uitmaken voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan waarvan de zetel op een welbepaalde plaats is gevestigd en onder het gezag van eenzelfde directeur staat;
- 4° de afdeling : de administratieve onderafdeling bekend onder de benaming gebied van het onderwijs waarin al de leergangen van een welbepaalde kunstoriëntatie van de studies is begrepen;
- 5° de filière : de administratieve onderverdeling van een gebied van het onderwijs waarin de structuur van de leergangen van elke tussenfase van het onderwijs wordt bepaald;
- 6° het bekwaamheidsniveau : het referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de basiscompetenties uiteenzet die uitgeoefend moeten worden tot aan het einde van de kunstopleiding en die beheerst moeten worden aan het einde van elk van hun fasen.

Art. 2. In het kader van artikel 3, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, kent de Franse Gemeenschap toelagen toe aan het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen en organisatie van het Kunstonderwijs met beperkt leerplan**Afdeling 1. — Doelstellingen***Art. 3.** De hoofddoelstellingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zijn :

- 1° ervoor zorgen dat de leerlingen tot ontplooiing komen door het bevorderen van een cultuur van de kunst dank zij het aanleren van verscheidene uitingsmiddelen en -praktijken inzake kunst;
- 2° aan de leerlingen de middelen en de opleiding geven die hen toelaten zelfstandig op te treden op kunstgebied waardoor een persoonlijke scheppingskracht ontstaat;
- 3° een onderwijs bezorgen waardoor de leerlingen voorbereid worden om aan de vereisten te beantwoorden die nodig zijn om tot het kunstonderwijs van het hoger niveau te geraken.

Afdeling 2. — Algemene organisatie

Art. 4. § 1. Om aan de in artikel 3 bedoelde doelstellingen te beantwoorden, kunnen de Inrichtende Machten inrichtingen organiseren bestaande uit een of verschillende volgende afdelingen :

- 1° gebied van de « beeldende, visuele kunsten en kunsten in de ruimte »;
- 2° gebied van de « muziek »;
- 3° gebied van de « spreek- en toneelkunst »;
- 4° gebied van de « danskunst »;

§ 2. In elk gebied bedoeld bij § 1 worden er filières georganiseerd met als doel :

1° de capaciteiten te doen verwerven waardoor het mogelijk is de leerling in het leerproces van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan te behouden en hem vorderingen te laten maken :

- a) in de voorbereidende filière die de leergangen bevat voor inleiding in de kunstpraktijken;
- b) in de opleidingsfilière die de eerste jaren van de in § 3, 1°, bedoelde basisleergangen omvat;
- c) in de kwalificatiefilière die de laatste jaren van de in § 3, 1°, bedoelde basisleergangen omvat, in een minimale vorm van organisatie van de studies;
- d) in de overgangsfilière die de laatste jaren van de in § 3, 1°, bedoelde basisleergangen omvat, in een versterkte vorm van organisatie van de studies;

2° de uitoefening van een kunstactiviteit toe te laten.

§ 3. In ieder in § 1 bedoeld gebied en op basis van het bewijs van de overeenstemmende ambten die in artikel 51, § 2, zijn vermeld, worden de volgende activiteiten georganiseerd :

1° de artistieke basisleergangen in filières gestructureerd en bepaald op grond van :

- a) de doelstellingen inzake opvoeding en artistieke opleiding die specifiek zijn voor elke leergang;
- b) de bekwaamheidsniveaus die bepaald zijn voor elke filière inzake opleiding, kwalificatie en overgang en die rekening houden met :
 - de kunstintelligentie van de leerling, dit is zijn capaciteit om de samenhang aan te voelen van een kunstuitdrukking;
 - de technische beheersing van de leerling, dit is zijn capaciteit om het aanwenden van de technische elementen eigen aan elke specialiteit te beheersen;
 - de autonomie van de leerling, dit is zijn capaciteit om alleen een kunstactiviteit te ontdekken, te ontwikkelen en te verwezenlijken die van dezelfde kwaliteit is als deze die de opleiding hem heeft toegelaten te bereiken;

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 28023.)

— de scheppingskracht van de leerling, dit is zijn capaciteit vrijuit gebruik te maken van een kunstuitingsmiddel waarmee hij vertrouwd is of dat hij heeft uitgevonden met het oog op een originele verwezenlijking.

c) het minimum en maximum aantal studiejaren die in elke onderwijsfilière kunnen georganiseerd worden;

d) het minimum en maximum aantal wekelijkse lestijden die in elk in c) bedoelde studiejaren kunnen georganiseerd worden;

2° de aanvullende leergangen kunst die worden bepaald op grond van :

a) de doelstellingen inzake opvoeding en artistieke opleiding;

b) het minimum en maximum aantal studiejaren die kunnen worden georganiseerd;

c) het minimum en maximum aantal wekelijkse lestijden die kunnen georganiseerd worden in elk in b) bedoeld studiejaar.

3° de begeleiding van de in 1° en 2° bedoelde leergangen.

De Regering geeft nadere inlichting over de criteria die voor elke betrokken artistieke leergang in 1° en 2° zijn vermeld en duidt de leergangen aan waarvoor de in 3° bedoelde begeleiding kan bekomen worden.

Op advies van de in artikel 20 bedoelde Studieraad, maakt de Inrichtende Macht haar keuze inzake artistieke basisleergangen, aanvullende artistieke leergangen en de begeleiding die zij organiseert.

§ 4. Volgens de in § 3 bepaalde criteria, stelt de Inrichtende Macht het programma van elke leergang op dat zij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt. Elke wijziging van het programma moet ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd.

§ 5. De Inrichtende Macht stelt tegen uiterlijk 31 oktober van elk schooljaar de lijst en het uurrooster van de leergangen op die zij in elk onderwijsgebied organiseert.

Art. 5. Ingeval de in artikel 4, § 3, bedoelde schoolklassen of studiejaren in tweeën worden gedeeld of in eenzelfde leergang worden gegroepeerd, bepaalt het schoolhoofd, na raadpleging van de in artikel 20 bedoelde Studieraad, de samenstelling van de groepen leerlingen, met inachtneming van het aantal lestijden die aan zijn inrichting werden toegekend.

Art. 6. Kunnen enkel in aanmerking worden genomen voor het bekomen van toelagen, de artistieke basisleergangen, de aanvullende artistieke leergangen en de begeleiding bedoeld bij artikel 4, § 3, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 7. Kunnen enkel in aanmerking worden genomen voor het bekomen van toelagen, de gebieden van het onderwijs waarin te vinden zijn :

1° ten hoogste, de maximale structuur van de artistieke basisleergangen omschreven in artikel 4, § 2;

2° ten minste, de minimale structuur van de artistieke basisleergangen waarin de volgende filières worden georganiseerd :

a) voor het gebied van de beeldende, visuele kunsten en kunsten in de ruimte, de voorbereidende filières, de filières voor opleiding en voor kwalificatie;

b) voor de andere in artikel 4, § 1 bedoelde gebieden, de filières voor opleiding en voor kwalificatie.

Afdeling 3. — Toelatingsvoorwaarden en regelmatigheid van de leerlingen.

Art. 8. § 1. Geen leerling mag toelating krijgen om als regelmatig ingeschreven leerling een studiejaar van een artistieke basisleergang te volgen indien hij niet beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° de vereiste minimumleeftijd bereikt hebben;

2° zo nodig de bijzondere capaciteiten en geschiktheid hebben die door de in artikel 21 bedoelde Klas- en Toelatingsraad bepaald zijn;

3° een of meer andere aanvullende leergangen of basisleergangen gevolgd hebben of, in voorkomend geval, ervoor geslaagd zijn of er door de Klas- en de Toelatingsraad van vrijgesteld zijn overeenkomstig artikel 21, 1°;

4° een maximum aantal jaren niet overschreden hebben tijdens welke de leergang werd gevolgd, beperkt tot :

a) twee jaar voor hetzelfde studiejaar;

b) het totaal aantal studiejaren georganiseerd in andere filières dan de voorbereidende filière, vermeerderd met drie schooljaren. Wanneer de leerling zijn studies aanvangt in een ander jaar dan het aanvangsjaar, wordt het maximum aantal jaren evenwel verminderd met het aantal niet gevolgde studiejaren.

5° zich ertoe verbinden alle wekelijkse lestijden te volgen die georganiseerd worden voor de betrokken leergang.

De sub 1° en 3° bedoelde voorwaarden worden bepaald door de Regering voor elke betrokken basisleergang.

§ 2. Buiten de in § 1 bepaalde voorwaarden om tot een ander studiejaar dan het eerste jaar toegang te hebben, moet de leerling :

1° ofwel ambtshalve door de Klas- en Toelatingsraad tot dit studiejaar toegelaten worden overeenkomstig artikel 21, 1°;

2° ofwel beantwoorden aan de voorwaarden inzake overgang bepaald door de Klas- en Toelatingsraad overeenkomstig artikel 21, 3°.

Art. 9. Geen leerling mag toelating krijgen om als regelmatig ingeschreven leerling een studiejaar van een aanvullende artistieke leergang te volgen indien hij niet beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 8, § 1, 1° en 3° en § 2, 1°.

De in lid 1 bedoelde voorwaarden worden door de Regering voor elke betrokken aanvullende leergang bepaald.

Art. 10. De vereiste leeftijd bedoeld bij artikel 8 moet bereikt zijn op 31 december die volgt op de aanvang van het schooljaar.

Art. 11. In elk gebied van het onderwijs wordt als regelmatige leerling beschouwd, hij die op 31 januari van het lopende schooljaar :

1° de toelatingsvoorwaarden bedoeld bij de artikelen 8 en 9 vervult en die sedert 1 oktober regelmatig de leergangen volgt van het studiejaar waartoe hij behoort;

2° werkelijk op een minimum aantal lestijden van de basis- of aanvullende leergangen bepaald bij artikel 12 aanwezig is;

3° in voorkomend geval, het inschrijvingsrecht heeft betaald, bepaald door de Regering bij toepassing van artikel 26 van het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen in verband met de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele sector.

Art. 12. § 1. Voor de regelmatig ingeschreven leerlingen is het bij artikel 11, 2°, bepaald minimum aantal lestijden van de wekelijks te volgen leergangen vastgesteld op :

1° op het gebied van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte :

a) voor de voorbereidende filière, 2 lestijden voor de leerlingen van minder dan 12 jaar en 3 lestijden voor de leerlingen van ten minste 12 jaar;

b) voor de opleidingsfilière, 3 lestijden;

c) voor de kwalificatiefilière, 4 lestijden;

d) voor de overgangsfilière, 8 lestijden;

2° op het gebied van de muziek :

a) voor de voorbereidende filière, 1 lestijd;

b) voor de opleidingsfilière, 2 lestijden;

c) voor de kwalificatiefilière, 2 lestijden;

d) voor de overgangsfilière, 3 lestijden.

Dit aantal lestijden kan evenwel tot twee herleid worden vanaf het vierde studiejaar wanneer de leerling voldaan heeft aan de aanvullende opleiding die bij toepassing van artikel 8, § 1, 3° werd opgelegd;

4° op het gebied van de danskunst :

a) voor de voorbereidende filière, 1 lestijd;

b) voor de opleidingsfilière, 1 lestijd gedurende de eerste vier studiejaar en 2 lestijden vanaf het vijfde jaar;

c) voor de kwalificatiefilière, 2 lestijden;

d) voor de overgangsfilière, 5 lestijden in het 1e en het 2e jaar en 7 lestijden vanaf het 3e tot het 8e jaar.

§ 2. De verschillende leergangen die op hetzelfde gebied gevolgd worden in een andere inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan mogen aangerekend worden om tot het minimum aantal lestijden te komen bedoeld bij artikel 11, 2°.

In dit geval wordt de leerling wat de toepassing van artikel 11 betreft, als regelmatig ingeschreven leerling beschouwd in elke inrichting waar hij een basisleergang volgt.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, wanneer de leerling enkel een of verschillende aanvullende leergangen volgt, wordt de minimale wekelijkse duur van de gevolgde leergangen bepaald bij verwijzing naar het minimum voorgeschreven voor de opleidingsfilière van het gebied waarmee de betrokken aanvullende leergang(en) verband houdt (houden).

§ 4. De vrijstellingen inzake volgen van de leergangen die door de Studieraad worden toegestaan overeenkomstig artikel 21 mogen niet in aanmerking worden genomen om tot het minimum in § 1 bepaald aantal lestijden te komen.

Art. 13. In afwijking van artikel 12, voor iedere leerling die voor een basisleergang van een opleidingsfilière ingeschreven is, kan de minimale wekelijkse duur van de gevolgde leergangen bereikt worden door het aanrekenen van alle andere lestijd(en) die gelijktijdig regelmatig is (zijn) gevolgd in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

In dit geval wordt de leerling, wat de toepassing van artikel 11 betreft, als regelmatig ingeschreven leerling beschouwd voor elk gebied waarvoor hij een van de bij artikel 4, § 3, 1°, bedoelde basisleergangen volgt.

Art. 14. § 1. Niemand mag als regelmatig ingeschreven leerling eenzelfde leergang volgen in een andere inrichting voor kunstonderwijs die gesubsidieerd of georganiseerd wordt door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 11 kan de leerling niet als regelmatig ingeschreven beschouwd worden indien hij over het geheel van de leergangen, verstrekt tussen 1 oktober en 31 januari van het betrokken schooljaar, meer dan 20% ongewettigde afwezigheidstijd telt.

De minister bepaalt de regels volgens welke de aanwezigheden en de afwezigheden van de leerlingen berekend en verantwoord worden.

Art. 15. Voor iedere leerling wordt een individuele fiche opgemaakt waarop ten minste de volgende gegevens worden vermeld :

1° naam, voornaam en adres;

2° geboortedatum;

3° reeds gevolgde studies in een inrichting voor kunstonderwijs en bekomen resultaten;

4° studies die aan de gang zijn.

Afdeling 4. — Bekrachtiging van de studies

Art. 16. Er worden getuigschriften en diploma's uitgereikt voor elke artistieke basisleergang bedoeld bij artikel 4, § 3, 1°.

Er wordt een getuigschrift uitgereikt aan de regelmatig ingeschreven leerling die voor elke betrokken opleidings-, kwalificatie- en overgangsfilière :

1° aan de in artikel 4, § 3, van dit decreet bepaalde vereisten inzake bekwaamheidsniveaus voldoet op basis van de evaluatiecriteria bepaald door de Studieraad bedoeld bij artikel 21, 3°;

2° aan de minimale opleiding beantwoordt bepaald bij artikel 4, § 3, 1°.

Er wordt een einddiploma uitgereikt aan de regelmatig ingeschreven leerling die voor elke overgangsfilière, buiten de bij lid 2, 1° bepaalde voorwaarden, voldaan heeft voor een opleiding die het bij artikel 4, § 3, 1° bepaald maximum aantal studiejaren omvat die kunnen georganiseerd worden.

Art. 17. Voor de toepassing van artikel 16 worden de studiejaren waarvoor een vrijstelling door de Klas- en Toelatingsraad werd verleend overeenkomstig artikel 21, 1°, beschouwd als met succes gevolgd geweest door de betrokken leerling.

Art. 18. Op het getuigschrift en het diploma staan onder andere vermeld :

- 1° de benaming van de basisleergang en van de gevolgde aanvullende leergang(en);
- 2° de betrokken filière van het onderwijs;
- 3° het betrokken gebied;
- 4° de benaming van de inrichting.

Het getuigschrift en het diploma zijn erkend door alle inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Afdeling 5. — De Studieraad

Art. 19. De Inrichtende Macht stelt in elke inrichting die zij organiseert een Studieraad in, bestaande uit een algemene vergadering en klas- en toelatingsraden.

Art. 20. De algemene vergadering verzamelt al de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichting en brengt advies uit aan de Inrichtende Macht over :

- 1° het in tweeën delen of het groeperen van klassen of studiejaren van een zelfde leergang;
- 2° het oprichten of het afschaffen van studiejaren, leergangen of filièren van het onderwijs;
- 3° de modaliteiten voor de organisatie van de evaluaties van de leerlingen;
- 4° de keuze van het bij artikel 34 bepaald gebruik van de lestijden.

De algemene vergadering kan slechts geldig advies uitbrengen indien ten minste twee derden van de personeelsleden aanwezig zijn.

Indien het vereiste quorum niet bereikt is, wordt er een vergadering binnen veertien werkdagen gehouden met dezelfde agenda als die van de vorige vergadering; ongeacht het aantal aanwezige personeelsleden, wordt er geldig advies uitgebracht.

Art. 21. In de Klas- en de Toelatingsraden zetelen er ten minste een lid van het bestuurspersoneel of zijn gemachtigde die deze raden voorziet samen met al de leerkrachten belast met de opleiding van een welbepaalde groep leerlingen.

In naleving van het specifiek karakter van het educatief project van de Inrichtende Macht, kunnen zij optreden als afgevaardigde leden van deze Inrichtende Macht :

1° inzake toelating van de leerlingen tot de overgangsfilière of tot een ander studiejaar dan het aanvangsjaar en inzake vrijstelling van het volgen van leergangen, gelet op de volgende criteria :

- a) de reeds gevolgde studies bekrachtigd door een attest, een getuigschrift of een diploma;
- b) de uitslagen van proeven of tests ingericht door de Studieraad;
- c) andere gelijktijdig gevolgde studies;
- d) behaalde onderscheiding of prijzen;
- e) voortgezette en geattesteerde uitoefening van een activiteit die verband houdt met de gevolgde opleiding;

2° inzake pedagogische begeleiding van de leerlingen :

a) ofwel door de leerlingen die een vooraf vereiste kennis niet beheersen of die moeilijkheden kennen in het begin of tijdens de opleiding, te verplichten aanvullende leergangen te volgen waarvan de aard en de duur bepaald worden binnen de perken bedoeld bij dit decreet en volgens de vrijgekomen lestijden waarvoor toelagen kunnen bekomen worden;

b) ofwel door, zo nodig, de leerlingen die studies hebben aangevangen een andere studierichting te laten volgen;

c) ofwel door gelijk welke schikking te treffen om de geschillen over het verloop van de studies te regelen;

3° inzake evaluatiecriteria van de leerlingen, door de aard en de periodiciteit van de controleproeven te bepalen alsook de evaluatiegegevens of, zo nodig, de elementen betreffende de persoonlijke opleiding of de verworven beroepskennis, door de leerling bezorgd en degelijk nagezien;

4° inzake voorwaarden voor de overgang naar het volgende studiejaar;

5° inzake bekrachtiging van de studies, met een beoordeling van de bekwaamheid van de leerlingen op basis van de bekwaamheidsniveaus bepaald bij artikel 4, § 3, 1°, b, en met de uitreiking, na beraadslaging van de getuigschriften en diploma's bedoeld bij artikel 16.

Art. 22. De Inrichtende Macht stelt het huishoudelijk reglement van de Studieraad vast waarin nader bepaald worden :

1° de modaliteiten volgens welke de evaluaties die in de loop van de opleiding werden gemaakt in aanmerking zullen komen voor de berekening van het eindresultaat;

2° de eventuele coëfficiënt en de proportionele waarde van de controleproeven;

3° de regels voor de beraadslaging;

4° de regels om beslissingen te nemen inzake toelating van de leerlingen;

5° de procedureregels inzake tucht.

Afdeling 6. — Organisatie van de Kunsthumaniora

Art. 23. Inzake spreekkunst en toneelkunst, muziek en danskunst mogen de lestijden in de kunsthumaniora bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs georganiseerd worden in de hierna vermelde inrichtingen :

- 1° Conservatoire de Musique Arthur Grumiaux van Charleroi;
- 2° Académie intercommunale de Musique de danse et des arts de la parole de Court-Saint-Etienne et Ottignies-Louvain-la-Neuve;
- 3° Académie de Musique Gretry de Liège;
- 4° Conservatoire de Musique de Huy;
- 5° Académie de Musique d'Ixelles;
- 6° Académie de Musique de Mons;
- 7° Conservatoire de Musique de Namur;
- 8° Académie de Musique de Saint-Hubert.

Art. 24. De organisatie, de structuur, de uurrooster van de leergangen en de bekrachtiging van de studies Kunsthumaniora worden op basis van de algemene regeling voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan geregeld.

Afdeling 7. — Afzonderlijke organisaties

Art. 25. Kunnen door de Regering als afzonderlijk erkend worden, de onderwijsorganisaties die in de onderwijsgebieden bedoeld bij artikel 4, § 1 niet kunnen ondergebracht worden of die een specifieke lessenstructuur organiseren die verantwoord is met het oog op de realisatie van een origineel educatief project.

Worden als afzonderlijk erkend op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, de artistieke onderwijsorganisaties die in de hierna vernoemde inrichtingen in toepassing zijn gebracht :

- 1° specifiek onderwijs van de ritmiek en de lichamelijke expressie in het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique », te Brussel;
- 2° specifiek onderwijs voor instrumentale en vocale opleiding voor zangers- organisten en koorleiders in de « Académie de Musique Saint-Grégoire », te Doornik.

Wat de in lid 1 bedoelde onderwijsafdelingen betreft, geeft de Regering nadere inlichtingen over de criteria die voor elke kunstleergang die mag georganiseerd worden in de artikelen 4, § 3; 8, § 1, 1° en 3°; 9 en 11, § 2, zijn vermeld.

Art. 26. In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk en op de voordracht van de Inrichtende Macht of van het hoofd van de inrichting die door zijn Inrichtende Macht werd gemandateerd, kunnen in de vorm van lesopdrachten toegewezen aan bij artikel 59 bedoelde lesgeplastigden, specifieke opleidingslessen en activiteiten worden georganiseerd die niet in het kader van de kunstleergangen bedoeld bij artikel 4, § 3, kunnen opgenomen worden.

Art. 27. In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk en op de voordracht van de Inrichtende Macht of van het hoofd van de inrichting die door zijn Inrichtende Macht werd gemandateerd, kunnen specifieke lessen voor inleiding in de kunstpraktijk worden georganiseerd om de sociaal benadeelde bevolkingen toe te laten toegang te hebben tot het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

De inleidingslessen bedoeld bij lid 1 kunnen georganiseerd worden ofwel in de vorm van in artikel 4, § 3, bedoelde leergangen, verstrekt door de leden van het onderwijzend personeel, ofwel in de vorm van afzonderlijke opleidingslessen en activiteiten bedoeld bij artikel 26, die door de in artikel 59, § 2, bedoelde lesgeplastigden worden gegeven.

De in lid 1 bedoelde specifieke leergangen kunnen verstrekt worden ofwel :

- 1° in inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- 2° in inrichtingen voor basisonderwijs;
- 3° in elke andere vestiging bepaald door de Inrichtende Macht.

De leerlingen ingeschreven voor de inleidingslessen bedoeld bij lid 1 worden niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 11 en mogen niet als regelmatig ingeschreven leerlingen worden opgenomen.

Worden beschouwd als toebehorend tot de sociaal benadeelde bevolkingsgroepen bedoeld bij lid 1, de leerlingen die ingeschreven zijn in de inrichtingen of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs met positieve discriminatie alsook de leerlingen die in sociaal benadeelde wijken wonen.

De Regering bepaalt de lijsten van de inrichtingen of de vestigingen en van de bij lid 5 bedoelde wijken.

Art. 28. Voor de toepassing van de artikelen 26 en 27, legt de Inrichtende Macht of het hoofd van de inrichting die daartoe werd gemandateerd zijn project voor in de door de Regering vastgestelde vormen en termijnen, die op advies van de Inspectie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en binnen een termijn van zestig dagen die begint te lopen vanaf de datum waarop het dossier werd ontvangen, een gemotiveerde beslissing mededeelt wat de subsidiëring van de betrokken lesopdracht betreft.

HOOFDSTUK III. — Lestijdendotaties en werkingstoelagen

Art. 29. Vanaf het schooljaar 1999- 2000 is het totaal bedrag van de dotaties toegekend bij toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk gelijk aan het totaal van de lestijden toegekend voor het schooljaar 1998-1999.

Het bij lid 1 bedoeld totaal bedrag van de dotaties wordt jaarlijks ingekort met het aantal lestijden die werden gebruikt voor de betoelaging van de betrekkingen van de personeelsleden die in disponibiteit werden gesteld wegens gebrek aan tewerkstelling of aan gedeeltelijk verlies van opdrachten die niet aangerekend worden ten laste van de dotaties van de inrichtingen volgens de bij artikel 56 bepaalde modaliteiten.

Afdeling 1. — Jaarlijkse dotaties

Art. 30. Elke Inrichtende Macht beschikt per schooljaar en per inrichting voor secundair kunstonderwijs over een dotatie, berekend in lestijden/jaar van 50 minuten en die overeenstemmen met het totaal van de lestijden die voor elk in artikel 4, § 1, bedoeld gebied werden toegekend.

Art. 31. § 1. Voor de duur van het schooljaar 1998-1999, bestaat de jaarlijkse dotatie met lestijden van elke inrichting uit het totaal aantal lestijden die in de loop van het vorig schooljaar werden gesubsidieerd, zo nodig aangepast aan de toepassing van het nieuw geldelijk statuut bepaald bij artikel 98.

§ 2. Vanaf het schooljaar 1999-2000 wordt de jaarlijkse dotatie met lestijden voor een schooljaar bepaald volgens het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen voor het vorig schooljaar in de zin van artikel 11 en per gebied.

Voor de toepassing van lid 1 worden de leerlingen die ingeschreven zijn voor de voorbereidende filière afzonderlijk aangeboekt.

Per volledige schijf van 10 regelmatig ingeschreven leerlingen wordt de bij lid 1 bedoelde dotatie :

1° op het gebied van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten van de ruimte

vastgesteld op :

a) 60 lestijden/jaar voor de voorbereidende filière;

b) 190 lestijden/jaar voor de andere filières.

2° op het gebied van de spreekkunst en toneelkunst

vastgesteld op :

a) 40 lestijden/jaar voor de voorbereidende filière;

b) 130 lestijden/jaar voor de andere filières.

3° op het gebied van de muziek

vastgesteld op :

a) 60 lestijden/jaar voor de voorbereidende filière;

b) 240 lestijden/jaar voor de andere filières.

4° op het gebied van de danskunst :

vastgesteld op :

a) 25 lestijden/jaar voor de voorbereidende filière;

b) 80 lestijden/jaar voor de andere filières.

§ 3. Tijdens de overgangperiode die zich over vier schooljaren spreidt en die aanvangt op 1 september 1999, worden de verhogingen en de inkortingen van lestijden waarvoor toelagen kunnen bekomen worden ten gevolge van de toepassing van § 2, jaarlijks tot 25 % van hun waarde beperkt.

§ 4. Tijdens de in § 3 bedoelde overgangperiode, mogen de Inrichtende Machten lestijden, van het ene naar het andere gebied van het onderwijs en naar andere inrichtingen die zij organiseren, overhevelen, op voorwaarde dat zij de rechten van het personeel waarborgen binnen de perken van de decreten van 1 februari 1993 en 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij onderwijs en het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor zover deze overhevelingen geen indisponibiliteitsstellingen tot gevolg hebben wegens gebrek aan tewerkstelling of gedeeltelijk wegvallen van opdrachten.

Art. 32. De lestijden bepaald overeenkomstig artikel 31 zijn opgesplitst in een aantal lestijden/weken berekend door het aantal lestijden/jaar te delen door het aantal openingsweken van de inrichting of de afdeling van de betrokken inrichting.

Het aantal openingsweken van de inrichting of van de afdeling van de betrokken inrichting wordt door de Inrichtende Macht vastgesteld op 32, 36 of 40.

Art. 33. Voor de toepassing van artikel 29 en volgens de jaarlijkse schommelingen van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in elk bij artikel 4, § 1, bedoeld onderwijsgebied, bepaalt de Regering de coëfficiënten voor de aanpassing van de bij artikel 31, § 2, bedoelde dotaties.

Art. 34. Onverminderd de bepalingen betreffende de organisatie van het onderwijs en het bepaalde in artikel 31, § 4, valt de keuze van de besteding van de dotaties per inrichting en per gebied onder de bevoegdheid van elke inrichtende macht.

In afwijking van de bepalingen van artikel 31, § 2, wanneer de Inrichtende Macht geen kennis geeft binnen een termijn van zestig kalenderdagen die aanvangen op 1 februari, van de inlichtingen waarmee het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen die in rekening moeten genomen worden voor de vaststelling van de jaarlijkse dotatie kan bepaald worden, wordt deze dotatie voorlopig vastgesteld bij hernieuwing op het bedrag van de dotatie die het jaar tevoren werd toegekend.

In dat geval kan er geen sprake zijn, wanneer de definitieve jaarlijkse dotatie later wordt bepaald, van een verhoging van het aantal lestijden die voorlopig worden toegekend.

Afdeling 2. — Dotaties voor Kunsthumaniora

Art. 35. Wat de organisatie van de bij artikel 23 bedoelde lestijden in het onderwijs betreft, beschikt elke Inrichtende Macht over een jaarlijkse dotatie van lestijden waarvoor toelagen kunnen bekomen worden, berekend per onderwijsgebied volgens het aantal leerlingen dat op 1 oktober van het lopende schooljaar regelmatig ingeschreven was om de Kunsthumaniora te volgen.

De jaarlijkse dotatie met lestijden wordt als volgt bepaald :

1° op het gebied van de muziek : 60 lestijden/leerling tot de 6e leerling en 40 lestijden/leerling vanaf de 7e leerling;

2° op het gebied van de spreekkunst en de toneelkunst : 100 lestijden/leerling tot de 12e leerling en 80 lestijden/leerling vanaf de 13e leerling;

3° op het gebied van de danskunst : 200 lestijden/leerling tot de 12e leerling en 120 lestijden/leerling vanaf de 13e leerling.

Art. 36. De bij artikel 35 bedoelde jaarlijkse dotaties worden uitsluitend voorbehouden voor de organisatie van de in artikel 23 bedoelde lestijden in de Kunsthumaniora.

Afdeling 3. — Dotaties aan de afzonderlijke organisaties

Art. 37. Voor de duur van het schooljaar 1998-1999, wordt de jaarlijkse dotatie met lestijden voor elke bij artikel 25 bedoelde inrichting vastgesteld overeenkomstig artikel 31, § 1.

Vanaf het schooljaar 1999-2000 wordt de jaarlijkse dotatie met lestijden voor elke bij artikel 25 bedoelde inrichting als volgt vastgesteld overeenkomstig artikel 31, § 2, lid 1 :

1° voor het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique », te Brussel :

- a) 9.200 lestijden voor de eerste 200 regelmatig ingeschreven leerlingen;
- b) 200 bijkomende lestijden per volledige schijf van 10 bijkomende regelmatig ingeschreven leerlingen.

2° voor de « Académie de Musique Saint-Grégoire » :

- a) 1.800 lestijden voor de eerste 100 regelmatig ingeschreven leerlingen;
- b) 100 bijkomende lestijden per volledige schijf van 5 bijkomende regelmatig ingeschreven leerlingen.

De jaarlijkse dotaties met lestijden bedoeld bij lid 2 mogen niet groter zijn dan de dotaties berekend voor de duur van het schooljaar 1998-1999 overeenkomstig lid 1.

Art. 38. Voor de organisatie van de bij artikel 27 bedoelde inleiding in de kunstpraktijken kunnen jaarlijkse dotaties met bijkomende lestijden door de Regering worden toegekend voor het organiseren van projecten die zij goedkeurt overeenkomstig artikel 28.

Het aantal lestijden toebedeeld aan de bij lid 1 bedoelde jaarlijkse dotaties is beperkt tot een percent van het totaal van de bij artikel 29 bedoelde lestijden en berekend naar rata van 60 lestijden/jaar per volledige schijf van 10 ingeschreven leerlingen.

Afdeling 4. — Werkingstoelagen

Art. 39. De werkingstoelage bedoeld bij artikel 32, § 2, lid 2, van voornoemde wet van 29 mei 1959 wordt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet per regelmatig ingeschreven leerling in de zin van artikel 11 berekend op basis van een welbepaald jaarlijks bedrag :

1° voor de afdelingen op het gebied van de muziek, de spreekkunst en de toneelkunst en de danskunst :

- a) 360 frank voor de leerling ingeschreven voor de voorbereidende filière;
- b) 870 frank voor de leerling ingeschreven voor de opleidings-, kwalificatie of overgangsfilière.

2° voor de afdelingen op het gebied van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte :

- a) 1 020 frank voor de leerling ingeschreven voor de voorbereidende filière;
- b) 2 450 frank voor de leerling ingeschreven voor de opleidings-, kwalificatie of overgangsfilière.

3° voor de leerling regelmatig ingeschreven voor verschillende onderwijsgebieden, wordt de werkingstoelage afzonderlijk berekend voor elk betrokken gebied.

HOOFDSTUK IV. — Rationalisatie en programmatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan

Art. 40. Er wordt een norm, uitgedrukt in een minimum aantal regelmatig ingeschreven leerlingen, vastgesteld voor :

1° de rationalisatie, m.a.w. het behoud en de subsidiëring van de inrichtingen en de gebieden en de afdelingen bedoeld bij artikel 4, § 1;

2° de programmatie, d.w.z. de oprichting en de toelating tot de subsidies van nieuwe inrichtingen en gebieden bedoeld bij artikel 4, § 1.

De norm voor rationalisatie bedoeld bij lid 1 wordt vastgesteld op :

1° 350 regelmatig ingeschreven leerlingen voor al de gebieden georganiseerd door de inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

2° 120 regelmatig ingeschreven leerlingen op het gebied van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte;

3° 40 regelmatig ingeschreven leerlingen op het gebied van de spreekkunst en toneelkunst;

4° 200 regelmatig ingeschreven leerlingen op het gebied van de muziek;

5° 40 regelmatig ingeschreven leerlingen op het gebied van de danskunst.

De bij lid 1, 2°, bedoelde programmatienorm wordt op 250 % van de rationalisatienorm vastgesteld.

De bij lid 2, 1°, bedoelde programmatienorm wordt vastgesteld op 80 % van zijn waarde voor de inrichting die de enige van haar net is die zich in een straal van 50 kilometers bevindt of die vestigingen in diezelfde straal onderhoudt.

Art. 41. In afwijking van artikel 40 wordt de rationalisatienorm voor het behoud van bij artikel 25 bedoelde inrichtingen vastgesteld op :

1° 200 regelmatig ingeschreven leerlingen voor het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique »;

2° 100 regelmatig ingeschreven leerlingen voor de « Académie de Musique Saint-Grégoire ».

Art. 42. De rationalisatie en de programmatie worden per onderwijsnet toegepast.

De in lid 1 bedoelde onderwijsnetten zijn :

1° het net van het officieel gesubsidieerd onderwijs waarin de bij artikel 1, 2° bedoelde inrichtingen begrepen zijn die georganiseerd worden door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten of gelijk welke andere publiekrechtelijke rechtspersoon;

3° het net van het vrij gesubsidieerd onderwijs waarin de bij artikel 1, 3° bedoelde inrichtingen begrepen zijn die door privé-personen georganiseerd worden.

Art. 43. Elke inrichting die de bij de artikelen 40 en 41 bedoelde norm voor rationalisatie niet bereikt, wordt aangegeven als bedreigd met sluiting.

Elke inrichting die vanaf het schooljaar 1997-1998 en gedurende twee opeenvolgende schooljaren de bij de artikelen 40 en 41 bedoelde norm voor rationalisatie niet bereikt, verliest haar autonomie vanaf de eerste dag van het volgend schooljaar.

Zij kan met een andere inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan een fusie aangaan waarvan zij een vestiging wordt, zoals bepaald bij voornoemde wet van 29 mei 1959.

Komt er geen fusie, dan beslist de Inrichtende Macht de sluiting van alle gebieden die zij organiseert in de bij lid 1 bedoelde inrichting.

Art. 44. De Inrichtende Machten kunnen beslissen op het einde van een schooljaar een fusie aan te gaan met de inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan die zij organiseren ten einde een nieuwe inrichting op te richten voor zover deze inrichting op de datum van de fusie de bij artikel 40 bedoelde norm voor rationalisatie bereikt.

Een van de oorspronkelijke zetels wordt de zetel van de nieuwe inrichting; de andere oorspronkelijke zetel(s) worden vestigingen van de nieuwe inrichting.

Art. 45. In afwijking van artikel 24, § 2, 8°, van voornoemde wet van 29 mei 1959 is de verplichting voor een inrichting haar leergangen in te richten op het grondgebied van dezelfde gemeenten niet opgelegd voor de inrichtingen die bestaan ten gevolge van de bij de artikelen 43 en 44 bedoelde fusies. In dat geval is een afwijking niet nodig.

Art. 46. Elk onderwijsgebied van een inrichting die vanaf het schooljaar 1998-1999 de bij artikel 40 bedoelde norm voor rationalisatie op 31 januari van het lopende schooljaar niet bereikt, wordt aangegeven als bedreigd met sluiting en verliest vanaf de eerste dag van het volgend schooljaar haar dotatie van lestijden waarvoor zij toelagen kan krijgen en die zou berekend zijn op basis van het aantal leerlingen ingeschreven voor de leergangen van het betrokken gebied.

Wanneer het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen ten minste 80 % van de bij artikel 40 bedoelde norm voor rationalisatie bereikt, blijft de inrichting evenwel gedurende maximum een schooljaar de dotatie met leergangen ontvangen waarvoor toelagen kunnen gekregen worden, berekend volgens de bepalingen van artikel 31, § 2.

Art. 47. Een Inrichtende Macht bedreigd met stopzetting van haar activiteiten in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan door de definitieve sluiting van een of verschillende van haar onderwijsgebieden, kan op 31 augustus de dotaties van lestijden waarop zij bij toepassing van artikel 31, § 2 aanspraak had kunnen maken, aan een andere Inrichtende Macht van hetzelfde net overdragen, op voorwaarde dat de rechten van het personeel worden gewaarborgd binnen de perken van voornoemde decreten van 1 februari 1993 en 6 juni 1994.

Art. 48. In afwijking van de bepalingen van artikel 44 wordt er een specifieke norm voor rationalisatie en programmatie per onderwijsgebied vastgelegd voor het behoud en de oprichting van de in artikel 23 bedoelde Kunsthumaniora.

De in lid 1 bedoelde norm wordt bepaald op een minimum aantal van vijf leerlingen die op 1 oktober van het lopende schooljaar regelmatig ingeschreven waren voor de Kunsthumaniora voor het betrokken onderwijsgebied.

Wanneer het bij lid 2 bedoelde onderwijsgebied ten minste vijf leerlingen telt die regelmatig ingeschreven zijn voor de Kunsthumaniora, weigert de betrokken Inrichtende Macht elke nieuwe inschrijving en blijft zij de lestijden organiseren om de leerlingen die ingeschreven blijven, toe te laten de ondernomen cyclus van secundaire studies te beëindigen.

HOOFDSTUK V. — *De ambten, de gesubsidieerde betrekkingen en het geldelijk statuut van de personeelsleden*

Afdeling 1. — De ambten

Art. 49. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van de inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan mogen uitoefenen, omvatten wervings-, selectie- of bevorderingsambten onderverdeeld in twee categorieën :

- 1° de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel;
- 2° de categorie van het opvoedend hulppersoneel.

Art. 50. De ambten die de leden van het bestuurspersoneel mogen uitoefenen worden gerangschikt in selectie- en bevorderingsambten :

- 1° selectieambten : onderdirecteur
- 2° bevorderingsambten : directeur.

Art. 51. § 1. De ambten die de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen, worden gerangschikt in de categorie van de wervingsambten.

Wanneer een ambt uit verschillende specialiteiten bestaat, vormt elke specialiteit een afzonderlijk ambt.

Worden als « zelfde ambten » beschouwd, die waarvoor de reglementering eenzelfde bekwaamheidsbewijs bepaalt, zowel voor wat het vereiste bekwaamheidsbewijs of het als voldoende geachte bekwaamheidsbewijs betreft als wat het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het in artikel 100, § 1, bedoelde onderwijs betreft.

§ 2. De ambten die de leden van het onderwijzend personeel op het gebied van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte mogen uitoefenen, zijn de volgende :

- 1° leraar multidisciplinaire opleiding;
- 2° leraar kunstgeschiedenis en esthetiek;
- 3° leraar kunstambachten voor elk van de volgende specialiteiten :
 - a) kunstsmeedwerk;
 - b) schrijnwerk;
 - c) boekkunst : inbinding- vergulden/typografie en studie van het letterteken;
 - d) juwelierskunst- juwelenmakerij;
 - e) brandschilderkunst;
 - f) instandhouding en restauratie van kunstwerken en kunstvoorwerpen.
- 4° leraar grafisch en picturaal onderzoek voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) tekenen;
- b) schilderen;
- c) illustratie en tekenverhalen;
- d) reclame en visuele communicatie;
- e) infografie.

5° leraar gedrukte beelden voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) etskunst;
- b) lithografie;
- c) serigrafie;
- d) fotografie;
- e) animatiefilm;
- f) cinegrafie, videografie en klanktechniek;
- g) infografie.

6° leraar inrichting voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) sierkunst;
- b) binnenhuisarchitect- decorateur;
- c) scenografie;

7° leraar textielontwerper voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) tapijtkunst;
- b) weverij;
- c) bedrukte stof;
- d) ontwerp van theaterkostuums, decors, maskers;
- e) kantwerk.

8° leraar monumentale kunsten voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) monumentale schilderij;
- b) monumentaal beeldhouwwerk;

9° leraar ruimten voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) beeldhouwwerk;
- b) beeldhouwceramiek;

10° leraar vuurkunsten voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) aardewerk.
- b) ceramiek;
- c) beeldhouwceramiek;
- d) metaal;
- e) glaskunst.

11° leraar kunsttechnieken voor elk van de volgende specialiteiten :

- a) architectuurtekening en maquettenmakerij;
- b) technisch tekenen;
- c) technologie van de fotografie;
- d) technologie van het glaswerk;
- e) technologie van de metalen;
- f) technologie van de aarde en het brandschilderwerk.

§ 3. De ambten die de leden van het onderwijzend personeel op het gebied van de muziek mogen uitoefenen, zijn de volgende :

- 1° leraar muziekopleiding;
- 2° leraar samenzang;
- 3° leraar muziekgeschiedenis en ontleding;
- 4° leraar muziekschrijven en ontleding;
- 5° leraar algemene opleiding jazz;
- 6° leraar instrumentale opleiding, klassieke instrumenten voor elk van de volgende specialiteiten :
 - a) accordeon;
 - b) fagot;
 - c) klarinet en saxofoon;
 - d) klavecimbel en klavieren;
 - e) contrabas;
 - f) hoorn en jachthoorn;
 - g) dwarsfluit en piccolo;
 - h) gitaar en begeleidingsgitaar;

- i)* harp (diatonische, chromatische of celtische);
- j)* hobo en Engelse hoorn;
- k)* orgel en klavieren;
- l)* slaginstrumenten;
- m)* piano en klavieren;
- n)* trombone, tuba (alto, bas, baryton, bombardon);
- o)* trompet (bugel, kornet);
- p)* viool en alto;
- q)* cello.
- 7° leraar instrumentale opleiding, oude instrumenten voor elke volgende specialiteit :
 - a)* klavecimbel;
 - b)* doedelzak en musette;
 - c)* blokfluit;
 - d)* hobo;
 - e)* luit en mandoline;
 - f)* traverso
 - g)* viola da gamba;
 - h)* barokviool.
- 8° leraar instrumentale opleiding en jazz-ensemble;
- 9° leraar instrumentaal ensemble;
- 10° leraar instrumentale kamermuziek;
- 11° leraar van het blad lezen - transpositie;
- 12° leraar vocale opleiding - zang en vocale kamermuziek;
- 13° leraar lyrische kunst;
- 14° leraar belast met de begeleiding op het klavecimbel (continuo en specifieke begeleiding);
- 15° leraar belast met de begeleiding op het orgel;
- 16° leraar belast met de begeleiding op de piano;
- 17° leraar ritmiek;
- 18° leraar lichamelijke expressie.

§ 4. De ambten die de leden van het onderwijzend personeel op het gebied van de spreekkunst en de toelkunst mogen uitoefenen, zijn de volgende :

- 1° leraar dictie - voordrachtskunst;
- 2° leraar toneelkunst;
- 3° leraar literatuurgeschiedenis en toneelgeschiedenis;
- 4° leraar lichamelijke expressie;
- 5° leraar belast met de begeleiding op het klavecimbel;
- 6° leraar belast met de begeleiding op het orgel;
- 7° leraar belast met de begeleiding op de piano.

§ 5. De ambten die de leden van het onderwijzend personeel op het gebied van de danskunst mogen uitoefenen, zijn de volgende :

- 1° leraar klassieke dans;
- 2° leraar hedendaagse dans;
- 3° leraar jazzdans;
- 4° leraar belast met de begeleiding op de piano.
- 5° leraar belast met de begeleiding van de leergangen hedendaagse dans en jazzdans.

Art. 52. Het ambt van studiemeester-opvoeder die de leden van het opvoedend hulppersoneel mogen uitoefenen, wordt gerangschikt onder de wervingsambten.

Afdeling 2. — Gesubsidieerde betrekkingen

Art. 53. Worden enkel gesubsidieerd de betrekkingen van directeur, onderdirecteur, leraar, studiemeester-opvoeder en lesgeestige die opgericht en behouden blijven onder de voorwaarden bepaald door dit decreet voor al de gebieden van een inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Art. 54. In elke inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt er een bij artikel 69, lid 2, bedoelde betrekking van directeur met volledige dagtaak opgericht die behouden blijft.

Deze betrekking mag niet opgedeeld worden onder verschillende personeelsleden.

De activiteiten van directeur van een inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zijn beperkt tot het aantal lestijden die de volledige prestaties vormen, afgezien van de openingsuren van de inrichting die onder zijn leiding staat.

Art. 55. § 1. In een inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kan een betrekking van onderdirecteur met volledige dagtaak worden opgericht, wanneer het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen gedurende twee opeenvolgende schooljaren hoger is dan 1 100 onder wie ten minste 500 leerlingen ingeschreven in een andere filière dan de voorbereidende.

De in lid 1 bedoelde betrekking wordt behouden zolang de inrichting 800 regelmatig ingeschreven leerlingen telt.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt een betrekking van onderdirecteur opgericht in elke nieuwe inrichting die ontstaan is uit de fusie bedoeld bij de artikelen 43 en 44 ten einde de directeur die het hoofdambt bekleedt, die in beschikbaarheid is gesteld bij gebrek aan een betrekking en niet in een betrekking terug kan aangesteld worden, voorlopig terug te kunnen roepen om zijn activiteiten in de aldus opgerichte betrekking voorlopig uit te oefenen of om terug in dienstverband te treden.

Onverminderd § 1, wordt de in lid 1 bedoelde betrekking van onderdirecteur afgeschaft wanneer een einde gesteld wordt aan de voorlopige terugroeping tot de activiteit of in dienstverband van de in beschikbaarheid gestelde directeur.

Art. 56. Op advies van de bij artikel 19 bedoelde Studieraad worden de betrekkingen met volledige of onvolledige dagtaak van de leraars bepaald door de betrokken Inrichtende Macht binnen de perken van de in de artikelen 30, 31 en 37 bepaalde jaarlijkse dotaties.

Elke betrekking met onvolledige dagtaak bedoeld bij lid 1 mag slechts opgericht worden indien zij ten minste drie wekelijkse lestijden omvat waarvoor toelagen kunnen bekomen worden en die worden uitgeoefend in eenzelfde ambt in de zin van artikel 51, § 1.

De in lid 2 vermelde bepalingen hebben geen toepassing op de betrekking met onvolledige dagtaak die aan een in dienst genomen of in vast verband benoemd personeelslid kan toegewezen worden dat een uitbreiding van deze indienstneming of van deze benoeming kan krijgen, in toepassing van artikel 14bis van voornoemd decreet van 1 februari 1993 of van artikel 34, § 2, van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Indien het aantal lestijden die een bij lid 1 bedoelde betrekking met volledige of onvolledige dagtaak vormen en die toegewezen zijn aan een in dienst genomen of in vast verband benoemd personeelslid vermindert, wordt die betrekking :

1° ofwel volledig afgeschaft, wanneer de vermindering van het aantal lestijden slaat op heel de opdracht van de betrekking in kwestie;

2° ofwel gedeeltelijk afgeschaft, wanneer de vermindering van het aantal lestijden slaat op ten minste drie lestijden van wekelijkse leergangen zonder daarom heel de opdracht van de betrekking in kwestie te evenaren;

3° ofwel behouden blijven, wanneer de vermindering van het aantal lestijden minder dan drie lestijden van wekelijkse leergangen bedraagt zonder daarom heel de opdracht van de betrekking in kwestie te evenaren. In dat geval en ten belope van de vermindering van lestijden waarvan sprake, wordt het personeelslid belast met onderwijsactiviteiten die verband houden met het ambt (de ambten) dat (die) hij uitoefent.

De betrekkingen bekleed door de personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verloren hebben of die in beschikbaarheid werden gesteld omdat er geen betrekking meer vrij staat en die een nieuwe aanwijzing kregen, voorlopig teruggeroepen werden om hun activiteiten uit te oefenen of die opnieuw tewerkgesteld werden in een of verschillende betrekkingen opgericht binnen de perken van de in lid 1 bedoelde jaarlijkse dotaties, worden aangerekend ten laste van deze dotaties.

De betrekkingen van de personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verloren hebben of die in beschikbaarheid werden gesteld omdat er geen betrekking meer vrij staat en die geen nieuwe aanwijzing kregen, niet voorlopig teruggeroepen zijn om hun activiteiten uit te oefenen of die niet opnieuw werden tewerkgesteld en aan wie wachtgeld toegekend is, worden niet aangerekend ten laste van de in lid 1 bedoelde jaarlijkse dotaties gedurende het schooljaar waarin het gedeeltelijk verlies van een opdracht of de indisponibiliteitsstelling voorvalt omdat er geen betrekking vrij staat.

Behoudens in het geval dat de betrekking volledig of gedeeltelijk wordt afgeschaft ten gevolge van een vermindering van de in lid 1 bedoelde dotatie worden de in lid 6 bedoelde betrekkingen vanaf het tweede schooljaar opnieuw aangerekend ten laste van de dotaties van de betrokken inrichting.

Art. 57. § 1. Elke bij artikel 56 bedoelde betrekking omvat een opdracht van wekelijkse leergang gepresteerd door het personeelslid volgens een uurrooster opgemaakt door het hoofd van deze inrichting of zijn gemachtigde.

Elke wijziging aan het in lid 1 bedoeld uurrooster valt onder de bevoegdheid van het hoofd van de inrichting of van zijn gemachtigde.

§ 2. Voor de toepassing van lid 1, worden in de opdracht van wekelijkse leergang aangeboekt, de prestaties gelijktijdig uitgeoefend in een of verschillende lestijden :

1° voor de bij artikel 19 bedoelde Studieraad of tijdens de zittingen besteed aan de evaluatie of de examens die in een van de inrichtingen waar de leraar zijn prestaties levert, georganiseerd worden;

2° tijdens het deelnemen aan pedagogische of opleidingsactiviteiten die de goedkeuring van de Regering hebben gekregen;

3° tijdens het bijwonen, als lid van de examencommissies, van de bij artikel 110 bedoelde Commissies voor het onderzoek van de pedagogische bekwaamheid om onderwijs te verstrekken.

Art. 58. Op advies van de bij artikel 19 bedoelde Studieraad worden de betrekkingen van leraar door elke betrokken Inrichtende Macht bepaald binnen de perken van de in de artikelen 35 en 38 bedoelde jaarlijkse dotaties.

De bij lid 1 bedoelde betrekkingen mogen door de Inrichtende Macht niet aangeboden worden voor een indienstneming of een benoeming in vast verband.

Art. 59. § 1. Op advies van de bij artikel 19 bedoelde Studieraad worden de lesopdrachten van de lesgeestelijken door elke betrokken Inrichtende Macht bepaald binnen de perken van de in de artikelen 30, 31, 35, 37 en 38 bedoelde dotaties met lestijden.

Het aantal lestijden die jaarlijks worden toegewezen aan de lesopdrachten van de lesgeestelijken in een inrichting mag niet meer dan 4 % bedragen van al de dotaties samen, bedoeld bij lid 1 en toegekend aan die inrichting.

§ 2. Een lesgeestelijke in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan is een personeelslid dat niet onderworpen is aan de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op de categorieën van het onderwijspersoneel en aan wie een of meer lesopdrachten zijn toegewezen op basis van zijn bijzondere bekwaamheden.

Het totaal van de prestaties van de lesgevestigde mag de 320 lestijden niet overschrijden over heel het schooljaar met inbegrip van de lestijden die eventueel gepresteerd worden als bijbetrekking of als een betrekking die niet wordt uitgesloten in geval van cumulatie met een hoofdbetrekking.

§ 3. Weigert men de toelating tot de subsidies voor de lesopdrachten bedoeld bij § 1, dan blijven de lestijden in kwestie ter beschikking van de betrokken Inrichtende Macht.

Art. 60. Voor de inrichting(en) voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan georganiseerd door eenzelfde Inrichtende Macht, mogen de betrekkingen van studiemeester-opvoeder opgericht worden en behouden blijven naargelang van het hierna vermeld aantal regelmatig ingeschreven leerlingen :

1° minder dan 375 regelmatig ingeschreven leerlingen : een betrekking van een vierde werktijd (9 lestijden);

2° van 376 tot 749 regelmatig ingeschreven leerlingen : twee betrekkingen van een vierde werktijd of een betrekking met halftijdse dagtaak (18 lestijden);

3° van 750 tot 1.049 regelmatig ingeschreven leerlingen : drie betrekkingen van een vierde werktijd of een betrekking met halftijdse dagtaak en een betrekking van een vierde werktijd of een betrekking van drie vierden werktijd (27 lestijden);

4° van 1.050 tot 1.399 regelmatig ingeschreven leerlingen : vier betrekkingen van drie vierden werktijd of twee betrekkingen met halftijdse dagtaak of een betrekking met halftijdse dagtaak en twee betrekkingen van drie vierden werktijd en een betrekking van een vierde werktijd of een betrekking met volledige dagtaak (36 lestijden);

5° boven dit aantal, voor elke schijf van 350 bijkomende regelmatig ingeschreven leerlingen : een bijkomende betrekking van een vierde werktijd. Voor elke aangevangen schijf wordt een bijkomende betrekking van een vierde werktijd toegekend.

Elk van de bij lid 1 bedoeld gedeelte van betrekking mag niet verdeeld worden onder verschillende personeelsleden.

De bij lid 1 bedoelde prestaties waarvoor toelagen kunnen worden bekomen, worden door de Inrichtende Macht naargelang van de werkingsbehoeften van de inrichtingen verdeeld over de verschillende autonome inrichtingen die zij organiseert.

Art. 61. De bij de artikelen 55 en 60 bedoelde betrekkingen waarvoor toelagen kunnen worden bekomen, worden bepaald voor de duur van het schooljaar naargelang van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen voor het vorige schooljaar in de zin van artikel 11.

Art. 62. Wanneer de toepassing van artikel 60 tot gevolg heeft dat men tot een aantal betrekkingen of gedeelten van betrekkingen van studiemeester-opvoeder, waarvoor toelagen kunnen worden bekomen worden, komt dat lager is dan het aantal betrekkingen of gedeelten van betrekkingen waarvoor op 31 januari 1998 toelagen werden bekomen, dan kunnen de betrekkingen of gedeelten van gesubsidieerde betrekkingen in overtal, die aan sommige in vast verband benoemde personeelsleden werden toegewezen, behouden blijven zolang die personeelsleden titularis van deze betrekkingen blijven.

Art. 63. Voor de duur van het schooljaar 1998-1999 zijn de betrekkingen van studiemeester-opvoeder waarvoor toelagen kunnen worden bekomen deze die op 31 augustus 1998 vastgesteld en betoelaagd werden, aangepast, zo nodig, aan de toepassing van het nieuw geldelijk statuut bepaald bij artikel 98.

Afdeling 3. — Het geldelijk statuut

Onderafdeling 1. — De terminologie en de algemene regels voor het vaststellen van de schalen

Art. 64. De jaarlijkse wedden van de personeelsleden onderworpen aan dit decreet worden vastgesteld in schalen die bestaan uit :

1° een minimum wedde;

2° wedden, « trappen » genoemd, die het gevolg zijn van de periodieke verhogingen, d.w.z. jaarlijkse en tweejaarlijkse verhogingen;

3° een maximum wedde.

De wedden en de periodieke verhogingen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden die overeenstemmen met hun jaarlijks bedrag.

De schaal van elk ambt is gerangschikt ofwel in klasse « 20 jaar » genoemd, ofwel in klasse « 21 jaar » genoemd, ofwel in klasse « 22 jaar » genoemd, ofwel in klasse « 24 jaar » genoemd.

De weddeschalen worden aangeduid met nummers die ze identificeren alsook met aanduidingen die de minimum wedde, de maximum wedde, de klasse alsook het aantal en het bedrag van de periodieke verhogingen aangeven.

Art. 65. Voor elk bij artikel 53 bedoeld ambt, bepaalt de Regering de weddeschalen overeenkomstig artikel 64.

Art. 66. Artikel 64 is niet van toepassing op de personeelsleden in dienst genomen of in vast verband benoemd en die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet aan een overgangsstelsel onderworpen waren dat op hen tot het einde van hun loopbaan van toepassing blijft.

Art. 67. In afwijking van artikel 64, wordt de in artikel 72, lid 3 bedoelde wedde berekend op basis van de weddeschalen die sedert 31 januari 1996 toegepast worden.

Onderafdeling 2. — Hoofdamtben

Art. 68. Het lid van het bestuurs-, het onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel tewerkgesteld in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt beschouwd als een lid dat een hoofdamt met volledige of onvolledige dagtaak bekleedt wanneer het zich in geen enkele bij artikel 71 bedoelde situatie bevindt.

Art. 69. Het lid van het bestuurs-, het onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel tewerkgesteld in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt beschouwd als titularis van een hoofdamt met volledige dagtaak in dat onderwijs wanneer het daar ten minste het minimaal aantal lestijden presteert die vereist zijn voor zijn ambt in een of meer inrichtingen.

Het aantal bij lid 1 bedoelde lestijden wordt vastgesteld op zesendertig per week voor de ambten van directeur, onderdirecteur en studiemeester-opvoeder.

Voor de bij lid 2 bedoelde ambten, stemt een lestijd overeen met een activiteitsduur van zestig minuten.

Het aantal bij lid 1 bedoelde ambten wordt vastgesteld op vierentwintig per week voor de functie van leraar kunstvakken.

Voor het bij lid 4 bedoelde ambt, stemt een lestijd overeen met een onderwijsactiviteit van vijftig minuten.

Art. 70. Het lid van het onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel dat ofwel in een of meer inrichtingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, ofwel in een of meer inrichtingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en in andere types onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap hoofdamt met onvolledige dagtaak uitoefent, wordt beschouwd als titularis van een hoofdamt met volledige dagtaak wanneer het totaal van de relatieve waarden van de uurfracties van zijn verschillende ambten de eenheid bereikt.

Het personeelslid dat de functie van directeur uitoefent is altijd titularis van een functie met volledige dagtaak in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Onderafdeling 3. — Bijambten

Art. 71. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder « bijambt » het ambt met volledige of onvolledige dagtaak uitgeoefend in een of meer inrichtingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan door een personeelslid :

1° dat reeds in het onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip het secundair onderwijs met beperkte werktijd, een ander dan niet-exclusief ambt uitoefent met volledige dagtaak in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend-, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs;

2° dat reeds in het onderwijs voor sociale promotie een hoofdamt met volledige dagtaak uitoefent in de zin van de artikelen 8 tot 10 van het besluit van 25 oktober 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs-, en het onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het Onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

3° dat reeds een hoofd met volledige dagtaak uitoefent in de zin van artikel 4, § 2, van voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1958, die bestaat uit verschillende hoofdamt met onvolledige dagtaak met uitsluiting van het in 6° bedoelde geval in de onderwijstypes vermeld onder 1° en 2°;

4° dat met uitsluiting van het in 6° bedoelde gevallen, reeds een zelfstandig beroep uitoefent waarvan de activiteit overeenstemt met 60 % van de wekelijkse prestaties geleverd door het lid dat exclusief dezelfde activiteit uitoefent;

5° dat uit hoofde van een betrekking uitgeoefend in de privé- of de openbare sector die in de normale uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig kan beslaan, een wedde, een brugpensioen of een rustpensioen ontvangt waarvan het bedrag hoger of gelijk is aan het minimum van de laagste weddeschaal van het ambt van studiemeester-opvoeder;

6° dat uit hoofde van een deeltijdse bezigheid in de privé- of openbare sector een wedde, een brugpensioen of een rustpensioen ontvangt waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan de bruto bezoldiging die het zou bekomen indien het zijn ambt als hoofdamt met volledige dagtaak zou uitoefenen, maar berekend op basis van het minimum van de weddeschaal;

7° dat een niet-exclusief ambt uitoefent in het onderwijs met volledig leerplan of in het kunstonderwijs waarvoor het lid een volledige wedde ontvangt waarvan het bruto bedrag gelijk is aan of hoger is dan het minimum van zijn weddeschaal.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 6° en 7°, verstaat men onder minimum van de weddeschaal :

1° voor het personeelslid dat tegelijkertijd verschillende ambten uitoefent in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, het minimum van de laagste weddeschaal die het lid ontvangt;

2° voor het personeelslid wiens bezoldiging berekend wordt overeenkomstig artikel 72, lid 3, het minimum van de laagste weddeschaal die het lid op 31 januari 1996 ontving.

Voor de toepassing van § 1, 7°, wordt als niet-exclusief beschouwd het ambt dat uitgeoefend wordt door de leraar die kunstvakken onderwijst en door de begeleider in het kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap.

§ 3. In de in § 1 bedoelde gevallen wordt het hoofd- of bijkomend kenmerk van het ambt bepaald vanaf de indienstneming van het personeelslid.

Indien er in de loop van het schooljaar iets voorvalt dat het bijkomend of hoofdkenmerk van het ambt in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zou kunnen wijzigen, dan wordt het personeelslid als titularis beschouwd ofwel van een hoofdamt met volledige dagtaak, ofwel van een of meer bij artikel 69 bedoelde hoofdamt met onvolledige dagtaak, ofwel van een bijambt enkel en alleen tijdens de lestijd gedurende welke het bijkomend karakter of hoofdkenmerk van het ambt wordt gewijzigd.

§ 4. Ieder personeelslid onderworpen aan dit decreet dat een zelfstandig beroep uitoefent kan de Regering vragen vast te stellen dat zijn zelfstandig beroep in zijn geval niet overeenstemt met een beroepsactiviteit zoals bepaald in § 1, 4°.

Het betrokken personeelslid dat een dergelijke aanvraag niet indien t wordt van rechtswege bezoldigd alsof hij een bijambt uitoefent.

De Regering neemt jaarlijks haar beslissing op advies van de Commissie bedoeld bij artikel 5 *bis* van het voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1958.

De Commissie stelt een ontwerp van advies op en legt het aan betrokkene voor. Binnen de dertig dagen na ontvangst van dit advies kan het personeelslid klacht neerleggen bij de Commissie. De Regering neemt haar beslissing op basis van het definitief advies van de Commissie en van de eventuele klacht.

Alvorens haar advies uit te brengen op het verzoek van een personeelslid, neemt de Commissie de aard en de duur van de prestaties die zijn zelfstandig beroep vereist, de gepresteerde werktijden en de inkomsten die zijn beroep hem opbrengen in overweging.

Neemt de Regering een gunstige beslissing, dan wordt het betrokken personeelslid, in afwachting van een latere beslissing, geacht zijn ambt(en) als hoofdamt uit te oefenen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Onderafdeling 4. — Algemene regels voor het vaststellen van de wedde

Art. 72. In geval het geldelijk statuut wijzigingen ondergaat, wordt elke wedde die met een ambt gepaard gaat, vastgesteld overeenkomstig dit nieuw geldelijk statuut.

Indien de aldus bepaalde maandelijks brutowedde aan 100 % lager is dan de wedde die het lid van het bestuurs-, en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in vast verband benoemd in zijn ambt genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft de maandelijks brutowedde aan 100 % hem behouden in dat ambt totdat het lid een wedde bekomt die ten minste eraan gelijk is.

De toepassing van lid 2 mag evenwel niet tot gevolg hebben dat het betrokken personeelslid, titularis van verschillende betrekkingen met onvolledige dagtaak, een maandelijks brutowedde aan 100 % blijft ontvangen die hoger is dan de wedde die zou berekend geweest zijn op 31 augustus 1998 overeenkomstig artikel 8, leden 2 en 3, op basis van de prestaties als vast benoemde geleverd op 31 januari 1996 en waarvan het lid de opdracht behoudt.

Voor het personeelslid dat op 31 januari 1996 geen prestaties als vast benoemde leverde, wordt de in lid 3 bedoelde wedde berekend :

1° voor het personeelslid dat op deze datum een activiteitswedde ontving, op basis van de prestaties en de weddeschalen die in rekening werden genomen voor de berekening van die wedde;

2° voor het personeelslid dat op deze datum wachtgeld ontving, op basis van de prestaties en de weddeschalen die in rekening werden genomen voor de berekening van de laatste activiteitswedde;

3° voor personeelsleden die later dan op 31 januari 1996 in vast verband werden benoemd of in dienst genomen, op basis van de prestaties en de weddeschalen die in rekening werden genomen voor de berekening van de laatste activiteitswedde op de datum van de benoeming of de indienstneming in vast verband.

Voor het personeelslid dat wachtgeld ontvangt op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit wordt de toepassing van de bepalingen van de leden 3 en 4 uitgesteld tot op de datum waarop een nieuwe activiteitswedde wordt bepaald.

De bepalingen van lid 2 zijn niet meer van toepassing vanaf het ogenblik dat het hoofdamt dat door het personeelslid wordt uitgeoefend een bijambt wordt.

Art. 73. De wedde van een personeelslid dat onder de bepalingen van dit decreet valt, is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens het stelsel toepasselijk op de wedden van het personeel van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 74. Voor de vaststelling van de leeftijd van het personeelslid om zijn wedde te bepalen, wordt de verjaardag van de geboorte die op een andere datum valt dan de eerste dag van de maand, altijd uitgesteld tot de eerste dag van de volgende maand.

Art. 75. De wedde van ieder personeelslid wordt vastgesteld in de schaal (schalen) van zijn ambt(en) rekening houdend, zo nodig, met de diploma(s) of bekwaamheidsbewijzen waarvan hij houder is.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van het personeelslid naar rata van 90 % uitbetaald wanneer de lessen gedurende het schooljaar gespreid zijn over 36 à 39 openingsweken van de inrichting of het gebied van die inrichting en van 80 % voor 32 à 35 openingsweken.

Art. 76. Behoudens de titularis van een bijambt ontvangt het personeelslid op elk ogenblik een wedde berekend volgens zijn anciënniteit gevormd door het totaal van de bij artikel 78 bedoelde in aanmerking komende diensten.

Voor de vaststelling van de wedde wordt enkel de nuttige anciënniteit in aanmerking genomen, d.w.z. deze die verworven is op het ogenblik dat het personeelslid het grootst aantal in aanmerking komende diensten telt die overeenstemmen met de periodieke verhogingen.

Voor de toepassing van de leden 1 en 2 vormt het totaal van twaalf maanden in aanmerking komende diensten een jaar.

Art. 77. De bepalingen van deze onderafdeling zijn niet toepasselijk op de personeelsleden die een wedde ontvangen, berekend op basis van de bij artikel 66 bedoelde overgangsregeling.

Onderafdeling 5. — In aanmerking komende diensten

Art. 78. § 1. Komen in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de leden van het bestuurs-, en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en die een hoofdamt uitoefenen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan :

1° de in aanmerking komende diensten bedoeld bij artikel 16 van voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1958, met uitsluiting van de bij artikel 18 van hetzelfde besluit bedoelde diensten;

2° de werkelijke onderwijsdiensten dat het personeelslid heeft geleverd :

a) in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap;

b) in het onderwijs met beperkt leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap;

c) in het onderwijs met beperkt leerplan geïnspecteerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap, voor zover het personeelslid de documenten voorlegt die door de bevoegde overheid juist verklaard werden waarbij wordt bewezen dat de leergang werd geïnspecteerd tijdens de lestijd waarin de diensten werden gepresteerd.

3° de diensten aan de samenwerking geleverd onder een van de regelingen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Dat de bij lid 1 bedoelde diensten in aanmerking kunnen worden genomen, wordt bewezen door alle wettelijke middelen.

§ 2. Binnen de bij artikel 83 bepaalde perken worden de bij § 1 bedoelde in aanmerking komende diensten niet alleen in aanmerking genomen wanneer zij werden gepresteerd als tijdelijken, stagiairs of vast benoemden maar ook als werknemer van het bijzonder tijdelijk kader (BTK), als gesubsidieerde contractuele (Geco), als tewerkgestelde werkloze (TWW) als stagiair « Nationale Opvoeding » (STNO), als stagiair Franse Gemeenschap (SOFG) en als stagiair RVA.

De diensten volbracht als tewerkgestelde werkloze komen evenwel slechts in aanmerking vanaf het ogenblik dat het personeelslid de hoedanigheid van benoemde in vast verband verwerft.

§ 3. De bij §§ 1 en 2 bedoelde diensten kunnen in aanmerking worden genomen vanaf de leeftijd van 20, 21, 22 of 24 jaar, naargelang van de klasse van de weddeschaal.

Art. 79. Wat de toepassing van artikel 78, § 1 betreft, wordt het personeelslid geacht werkelijke diensten te presteren zolang het zich in een administratieve toestand bevindt waardoor het, gelet op zijn statuut, zijn activiteitswedde ontvangt of, bij gemis ervan, zijn aanspraak op verhoging van wedde wedde behoudt.

Art. 80. Worden als niet in aanmerking komende diensten beschouwd :

1° de diensten die het personeelslid na 1 september 1998 gepresteerd heeft als titularis van een bijambt;

2° de diensten die het personeelslid gepresteerd heeft als titularis van een niet-exclusief ambt.

Art. 81. § 1. De bij artikel 78, §§ 1 en 2, bedoelde in aanmerking komende diensten worden per kalendermaand berekend; deze die zich niet over heel de maand uitstrekken komen niet in aanmerking.

§ 2. De werkelijke diensten die het personeelslid gepresteerd heeft als waarnemend of tijdelijk lid in een inrichting van het Rijksonderwijs, het onderwijs van de Franse Gemeenschap, een provincie, een gemeente of een administratie die afhangt van een provincie of een gemeente of een schoolinrichting gesubsidieerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap, komen in aanmerking voor een anciënniteit gelijk aan het aantal gepresteerde dagen, vermenigvuldigd met 1,2.

Dertig dagen vormen een maand.

§ 3. De werkelijke diensten gepresteerd door een personeelslid als waarnemer in een provinciale of gemeentelijke, vóór 1 september 1958 aangenomen of aanneembare school voor lager of kleuteronderwijs, blijven onderworpen aan de bepalingen vastgesteld bij ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur der in aanmerking komende diensten welke de leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs als waarnemend lid gepresteerd hebben.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel worden als interimaire of tijdelijke diensten beschouwd alle in aanmerking komende diensten die gepresteerd werden tijdens de maand waarin het personeelslid aangesteld werd of voor de eerste maal tewerkgesteld in een andere hoedanigheid dan deze van waarnemend of tijdelijk lid.

Art. 82. De duur van de in aanmerking komende diensten gepresteerd in twee of meer betrekkingen met volledige of onvolledige dagtaak, tegelijkertijd uitgeoefend, mogen nooit de duur van de in aanmerking komende diensten overschrijden die werden gepresteerd in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens dezelfde lestijd.

De duur van de in aanmerking komende diensten die een personeelslid telt, mag nooit de twaalf maanden per burgerlijk jaar overschrijden.

Art. 83. De in aanmerking komende diensten gepresteerd als tewerkgestelde werkloze komen slechts in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit naar rata van zes jaren wanneer het personeelslid ook diensten kan laten gelden die het vroeger heeft gepresteerd als gesubsidieerde contractueel en naar rata van twee jaren in het tegenovergestelde geval.

Onderafdeling 6. — Nader regels voor de uitbetaling van de wedde aan de personeelsleden die in dienst zijn genomen of die in vast verband benoemd zijn

Art. 84. § 1. Het vast benoemd personeelslid dat een of meer ambten als hoofdamt uitoefent in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt maandelijks betaald.

De wedde van het in lid 1 bedoelde personeelslid wordt na verlopen termijn uitbetaald, d.w.z. de laatste werkdag van de maand, uitgezonderd de wedde van de maand december die de eerste werkdag van de maand januari van het volgend jaar wordt uitbetaald.

Hetzelfde geldt voor de toelagen en voor alle andere componenten van de bezoldiging die samen met de wedde worden uitbetaald.

§ 2. De wedde van de maand is gelijk aan een twaalfde van de jaarwedde in de zin van artikel 64.

§ 3. Wanneer het personeelslid tewerkgesteld in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan tijdens het schooljaar in vast verband benoemd wordt in het (de) ambt (en) dat (die) hij uitoefent en dat (die) hij tot op deze datum als tijdelijke bekleedde, wordt zijn wedde als volgt geregulariseerd :

1° vanaf de eerste dag van het lopende schooljaar tot de eerste dag van de maand van de uitwerking van zijn benoeming in vast verband, wordt het betrokken personeelslid tijdelijk in twaalfden bezoldigd;

2° hij ontvangt definitief de wedde de eerste dag van de maand waarop zijn benoeming in vast verband in aanmerking wordt genomen. Indien de benoeming plaats heeft in de loop van de maand, wordt de nieuwe bezoldiging de eerste dag van de volgende maand uitbetaald.

§ 4. Wanneer een vast benoemd personeelslid in ruste wordt gesteld of overlijdt, wordt de wedde van de volledige maand aan betrokkene of aan zijn rechthebbende, naargelang van het geval, uitbetaald.

Art. 85. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld, overeenkomstig de regels van toepassing op het personeel van de ministeries.

Indien het aantal betaalbare dagen in feite gelijk is aan of lager is dan 15, is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal betaalbare dagen.

Indien het aantal betaalbare dagen in feite hoger is dan 15, is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen 30 en het werkelijk aantal niet-betaalbare dagen.

Art. 86. Het personeelslid onderworpen aan de bepalingen van deze afdeling en titularis van een hoofdamt met onvolledige dagtaak ontvangt een wedde die gelijk is aan de wedde die het lid zou ontvangen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 84, indien het lid hetzelfde ambt met volledige dagtaak zou uitoefenen, vermenigvuldigd met het quotiënt van de deling van het aantal lestijden/week dat het ambt in kwestie bedraagt door het aantal lestijden/week dat datzelfde ambt met volledige dagtaak bedraagt.

Art. 87. Het personeelslid onderworpen aan de bepalingen van deze afdeling en titularis van een hoofdamt met volledige dagtaak ontvangt een wedde waarvan het jaarlijks brutobedrag berekend wordt op basis van de weddeschaal die kan toegepast worden op zijn betrekking rekening houdend met zijn in aanmerking komende diensten.

Indien het bij lid 1 bedoelde personeelslid titularis is van een hoofdamt met volledige dagtaak bestaande uit verschillende onvolledige ambten die hem recht geven op verschillende weddeschalen, wordt zijn wedde beperkt tot de wedde die het lid zou ontvangen voor een ambt met volledige dagtaak zoals bepaald bij artikel 69.

Voor de toepassing van lid 2 wordt alleen het kleinste volledig getal lestijden in aanmerking genomen dat nodig is opdat de som van de relatieve waarden van deze lestijden de eenheid zou bereiken. Onder de door het personeelslid gepresteerde lestijden worden op de eerste plaats die lestijden gekozen die het best bezoldigd zijn.

Art. 88. De leden van het bestuurs-, het onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel tewerkgesteld in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan waar zij een of meer bijambten als vast benoemden uitoefenen, ontvangen de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet een bezoldiging die uitbetaald wordt overeenkomstig artikel 84.

Art. 89. De personeelsleden die na toepassing van artikel 88 bezoldigd worden voor de uitoefening van een bijambt van directeur of onderdirecteur in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zijn ertoe verplicht, ongeacht hun beperkte bezoldiging, volledige prestaties te leveren die overeenstemmen met de betrekking die zij bekleden.

Hetzelfde geldt wanneer de beperking van de bezoldiging het gevolg is van de toepassing van artikel 77 van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977.

Art. 90. Voor de bij artikel 88 bedoelde personeelsleden heeft elke vermindering van toewijzing voor de betrokkenen het verlies van het voordeel van de verworven geldelijke toestand ten belope van deze vermindering tot gevolg.

Art. 91. § 1. De wedde verschuldigd voor de bij artikel 88 bedoelde prestaties wordt vastgesteld op basis van dezelfde bepalingen die toepasselijk zijn op de titularis van een of meer hoofdambten met onvolledige dagtaak bedoeld bij artikel 86.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt de geldelijke anciënniteit van het personeelslid, dat uiterlijk op 7 augustus 1982 vastbenoemd werd of stagiair was in het kunstonderwijs met beperkt leerplan en wiens prestaties in dat onderwijs als bijambt worden beschouwd sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels, beperkt tot de anciënniteit die het lid de laatste dag van het schooljaar 1981-1982 reeds had verworven.

Het bedrag van de periodieke verhogingen die in die wedde zijn begrepen wordt met 50 % ingekort.

§ 3. In afwijking van § 1, wanneer de prestaties van het in § 2 bedoeld personeelslid als bijambt beschouwd worden op een datum die na de inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 valt, dan stemt de verschuldigde wedde voor deze prestaties overeen met 80 % van de minimum wedde in de zin van artikel 64 die zou toegekend worden aan een personeelslid dat dezelfde prestaties in een hoofdambt levert in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Onverminderd de bepalingen van voornoemde wet van 24 december 1976, mogen de prestaties die nog mogen bezoldigd worden volgens de voorwaarden bepaald bij dit artikel, het aantal lestijden waarmee het betrokken personeelslid de laatste dag van het schooljaar 1981-1982 belast was, niet overschrijden.

§ 4. Wat het personeelslid betreft dat vast benoemd of vast aangeworven of stagiair was op een datum die na 7 augustus 1982 valt, wordt er geen bezoldiging toegekend voor de uitoefening van een bijambt.

Er kan een wedde, vastgesteld overeenkomstig § 3 volgens de bij artikel 95, §§2, 3 en 4 vastgestelde voorwaarden, evenwel tijdelijk worden toegekend.

Art. 92. De bij artikel 88 bedoelde personeelsleden kunnen geen aanspraak maken op een eindejaarstoelage of op vakantiegeld.

Onderafdeling 7. — Nadere regels voor de uitbetaling van de wedde aan de tijdelijke personeelsleden

Art. 93. § 1. De tijdelijke personeelsleden ontvangen een dagelijkse bezoldiging vastgesteld op 1/360e van de jaarwedde in de zin van artikel 64.

Zijn betaalbaar, alle dagen begrepen tussen het begin en het einde van de aanstellingsperiode(s), indien zij in de bedoelde periode(s), in de ontspanningsverlofdagen alsook in de winter- en lentevakantie vallen; het totaal aantal aldus betaalbare dagen tijdens het schooljaar mag niet hoger zijn dan 300.

Bovendien is tijdens de zomervakantie een verschoven bezoldiging betaalbaar die gelijk is aan het produkt van de vermenigvuldiging met 0,2 van de dagbezoldigingen die moeten betaald worden overeenkomstig de leden 1 en 2.

§ 2. Paragraaf 1, lid 3 is niet van toepassing op :

1° het tijdelijk personeelslid dat op 31 augustus die het begin van het schooljaar voorafgaat de leeftijd niet heeft bereikt die overeenstemt met de klasse van zijn weddeschaal;

2° het personeelslid bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 294 van 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben.

Art. 94. De bepalingen van de artikelen 86 en 87 zijn van toepassing op de tijdelijke personeelsleden die een hoofdambt bekleden.

Art. 95. § 1. Er wordt geen bezoldiging meer toegekend aan het tijdelijk personeelslid titularis van een bijambt.

§ 2. In afwijking van § 1, kan er evenwel binnen de bij voornoemde wet van 24 december 1976 bepaalde perken een wedde tijdelijk worden toegekend voor prestaties die moeten beschouwd worden als bijambt, op voorwaarde dat geen enkele andere gegadigde titularis van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs kan gevonden worden om betrokken prestaties in een hoofdambt uit te oefenen.

§ 3. De bij § 2 bedoelde afwijking kan op aanvraag van de betrokken Inrichtende Macht, gericht tot de bevoegde Administratie, door de Regering of haar gemachtigde worden toegekend.

Op straffe van nietigheid, moet deze aanvraag bij aangetekende brief binnen de 30 kalenderdagen opgezonden worden die volgen op de feiten die aanleiding gaven tot het verzoek. Samen met die aanvraag moeten de hierna volgende documenten verzonden worden waaruit blijkt dat het onmogelijk was een kandidaat voor een hoofdambt aan te werven, te weten :

1° de beschrijving van de prestaties;

2° de uitwisseling van de briefwisseling met de bevoegde FOREm of de bevoegde BGDA;

3° de lijst van de eventueel afgewezen kandidaten met verantwoording van hun uitschakeling.

§ 4. Is de beslissing ongunstig, dan wordt de wedde niet meer toegekend vanaf de datum bepaald door de Regering of haar gemachtigde en uiterlijk de eerste dag van het schooljaar dat volgt op de datum van de beslissing.

Art. 96. De wedde die verschuldigd is voor het bijambt bedoeld bij artikel 95, § 2 stemt overeen met tachtig percent van de minimumwedde in de zin van artikel 64, die zou toegekend worden aan een personeelslid dat dezelfde prestaties in hoofdambt zou uitoefenen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Art. 97. De personeelsleden die overeenkomstig artikel 95, § 2 bezoldigd worden, hebben geen recht op een eindejaarstoelage of op vakantiegeld.

Onderafdeling 8. — De toepassing van het geldelijk statuut

Art. 98. § 1. De aanpassing van de bij artikel 69 bedoelde lestijden wordt als volgt uitgevoerd :

1° voor de ambten met volledige dagtaak uitgeoefend in een of meer inrichtingen die door dezelfde Inrichtende Macht worden georganiseerd :

a) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de directeur en de onderdirecteur op 36 lestijden van 60 minuten vastgesteld;

b) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de leraar kunstvakken die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet tussen 20 en 24 lestijden in organiek stelsel en 24 lestijden in overgangsstelsel bedroegen, op 24 lestijden van 50 minuten vastgesteld;

c) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de leraar belast met de begeleiding die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet 24 lestijden bedroegen, op 24 lestijden van 50 minuten vastgesteld;

d) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de studiemeester-opvoeder die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet 32 lestijden bedroegen, op 36 lestijden van 60 minuten vastgesteld;

2° voor al de ambten met onvolledige dagtaak uitgeoefend in een of meer inrichtingen die door eenzelfde Inrichtende Macht worden georganiseerd :

a) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de leraar kunstvakken die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet X lestijden in organiek stelsel bedroegen, vastgesteld op X vermenigvuldigd met 1,2.

Het aldus bekomen cijfer van lestijden van 50 minuten wordt naar de hogere eenheid afgerond;

b) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de leraar kunstvakken in overgangsstelsel en van de leraar belast met de begeleiding omgerekend in een zelfde volume lestijden van 50 minuten;

c) wordt het volume van de wekelijkse prestaties van de studiemeester-opvoeder die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet X lestijden bedroegen, vastgesteld op X vermenigvuldigd met 1,125. Het aldus bekomen cijfer van lestijden van 50 minuten wordt naar de hogere eenheid afgerond.

Onder organiek stelsel en overgangsstelsel wordt verstaan de stelsels van bezoldiging die toegepast worden op het personeelslid de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

3° Wanneer het personeelslid een of meer ambten met volledige of onvolledige dagtaak uitoefent in verschillende inrichtingen georganiseerd door verschillende Inrichtende Machten, worden die prestaties geglobaliseerd voor de toepassing van 1° en 2°.

Het aldus bekomen globaal toevoegsel van lestijden wordt in volledige eenheden van lestijden verdeeld naar rata van de relatieve waarden van de prestaties geleverd de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet in elke bij lid 1 bedoelde inrichting.

De in lid 2 bedoelde relatieve waarden worden bekomen door het aantal lestijden uitgeoefend in elke inrichting te delen door het aantal lestijden dat de volledige opdracht omvat in toepassing van artikel 69.

De vermenigvuldiging van de relatieve waarde berekend overeenkomstig lid 3 met het globaal aantal van lestijden bedoeld bij lid 2 bepaalt het aantal bijkomende lestijden die moeten gevoegd worden bij de prestaties uitgeoefend in elke inrichting :

a) door dit aantal lestijden af te ronden naar de hogere eenheid wanneer het hoger of gelijk is aan een halve eenheid;

b) door dit aantal lestijden af te ronden naar de lagere eenheid wanneer het lager is dan een halve eenheid.

Wanneer de toepassing van de bij lid 4 bedoelde bepalingen als gevolg heeft dat het globaal bijvoegsel van lestijden niet wordt bereikt, wordt het saldo gevoegd bij de prestaties uitgeoefend in de inrichting die de hoogste in lid 2 bedoelde relatieve waarde heeft; zo deze relatieve waarden gelijk zijn, dan wordt het saldo gevoegd bij de prestaties uitgeoefend in de inrichting die de kleinste dotatie lestijden heeft in de zin van artikel 31.

Wanneer de toepassing van de bij lid 4 bedoelde bepalingen als gevolg heeft dat het globaal bijvoegsel van lestijden overschreden wordt, wordt de bijkomende lestijd in overmaat afgetrokken van de prestaties uitgeoefend in de inrichting die de kleinste in lid 2 bedoelde relatieve waarde heeft; zo deze relatieve waarden gelijk zijn, dan wordt de bijkomende lestijd afgetrokken van de prestaties uitgeoefend in de inrichting die de grootste dotatie lestijden heeft in de zin van artikel 31.

§ 2. De niet-conformiteit van de prestaties met de bepalingen van § 1 heeft de niet-toepassing van artikel 72, leden 2 en 3, tot gevolg.

§ 3. Het aantal lestijden waaruit de prestaties bestaan van het lid van het onderwijzend personeel of van de studiemeester-opvoeder die voor een bijbetrekking in dienst is genomen of in vast verband benoemd is, blijft ongewijzigd.

Afdeling 4. — De bezoldiging van de lesgeestelgen

Art. 99. Voor de indienstneming door een Inrichtende Macht van een lesgeestelgen wordt een arbeidsovereenkomst ondertekend voor een welbepaald werk waarvoor de bezoldiging wordt vastgesteld op 700 frank voor elke gepresterde lestijd.

Het bedrag van de bij lid 1 bedoelde bezoldiging werd bepaald op 1 november 1993 en gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens het bij artikel 73 bedoeld stelsel.

HOOFDSTUK VI. — *De bekwaamheidsbewijzen**Afdeling 1. — De vereiste en als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen.*

Art. 100. § 1. De bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 2 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs en bij artikel 2 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs worden gerangschikt in vereiste bekwaamheidsbewijzen, in als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen en in bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs.

§ 2. De vereiste bekwaamheidsbewijzen en de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij § 1 mogen diploma's, getuigschriften of jaren nuttige ervaring zijn.

§ 3. De nuttige ervaring bedoeld in § 2 heeft enkel betrekking op de tijd doorgebracht ofwel in een dienst of een openbare of privé-inrichting, ofwel besteed aan een ambacht of een beroep, met uitsluiting van het onderwijs.

De Regering beslist of gesteld kan worden dat de nuttige ervaring bijdraagt tot de vorming die vereist is voor het toe te kennen ambt.

Het bewijs nuttige ervaring te hebben, wordt geleverd overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 12 april 1969 houdende de regelen tot staving van de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedische personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat.

§ 4. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het diploma van hoger kunstonderwijs of hoger artistiek met volledig leerplan uitgereikt in de te onderwijzen specialiteit ofwel wanneer zijn betiteling overeenstemt met de betiteling van het betrokken ambt, ofwel wanneer de hoofdopleidingen die aan de grondslag liggen van de vorming van de recipiëndus, verband houden met het ambt waarvan sprake.

In dit laatste geval beslist de Regering, na advies van de Inspectie van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, of het diploma in de te onderwijzen specialiteit werd uitgereikt.

Art. 101. De kandidaat voor een betrekking, titularis van een gelijkwaardigheid van diploma uitgereikt voor het betrokken ambt wordt geacht houder te zijn van een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 42, § 1, 3°, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 en van artikel 30, 5° van voornoemd decreet van 6 juni 1994 geeft het bekwaamheidsbewijs zonder tijdsbeperking toegang tot het definitief uitoefenen van het ambt wanneer het bestaat uit ofwel een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel uit een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs aangevuld met het bij dit decreet vastgestelde bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs.

Art. 102. Het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs, bedoeld bij artikel 100, § 1, kan bestaan uit een diploma voor pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs (afgekort : DPBO) uitgereikt door een inrichting voor hoger kunstonderwijs of uit een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs (afgekort : GPBO) uitgereikt door de in artikel 110 bedoelde Examencommissies.

Art. 103. De getuigschriften van pedagogische bekwaamheid uitgereikt vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn voor hun geldigheidsduur gelijkgesteld met het in artikel 102 bedoelde GPBO.

Art. 104. In afwijking van artikel 101 kent de Minister of zijn gemachtigde vrijstelling toe van het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het bij artikel 100, § 1 bedoelde onderwijs op het verzoek van de Inrichtende Macht :

1° aan het personeelslid dat door een Inrichtende Macht in vast verband benoemd of in dienst genomen is en dat geen geldig getuigschrift van bekwaamheid voor het onderwijs bezit, en zich bij een andere Inrichtende Macht kandidaat stelt voor hetzelfde ambt;

2° aan het personeelslid titularis van een diploma eerste prijs begeleidend piano dat zich kandidaat stelt voor een betrekking van leraar belast met de begeleiding op de piano;

3° aan het personeelslid titularis van een diploma eerste prijs koorleiding dat zich kandidaat stelt voor een betrekking van leraar samenzang;

4° aan het personeelslid houder van een diploma eerste prijs orkestleiding dat zich kandidaat stelt voor een betrekking van leraar instrumentaal ensemble of instrumentale kamermuziek;

5° aan het vast benoemd personeelslid voor de betrekkingen van leraar tekenkunst, schilderkunst of beeldhouwkunst dat zich kandidaat stelt voor een betrekking van leraar multidisciplinaire opleiding.

Het personeelslid dat vrijgesteld wordt van het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs wordt gelijkgesteld met het personeelslid titularis van dit bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs.

De vrijstelling van het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs is in haar uitwerking beperkt tot de Inrichtende Macht alleen die deze aanvraag heeft gedaan.

Art. 105. Wat de bij artikel 51, § 2, bedoelde ambten betreft die de personeelsleden mogen uitoefenen voor het onderwijzen van de beeldende, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte zijn de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen en het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs als volgt vastgesteld :

1° leraar multidisciplinaire opleiding :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek met volledig leerplan, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs met beperkt leerplan of diploma van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan (overgangsfilière), aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring, het gehomologeerd getuigschrift van secundair hoger onderwijs en het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (GLSO vorming beeldende kunsten), aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs met beperkt leerplan of diploma van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan (overgangsfilière), aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO multidisciplinaire opleiding;
 - GPBO tekenkunst, schilderkunst of beeldhouwkunst
- 2° leraar kunstgeschiedenis en esthetiek :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs van de groep kunstgeschiedenis en archeologie;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs van de 2e of de 3e graad, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen
- met uitzondering van het diploma geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs van de groep kunstgeschiedenis en archeologie, de bekwaamheidsbewijzen vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma licentiaat voor de groep kunstgeschiedenis en archeologie.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO kunstgeschiedenis en esthetiek.
- 3° leraar kunstambachten, grafisch en picturaal onderzoek, gedrukt beeld, geschiktmaking, ontwerper textiel, monumentale kunsten, ruimten en vuurkunsten :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen
- diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek met volledig leerplan uitgereikt in de te onderwijzen specialiteit, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van hoger kunstonderwijs of hoger artistiek met volledig leerplan uitgereikt in een andere specialiteit, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs met beperkt leerplan of diploma van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan (overgangsfilière), uitgereikt in de te onderwijzen specialiteit, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring, het gehomologeerd getuigschrift voor secundair hoger onderwijs en het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (afdeling vorming beeldende kunsten), aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs met beperkt leerplan of diploma van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan (overgangsfilière), uitgereikt in een andere specialiteit, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het gehomologeerd getuigschrift voor secundair hoger onderwijs.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO voor de te onderwijzen specialiteit;
 - GPBO van een andere specialiteit voor :
 - schilderkunst : GPBO monumentale schilderkunst;
 - beeldhouwkunst : GPBO monumentale beeldhouwkunst;
 - illustratie en tekenverhaal : GPBO tekenkunst;
 - beeldhouwceramiek : GPBO ceramiek
- 4° leraar kunsttechnieken :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs;
 - diploma doctor, licentiaat, ingenieur, apotheker, architect, industrieel ingenieur, technisch ingenieur geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van een school of hogere technische leergangen van de 1e graad, aangevuld met een jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek met volledig leerplan, aangevuld met een jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van een school of technische leergangen van de 3e graad, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het technisch of hoger secundair kunstonderwijs, aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- Met uitzondering van het diploma geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, de bekwaamheidsbewijzen vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van een school of hogere technische leergangen van de 1e graad;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek;
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO voor de te onderwijzen specialiteit.
- Art. 106.** Wat de bij artikel 51, § 3, bedoelde ambten betreft die de personeelsleden mogen uitoefenen voor het onderwijzen van de muziek zijn de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen en het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs als volgt vastgesteld :
- 1° leraar muziekopleiding :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van het hoger kunstonderwijs, uitgereikt in een specialiteit van het muziekonderwijs en aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- ofwel DPBO voorbereidende notenleer;
 - ofwel DPBO gewone notenleer;
 - ofwel DPBO vervolmaking notenleer.
 - ofwel GPBO opleiding vocale muziek
- 2° leraar samenzang :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van het hoger kunstonderwijs voor koorleiding;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs voor notenleer, muziekpedagogie, zang of lyrische kunst, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- ofwel DPBO vocale disciplines;
 - ofwel DPBO samenzang;
 - ofwel DPBO stemvorming.
- 3° leraar muziekgeschiedenis en ontleding :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs van de groep kunstgeschiedenis en archeologie (afdeling musicologie);
 - diploma van het hoger kunstonderwijs voor muziekgeschiedenis, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van geslaagde voor het hoger kunstonderwijs (alle specialiteiten), aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- met uitzondering van het diploma geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs van de groep kunstgeschiedenis en archeologie (afdeling musicologie), het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma licentiaat voor de groep kunstgeschiedenis en archeologie (afdeling musicologie)
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO muziekgeschiedenis en ontleding.
- 4° leraar muziekschrijven en ontleding :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van het hoger kunstonderwijs voor harmonie, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van geslaagde voor het hoger kunstonderwijs (muziekpedagogie, orgel, clavecimbel, fuga en compositie), aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO voor muziekschrijven en ontleding.
- 5° leraar algemene jazzopleiding :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- Diploma voor hoger kunstonderwijs jazzharmonie, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
- Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - zes jaar nuttige ervaring.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- GPBO jazzharmonie.
- 6° leraar instrumentale opleiding (verschillende specialiteiten klassieke en oude instrumenten) :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
- diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt voor de te onderwijzen specialiteit en aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 - diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt in een andere specialiteit, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen
- Het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
- Klassieke instrumenten :
- DPBO van de te onderwijzen specialiteit;
 - GPBO van de te onderwijzen specialiteit.

Oude instrumenten :

— GPBO van de te onderwijzen specialiteit oud instrument.

7° leraar instrumentale opleiding en leraar jazz-ensemble :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs voor jazz-instrument, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs voor instrument, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— zes jaar nuttige ervaring.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO instrumentale opleiding en jazz-ensemble..

8° leraar instrumentaal ensemble :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs orkestleiding;

— diploma van het hoger kunstonderwijs kamermuziek, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs instrumenten (verschillende specialiteiten), aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

— met uitzondering van het diploma van het hoger secundair onderwijs orkestleiding, het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

CPGO instrumentaal ensemble.

9° leraar instrumentale kamermuziek

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs orkestleiding;

— diploma van het hoger kunstonderwijs kamermuziek, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

— GPBO instrumentale kamermuziek

10° leraar van het blad lezen - transpositie :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

Diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt in een andere specialiteit, aangevuld met het eindgetuigschrift van de leergangen transpositie en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

Het bekwaamheidsbewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO transpositie.

11° leraar vocale opleiding, zang en vocale kamermuziek

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs zang of lyrische kunst, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

— DPBO vocale disciplines;

— GPBO vocale opleiding.

12° leraar lyrische kunst :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

Diploma van het hoger kunstonderwijs lyrische kunst, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

— GPBO lyrische kunst.

13° leraar belast met de begeleiding op het clavecimbel (continuo en specifieke begeleiding) :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

Diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt in de specialiteit clavecimbel, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

Het bekwaamheidsbewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO begeleiding op het clavecimbel.

14° leraar belast met de begeleiding op het orgel :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

Diploma van laureaat van het hoger kunstonderwijs instrument in de specialiteit orgel, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

Het bekwaamheidsbewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

— GPBO begeleiding op het orgel.

15° leraar belast met de begeleiding op de piano :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs voor begeleidende piano :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs piano, jazz-piano of jazz-klavieren, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— Eindgetuigschrift begeleidende piano, aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs piano, jazz-piano of jazz-klavieren, zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— Eindgetuigschrift begeleidende piano.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO begeleiding op de piano.

16° leraar ritmiek :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma licentiaat lichamelijke opvoeding, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— eindexamen van het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique », uitgereikt in de specialiteit ritmiek, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

— het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— een diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek, aangevuld met zes jaar nuttige ervaring.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO ritmiek

17° leraar lichamelijke expressie

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma licentiaat lichamelijke opvoeding, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— eindexamen van het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique », uitgereikt in de specialiteit lichamelijke expressie, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

— het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— een diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

GPBO lichamelijke expressie.

Art. 107. Wat de bij artikel 51, § 4, bedoelde ambten betreft die de personeelsleden mogen uitoefenen voor het onderwijzen van de spreekkunst en de toneelkunst, zijn de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen en het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs als volgt vastgesteld :

1° leraar dictie - voordrachtskunst :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van het hoger kunstonderwijs

voordrachtskunst, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— diploma van het hoger kunstonderwijs van de 3e graad, uitgereikt in de specialiteit « toneelkunst », aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma van het hoger kunstonderwijs van het korte type, uitgereikt in de specialiteit « toneelvertolking », aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen
 Het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 — DPBO gesproken Frans;
 — GPBO dictie- voordrachtskunst.
- 2° leraar toneelkunst :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 — diploma van het hoger kunstonderwijs toneelkunst, aangevuld met de het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 — diploma van het hoger kunstonderwijs van de 3e graad, uitgereikt in de specialiteit « toneelkunst », aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 — diploma van het hoger kunstonderwijs van het korte type, uitgereikt in de specialiteit « dramatische interpretatie », aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
 Het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 — GPBO toneelkunst.
- 3° leraar literatuur- en toneelgeschiedenis :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 — diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs van de groep filologie en letteren (afdeling Romaanse filologie);
 — diploma van het hoger kunstonderwijs literatuur- en toneelgeschiedenis, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 — diploma van het hoger kunstonderwijs van de 3e graad uitgereikt in de specialiteit « toneelkunst », aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
 — met uitzondering van het diploma geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs van de groep filologie en letteren (afdeling Romaanse filologie), het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 — diploma licentiaat voor de groep filologie en letteren (afdeling Romaanse filologie)
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 GPBO literatuur- en toneelgeschiedenis
- 4° leraar lichamelijke expressie :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 — diploma licentiaat lichamelijke opvoeding, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
 — eindexamen van het « Institut de Rythmique Jacques Dalcroze de Belgique », uitgereikt in de specialiteit lichamelijke expressie, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
 — het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
 — diploma van het hoger kunstonderwijs of hoger artistiek, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 — GPBO voor lichamelijke expressie.
- 5° leraar belast met de begeleiding op het klavecimbel (continuo en specifieke begeleiding) :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 Diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt in de specialiteit klavecimbel, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :
 Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 GPBO begeleiding op het klavecimbel.
- 6° leraar belast met de begeleiding op het orgel :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 Diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt in de specialiteit orgel, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen
 Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 — GPBO begeleiding op het orgel.
- 7° leraar belast met de begeleiding op de piano :
- a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :
 — diploma van het hoger kunstonderwijs voor begeleidende piano;
 — diploma van het hoger kunstonderwijs voor piano, jazz-piano of jazz-klavieren, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
 — eindgetuigschrift van begeleidende piano, aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
- b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen
 — diploma van het hoger kunstonderwijs voor piano, jazz-piano of jazz-klavieren zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.
 — eindgetuigschrift van begeleidende piano
- c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :
 GPBO begeleiding op de piano.

Art. 108. Wat de bij artikel 51, § 5, bedoelde ambten betreft die de personeelsleden mogen uitoefenen voor het onderwijzen van de danskunst, zijn de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen en het bewijs van pedagogische geschiktheid voor het onderwijs als volgt vastgesteld :

1° leraar klassieke dans :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- vijf jaar nuttige ervaring, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- het gehomologeerd getuigschrift van secundair hoger onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt in de optie « danskunst » en aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPBO klassieke dans.

2° leraar hedendaagse dans :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

Vijf jaar nuttige ervaring aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPBO hedendaagse dans

3° leraar jazz-dans :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen

Vijf jaar nuttige ervaring, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

Het bewijs vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPGO jazz-dans.

4° leraar belast met de begeleiding op de piano :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van het hoger kunstonderwijs voor begeleidende piano :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs piano, jazz-piano of jazz-klavieren, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— Eindgetuigschrift begeleidende piano, aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

— Diploma van het hoger kunstonderwijs piano, jazz-piano of jazz-klavieren, zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— Eindgetuigschrift begeleidende piano.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPBO begeleiding op de piano.

5° leraar belast met de begeleiding van de leergangen hedendaagse dans en jazz-dans : :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- diploma van het hoger kunstonderwijs slagwerk of jazz-percussie, aangevuld met de pedagogische titel;
- diploma van het hoger kunstonderwijs instrument, uitgereikt voor een andere specialiteit, aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

Het bewijs s vermeld onder a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPBO begeleiding leergangen hedendaagse dans en jazz-dans.

Art. 109. De vereiste bekwaamheidsbewijzen, de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van studiemeester-opvoeder die de leden van het opvoedend hulppersoneel in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan mogen uitoefenen, zijn als volgt vastgesteld :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs;
- het diploma van onderwijzer voor het lager onderwijs;
- het diploma van onderwijzeres voor het kleuteronderwijs;
- het diploma van opvoeder, uitgereikt door een inrichting van pedagogisch hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of op het einde van een afdeling « gespecialiseerde opvoeders », georganiseerd door het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs of voor sociale promotie van het korte type;
- het diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt door een inrichting van sociaal hoger onderwijs of door een school of een afdeling van het technisch hoger onderwijs gerangschikt in de eerste graad;

— het diploma van kandidaat, uitgereikt overeenkomstig de wet over de toekenning van academische graden, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd als vast benoemde in het ambt met volledige dagtaak van studiemeester-opvoeder in een internaat;

— het diploma van een school of van hogere technische leergangen van de eerste graad, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd als vastbenoemde in het ambt met volledige dagtaak van studiemeester-opvoeder in een internaat;

— het gehomologeerd diploma van middelbare studies van de hogere graad, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd als vast benoemde in de betrekking met volledige dagtaak van studiemeester-opvoeder in een internaat;

— het diploma van een hogere secundaire technische school, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd als vastbenoemde in het ambt met volledige dagtaak van studiemeester-opvoeder in een internaat.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

— diploma van maatschappelijk assistent of maatschappelijk adviseur;

— diploma van kandidaat, uitgereikt door een Belgische universiteit of door een daartoe door de wet gemachtigde inrichting;

— diploma van het hoger kunstonderwijs met volledig leerplan;

— diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

— diploma van het hoger technisch onderwijs met volledig leerplan;

— gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

Afdeling 2. — Het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs.

Art. 110. Het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs bedoeld bij artikel 102 wordt uitgereikt door een Examencommissie, samengesteld op initiatief van de Inrichtende Macht van de inrichting waar de betrekking openstaand werd verklaard.

Art. 111. Kunnen enkel toegelaten worden tot het afleggen van de proeven van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs, de kandidaten die titularis zijn van een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarvan sprake, dat bij de artikelen 105 tot 108 is bepaald.

Art. 112. De Examencommissie is als volgt samengesteld :

1° het hoofd van een inrichting voor kunstonderwijs met beperkt leerplan als voorzitter;

2° de inspecteur van het kunstonderwijs met beperkt leerplan verantwoordelijk voor het gebied waarmee de te begeven betrekking verband houdt, plaatsvervangend voorzitter en afgevaardigde van de Franse Gemeenschap;

3° zes leden bevoegd voor de te onderwijzen discipline, prioritair gekozen onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het kunstonderwijs, in vast verband benoemd of in dienst genomen, onder wie drie die aangesteld worden door de Inrichtende Macht en drie door de Regering of haar gemachtigde op de voordracht van de Inspectie voor het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

4° een secretaris aangesteld door de Inrichtende Macht die niet stemgerechtigd is.

Mocht de inspecteur onbeschikbaar zijn, dan wordt de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap door de Minister of zijn gemachtigde aangesteld.

De leden van de Inrichtende Machten en de Vakbonden mogen als waarnemer aanwezig zijn op de proeven.

Niemand mag in de Examencommissie zetelen wanneer een van de kandidaten zijn echtgenoot(ote), bloedverwant(e) of aanverwant(e) tot de tweede graad is.

Art. 113. Om geldig te zetelen, moet de Examencommissie ten minste samengesteld zijn uit :

1° de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter;

2° vier op de zes leden bedoeld bij artikel 112, 3°, onder wie ten minste twee aangesteld door de Inrichtende Macht en ten minste twee door de minister of zijn gemachtigde.

Art. 114. Ten minste twee maanden vóór de datum van het examen vraagt de Inrichtende Macht aan de minister de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap aan te stellen alsook de leden gekozen door de minister of zijn gemachtigde. Zij deelt tegelijkertijd de lijst mede van de ingeschreven kandidaten en van de leden van de Examencommissie die zij heeft gekozen.

Ten minste een maand vóór de datum van het examen deelt de Inrichtende Macht aan de kandidaat (kandidaten) de datum mede waarop de proeven worden georganiseerd en bezorgt hem (hen), zo nodig, de lijst van de documenten en schriftelijke werken die aan de Voorzitter van de Examencommissie moeten voorgelegd worden binnen een termijn van 14 kalenderdagen in zoveel exemplaren als er leden van de Examencommissie zijn.

Op beslissing van twee of meer Inrichtende Machten die al dan niet behoren tot eenzelfde net, mogen er proeven voor pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs worden gegroepeerd in een enkele zitting die onder de verantwoordelijkheid van een onder hen daartoe gemandateerde wordt gesteld.

De akkoorden tussen Inrichtende Machten worden bekrachtigd door een overeenkomst waarvan de duur beperkt is tot betrokken proef.

Art. 115. Voor elk GPBO dat vereist is om leden van het onderwijzend personeel in vast verband in dienst te nemen of te benoemen voor de verschillende wervingsambten, bestaat het examen uit drie proeven :

1° een schiftingsproef over de kunst;

2° een pedagogische proef;

3° een proef over culturele, technische, theoretische en praktische kennis.

De specifieke programma's en de nadere regels voor de beoordeling van de bij lid 1 bedoelde proeven worden door de Regering bepaald.

Art. 116. Vóór de opening van de zitting, bepaalt de Examencommissie tijdens een voorbereidende vergadering haar huishoudelijk reglement en de procedure volgens welke de zitting zal verlopen.

Art. 117. De quoteringen worden toegekend op het einde van elke proef door ieder stemgerechtigd lid van de Examencommissie. Over deze quoteringen op fiches waarop de naam van de kandidaat staat, wordt beraadslaagd, waarna in de bij artikel 119 bedoelde notulen akte wordt genomen van de definitieve quoteringen.

Wanneer de quoteringen van een lid van de Examencommissie meer dan 20 % boven of onder het gemiddelde van de quoteringen liggen, is het lid ertoe verplicht zijn quotering te verantwoorden. Deze verantwoording wordt in de bij artikel 119 bedoelde notulen opgenomen.

Art. 118. Worden bekwaam verklaard en ontvangen een getuigschrift van bekwaamheid voor het onderwijs, de kandidaten die ten minste 6/10en van de punten hebben behaald die voor het examen zijn toegekend.

Het getuigschrift met vermelding van de benaming van het afgelegde examen en van de datum van het examen wordt door de recipiëndus en door al de stemgerechtigde leden van de Examencommissie ondertekend. Het blijft geldig gedurende tien jaar voor de indienstneming of de benoeming in vast verband voor elke betrekking die door een Inrichtende Macht van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan vóór het verstrijken van zijn geldigheidsdatum vacant wordt verklaard.

Art. 119. Een exemplaar van de notulen van het examen opgesteld door de secretaris en ondertekend door al de leden van de Examencommissie die erin gezeteld hebben, wordt aan de Inspectie en aan de dienst van het ministerie gezonden tot wiens bevoegdheid het kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort.

Art. 120. De organisatiekosten van de zittingen voor de examens van bekwaamheid vallen ten laste van de Inrichtende Machten.

HOOFDSTUK VII. — *De Verbeteringsraad*

Art. 121. Er wordt een Verbeteringsraad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan opgericht die belast is alle vraagstukken in verband met het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan op eigen initiatief te onderzoeken en een advies uit te brengen over al de dossiers die hem door de Regering worden voorgelegd.

De in lid 1 bedoelde Verbeteringsraad wordt voorgezeten door de ambtenaar die de algemene dienst leidt waarvan het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan afhangt en is samengesteld uit de leden van de inspectiedienst van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan waarvan een lid door de Regering wordt aangesteld als ondervoorzitter alsook uit de leden die door de Regering worden aangesteld als vertegenwoordigers van :

- 1° de representatieve organisaties van de Inrichtende Machten van een secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, naar rata van twee leden per organisatie;
- 2° de representatieve vakbonden, naar rata van twee leden per organisatie;
- 3° het bestuurs- en onderwijzend personeel, naar rata van acht leden;
- 4° de Regering, naar rata van een lid.

Op basis van de in lid 2 bepaalde criteria, bepaalt de Regering de toe te kennen mandaten alsook de regelen voor de werking van de Verbeteringsraad.

De in de Raad uitgeoefende mandaten worden niet betaald. De leden hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 122. Wanneer een Inrichtende Macht niet beantwoordt aan de bij artikel 7, 2°, bepaalde voorwaarden en wanneer artikel 24, § 7, van voornoemde wet wordt toegepast, dan kan de Regering een opschorting toekennen van de toepassing van de notificatie steunend op de vastgestelde tekortkoming.

Die opschorting die uitwerking heeft op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en beperkt tot maximum twee schooljaren wordt toegekend op aanvraag van de Inrichtende Macht, voor zover deze er zich toe verbindt de bepalingen van artikel 7, 2°, na te leven op het einde van de opschortingsperiode.

Art. 123. Voor de personeelsleden in vast verband benoemd of in dienst genomen voor een ambt dat niet in artikel 51 vermeld staat, stellen de Inrichtende Machten de benamingen van de uitgeoefende ambten in overeenstemming met de bij dit decreet bepaalde nomenclatuur van de ambten.

Art. 124. De personeelsleden in vast verband benoemd of in dienst genomen op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet voor de betrekkingen, opgericht in het kader van de in artikel 23 bedoelde Kunsthumaniora, behouden hun statutaire toestand.

In afwijking van de bepalingen van de decreten van 1 februari 1993 en 6 juni 1994 houdende de statuten van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs, zijn de Inrichtende Machten ertoe verplicht aan de in lid 1 bedoelde personeelsleden elke vrijstaande betrekking van hetzelfde ambt in de zin van artikel 51, § 1 aan te bieden ter vervanging en ten belope van het volume van de leeropdracht van de « Kunsthumaniora » waarvoor zij benoemd of in dienst genomen zijn en zijn die personeelsleden ertoe verplicht die betrekking te aanvaarden.

Art. 125. De inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan die niet in artikel 23 zijn vermeld en die gedurende het schooljaar 1997-1998 lestijden van de Kunsthumaniora organiseerden mogen vanaf 1 september 1998 de lestijden van de Kunsthumaniora blijven organiseren, wat de leerlingen die ingeschreven blijven, toelaat de ondernomen cyclus van secundaire studies te beëindigen.

De in lid 1 bedoelde inrichtingen ontvangen jaarlijkse lestijdendotaties overeenkomstig artikel 35.

Art. 126. Komt er fusie tussen de bij de artikelen 43 en 44 bedoelde inrichtingen en in afwijking van de bepalingen van artikel 43 van voornoemd decreet van 1 februari 1993 en van artikel 31 van voornoemd decreet van 6 juni 1994, is de Inrichtende Macht niet verplicht tot benoemingen over te gaan tijdens een overgangsperiode die niet langer mag duren dan drie schooljaren die volgen op de datum van de fusie.

Art. 127. Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 26 maart 1954 betreffende de voorwaarden waaronder de Staat toelagen verleent aan de gemeentelijke conservatoria, de gemeentelijke en vrije muziekacademiën en muziekscholen;
- 2° artikel 1, lid 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;
- 3° het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur;
- 4° het koninklijk besluit van 26 januari 1968 tot vaststelling van het bewijs s vereist met het oog op de toekenning van toelagen aan de gesubsidieerde inrichtingen voor muziekonderwijs;

5° het koninklijk besluit van 21 april 1969 tot vaststelling van de structuur, de samenstelling en de werking van de Raad van Advies voor het onderwijs in de bouwkunst en de beeldende kunsten;

6° het koninklijk besluit van 9 september 1969 betreffende het getuigschrift van bekwaamheid tot het geven van onderricht in gesubsidieerde inrichtingen voor muziekonderwijs;

7° het koninklijk besluit van 5 november 1969 tot oprichting van een Verbeteringsraad voor het muziekonderwijs;

8° het koninklijk besluit van 8 januari 1971 tot vaststelling van het onderwijsniveau van de gesubsidieerde inrichtingen voor muziekonderwijs;

9° het koninklijk besluit van 5 augustus 1971 houdende algemene regeling van de studiën in het onderwijs in de plastische kunsten met beperkt leerplan, ingericht door de Staat;

10° het koninklijk besluit van 12 augustus 1971 betreffende de toepassing van artikel 1, tweede lid, van voornoemd koninklijk besluit van 5 augustus 1971;

11° het koninklijk besluit van 13 augustus 1971 houdende toepassing, wat het gesubsidieerd onderwijs in de plastische kunsten met beperkt leerplan betreft, van artikel 24 der wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving betreffende het onderwijs;

12° het ministerieel besluit van 10 november 1971 genomen ter toepassing van het koninklijk besluit van 9 september 1969 betreffende het getuigschrift van bekwaamheid voor het onderwijs;

13° het ministerieel besluit van 30 juni 1972 houdende vaststelling van het uurrooster en het minimum programma van de leergangen alsook het reglement der examens voor het franstalig gesubsidieerd muziekonderwijs;

14° het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling van de voorwaarden vereist voor het oprichten van ambten in de rijksinstellingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en onder de Minister van Franse Cultuur;

15° het ministerieel besluit van 10 november 1978 tot uitvoering van artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit van 9 november 1978;

16° het ministerieel besluit van 10 november 1978 houdende gelijkstelling, voor het toekennen van weddeschalen, van bekwaamheidsbewijzen in het kunstonderwijs;

17° artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 december 1978 genomen ter uitvoering van artikel 77, § 2, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 en houdende afwijking van sommige bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden vereist voor het oprichten van betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch en voor kunstonderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

18° met uitwerking met ingang van 1 september 1992, het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 houdende harmonisering van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

Art. 128. Het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt uitgesloten van het toepassingsgebied van de volgende bepalingen :

1° de wet van 14 mei 1955 op het kunstonderwijs;

2° het koninklijk besluit van 22 maart 1961 houdende toepassing van artikel 5 der wet van 14 mei 1955 over het kunstonderwijs en van de artikelen 24, 27 en 32 der wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs;

3° het koninklijk besluit van 5 november 1973 tot organisatie van het onderwijs in de beeldende kunsten afhankelijk van de Minister van Franse Cultuur;

4° het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende gelijkstelling van het bewijs van het kunstonderwijs;

5° het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten;

6° het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bepalingen van de geldelijke statuten van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel met volledig leerplan en het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

Art. 129. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1998, behoudens de artikelen 38, 55 en 60 tot 62, die in werking treden op 1 september 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 214-1. — Amendementen van de commissie : nrs. 214-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10. — Verslag : nr. 214-11. — Vergaderingsamendementen : nr. 214-12.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 28 april 1998. — Aanneming. Vergadering van 19 mei 1998.